

Spiritus

Populorum Progressio

30 ans après

Populorum Progressio : 30 ans après

Vincent Cosmao	Populorum Progressio, 30 ans après	227
Cardinal Et. Kim	L'option d'une Église (Corée)	241
Mathias V. Rethinam	Les pauvres, avenir du monde (Inde)	252
J. Kelly & M. Cadina	Solidarité et efficacité (Équateur)	261
Giuseppe di Salvatore	Quand les paysans s'organisent (Cameroun)	269
Gabriel Marc	Une parole plus utile que jamais (France)	278
Denis Goulet	Débats au sujet du développement (U.S.A.)	288
Franz Hinkelammert	De Populorum Progressio à nos jours Point de vue de l'Amérique latine	298
Damien Noël	Regard d'un exégète	306
Spiritus	bibliographie	314

chronique

Th. Menampampil	Conversion communautaire (Assam)	316
	notes bibliographiques	326

N.B. : *sauf indication contraire, les numéros entre parenthèses dans le corps des articles renvoient à l'encyclique Populorum Progressio.*

1967 – 1997: Spiritus a voulu célébrer à sa façon le 30^e anniversaire de l'encyclique Populorum Progressio. Nous avons donné la parole à des personnes originaires de tous les continents, spécialement concernées par les problèmes du développement. Nous leur avons posé la question suivante: « Vous relisez l'encyclique aujourd'hui: quelles réflexions éveille-t-elle en vous dans le contexte qui est le vôtre? ».

Le Père Vincent Cosmao, dont la compétence est mondialement reconnue en la matière, a accepté de donner l'inspiration d'ensemble à ce projet. Sa contribution introduit le débat. Il commente et interroge le texte de l'encyclique à partir de la situation du monde aujourd'hui.

Les autres auteurs reviennent au message de Paul VI. Ils soulignent combien cet enseignement garde toute son actualité. Ils expriment aussi le regret qu'il n'ait pas davantage imprégné la réflexion et motivé l'action des décideurs. Ils remarquent tous que le passage d'un marxisme totalitaire à un libéralisme sans frein ne constitue pas nécessairement un progrès pour l'humanité. Il y aurait de quoi céder au pessimisme, mais un changement radical de perspectives peut nous laisser entrevoir des perspectives plus optimistes. Si nous ne voulons pas échouer dans cette entreprise, la dimension éthique doit retrouver sa place au cœur même de l'économie. Alors seulement, le progrès économique sera au service de l'homme, sujet responsable, et non pas simplement dévoreuse d'hommes, outils de travail.

En Asie, en Amérique latine, en Afrique, dans la foulée de Populorum Progressio, des « pauvres » se sont unis pour prendre en main leur devenir, leur « développement ». Ils témoignent ainsi de l'action de l'Esprit qui anime ceux et celles qui se rassemblent « au nom de Jésus » et qui fait naître et grandir dans leur cœur l'espérance en des lendemains possibles. Ils ont à retrouver la place qui leur revient de droit. Il ne s'agit plus tellement de rendre l'Église ou la Société attentives aux pauvres que de rendre aux « pauvres » leur place au cœur de l'Église et de la Société. C'est bien l'appel que nous adresse la Parole de Dieu dans la Bible et que nous avons parfois méconnu.

En chronique, et dans le prolongement du dossier « Chemins de conversion » du n° 147 de Spiritus, nous publions le témoignage de Mgr Thomas Menampampil sur la « conversion » des tribus en Assam. Là-bas aussi, les « pauvres » se mettent en route ensemble.

Spiritus

POPULORUM PROGRESSIO, 30 ANS APRÈS

par Vincent Cosmao

Membre de l'Ordre des Frères Prêcheurs et lecteur en théologie, Vincent Cosmao a été aumônier d'Université à Lyon (1950-1955) et à Dakar (1955-1965). Appelé par le P. Lebreton à l'IRFED en 1965, il fonde en 1972 le Centre Lebreton – Foi et Développement qu'il dirige jusqu'en 1983, puis préside pendant deux ans. Depuis 1988, il est Prieur du Couvent Saint Jacques à Paris.

Entamant sa cinquième lecture de Populorum Progressio, Vincent Cosmao en montre l'actualité pour éclairer la question sociale de notre temps. Il organise sa réflexion autour de quatre points fondamentaux: la mondialisation, la croissance, la planification et l'équité des relations commerciales.

Cet article est repris d'un texte publié dans le bulletin du Centre Lebreton (43ter, rue de la Glacière, 75013 Paris): «Foi et Développement» n° 250/251, février/mars 1997. Il a été revu et approuvé par l'auteur.

L'élaboration de *Populorum Progressio* a été mise en route au moment de la première Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED, Genève 1964) où Lebreton, porte-parole de la délégation du Saint-Siège lançait l'idée de l'instauration d'un Nouvel Ordre Économique International. C'est dans la foulée de sa participation intensive à la conférence de Genève où il fut, avec Che Guevara, l'intervenant le plus applaudi en séance plénière, que Lebreton se mit au travail pour écrire le projet que Paul VI lui avait demandé pour un document sur le développement des peuples.

Comme l'écrivait Éric Sottas, actuel président du Centre Lebreton, dans un article d'Économie et Humanisme en 1986: «Lebreton ne se définit pas

comme un diplomate traditionnel mais davantage comme le porte-parole de groupes défavorisés dont les besoins et les aspirations impliquent une réforme tant conceptuelle que pratique du système international et de l'Église catholique. Si ces discours ont eu un tel écho, c'est précisément parce que Lebreton avait su percevoir l'importance des enjeux et dégager des perspectives de réforme et de transformation de la société»¹.

En entamant cette cinquième lecture² de l'encyclique de Paul VI, je suis frappé, une fois de plus, par son actualité politique autant que théologique. Ne pouvant ratisser tout le texte pour y mettre en évidence quelques-uns de ses mots clés qui résonnent dans le contexte actuel, je me contenterai de quelques prises de vue sur l'actualité internationale relue à la lumière de l'encyclique.

*LA QUESTION SOCIALE EST AUJOURD'HUI MONDIALE*³

«Le développement des peuples, tout particulièrement de ceux qui s'efforcent d'échapper à la faim, à la misère, aux maladies endémiques, à l'ignorance; qui cherchent une participation plus large aux fruits de la civilisation, une mise en valeur plus active de leurs qualités humaines; qui s'orientent avec décision vers leur plein épanouissement, est considéré avec attention par l'Église. Au lendemain du deuxième Concile œcuménique du Vatican, une prise de conscience renouvelée des exigences du message évangélique lui fait un devoir de se mettre au service des hommes pour les aider à saisir toutes les dimensions de ce grave problème et pour les convaincre de l'urgence d'une action solidaire en ce tournant décisif de l'histoire de l'humanité» (2).

Après avoir annoncé la création, parmi les organes centraux de l'Église, d'une commission pontificale pour «susciter dans tout le peuple de

1/ *Le Père Lebreton et la CNUCED*, Eric SOTTAS, Économie et Humanisme, n° spécial, oct. 1986, ou du même: *Appel à des changements radicaux*, Foi et Développement, n° 243-244, juin-juillet 1996.

2/ 1967. *Populorum Progressio*, introduction par Vincent COSMAO. Éd. du Centurion, pp. 9 à 48. 1977. *En relisant Populorum Progressio 10 ans après*, Foi et Développement, n° 45, mars 1977. 1982. *Le sujet du développement, en relisant Populorum Progressio 15 ans après*, Foi et dévelop-

pement, n° 98, juin-juillet 1980; Nigrizia (Vérone) octobre 1982. 1987. *Populorum Progressio 20 ans après*, Foi et Développement, n° 146, janvier 1987.

3/ Il avait été précisé à l'époque que les titres et sous-titres faisaient partie du texte. Je me souviens avoir pu le faire valoir en assemblée générale de la Commission pontificale Justice et paix face à un collègue qui me faisait remarquer que le mot planification n'était pas dans l'encyclique.

Dieu la pleine connaissance du rôle que les temps actuels réclament de lui de façon à promouvoir le progrès des peuples plus pauvres, à favoriser la justice sociale entre les nations, à offrir à celles qui sont moins développées une aide telle qu'elles puissent pourvoir elles-mêmes et pour elles-mêmes à leur progrès», fut lancé un «appel solennel à une action concertée pour le développement solidaire de l'humanité» (2).

à l'heure de l'interdépendance entre les peuples

Pour saisir la densité de ces deux passages que j'ai tenu à citer longuement, il faut se souvenir que, dans le «champ du développement»⁴, on en était alors à l'aide des riches aux pauvres, à peine au transfert de techniques ou de savoir-faire, à la fin d'une «décennie du développement» qui s'était fixé pour objectif le transfert de 0,7 % du PIB des pays industrialisés aux pays sous-développés. A peu près personne n'y croyait et la grande majorité des économistes, patentés ou non, considéraient le sous-développement comme un simple retard sur la voie du progrès linéaire vers la société de consommation.⁵

L'interdépendance de toutes les populations, de tous les peuples, de toutes les nations, qui était à l'horizon des propos de Lebreton comme de Paul VI, apparaissait déjà comme une réalité dont on commençait à comprendre que l'objet de la politique internationale était de la transformer en solidarité voulue, organisée, et vécue. Elle n'avait – et n'a bien sûr – rien à voir avec la mondialisation devenue le nouveau mythe ou le nouveau fatum (destin) qui bloque toute pensée. L'interdépendance est le tissu de relations, de dépendances plus ou moins réciproques mais réelles, qui se tricotent depuis des siècles, voire des millénaires, entre les groupes humains au fur et à mesure que leurs différences de compétences ou de spécialisations les rendent potentiellement ou nécessairement complémentaires les uns des autres, que ce soit par le commerce, la négociation ou la guerre.

les aspirations de nos contemporains

La mondialisation dont on nous rebat les oreilles, en réseaux ou par pôles, finit par n'être rien d'autre qu'un discours idéologique destiné à

4/ L'usage faisant loi en matière de langage, je suis obligé d'employer ce mot *développement* bien que sa polysémie multiforme et contradictoire le rende à la limite insignifiant. Pour limiter les dégâts,

je l'emploie sous guillemets quand il est encore susceptible de signifier ce à quoi je pense en l'employant.

5/ ROSTOW, W. W. *Les étapes de la croissance économique*, 1960.

camoufler les arrangements qui se concoctent entre agents de la bulle financière pour faire entrer l'économie réelle dans les réseaux de leurs échanges abstraits. Dans le discours de Paul VI sur la mondialité, il était question des « aspirations des hommes ».

« Être affranchi de la misère, trouver plus sûrement leur subsistance, la santé, un emploi stable ; participer davantage aux responsabilités, hors de toute oppression, à l'abri de situations qui offensent leur dignité d'homme ; être plus instruits ; en un mot, faire, connaître et avoir plus, pour être plus : telle est l'aspiration des hommes d'aujourd'hui, alors qu'un grand nombre d'entre eux sont condamnés à vivre dans des conditions qui rendent illusoire ce désir légitime. Par ailleurs, les peuples parvenus depuis peu à l'indépendance nationale éprouvent la nécessité d'ajouter à cette liberté politique une croissance autonome et digne, sociale non moins qu'économique, afin d'assurer à leurs citoyens leur plein épanouissement humain et de prendre la place qui leur revient dans le concert des nations » (6).

conjuguer indépendance et interdépendance

Si, au tournant des années 60-70, la résistance aux perspectives qu'ouvraient Lebreton, Paul VI, puis les porte-parole du tiers monde, pouvait s'expliquer par la hantise de certains devant les planifications centralisées – dont on savait pourtant déjà l'échec plus que prévisible – ou par l'allergie des autres, ou des mêmes, devant toute régulation du marché dont on sait pourtant qu'il n'a jamais fonctionné sans normes, il est facilement compréhensible qu'au moment où les capitaux qui se déplacent quotidiennement d'une devise à l'autre représentent quarante ou cinquante fois la valeur des biens et services échangés à l'échelle du monde, il faudrait bien imaginer autre chose que le « quart » à risque, au sens maritime du mot, pour gérer la « mondialisation des supergrands ». Mais ceux-ci ont peut-être fait leur temps. Si les 500 premières entreprises américaines pesaient 20 % de l'économie américaine en 1970, elles n'en représentent plus que 10 % aujourd'hui.

« La mondialisation et les technologies de l'information signent sans doute la mort de l'opposition entre le 'grand' et le 'petit'. Les entreprises de demain, les futurs maîtres du monde, seront celles qui auront marié l'indépendance et l'interdépendance. Leur atout, ce sera d'avoir

réconcilié le 'local' et le 'global', le grand et le petit. 'Big and small', voilà ce qui est 'beautiful' »⁶.

Pour Paul VI, il était clair que la prise en compte de la mondialité de l'économie et de la vie en société impliquait son organisation. Dans la ligne de Jean XXIII, il en appelait à « une autorité mondiale efficace : cette collaboration internationale à vocation mondiale requiert des institutions qui la préparent, la coordonnent et la régissent jusqu'à constituer un ordre juridique universellement reconnu » (78). Et, jetant un défi aux sceptiques, il ajoutait : « Certains estimeront utopiques de telles espérances. Il se peut que leur réalisme fût en défaut et qu'ils n'aient pas perçu le dynamisme d'un monde qui veut vivre plus fraternellement » (79).

construire un monde solidaire

Ce défi vaudrait aussi *ex post* pour tous ceux qui constataient naguère avec soulagement dans leur lucidité réaliste l'échec du projet d'instauration d'un Nouvel Ordre Économique International négocié, c'est-à-dire politiquement élaboré et mis en œuvre. Il y en avait outre-monts comme outre-Atlantique. Viendra peut-être un jour où l'on finira par comprendre qu'il ne faudra pas « inévitablement choisir entre une économie performante qui instrumentalise ses acteurs et une économie au service de l'homme condamnée à un déclin inexorable dans le concert des nations »⁷.

A la différence d'autres encycliques, *Populorum Progressio* n'est pas un discours scientiste sur ce que devraient être les sociétés ou sur la manière dont elles doivent se construire. Partant de l'observation, impliquée, sur le terrain, en vue d'en dégager les « besoins et possibilités », le discours s'ouvre à tâtons à ce qu'il faudrait faire parce que c'est nécessaire : « Construire un monde où tout homme, sans exception de race, de religion, de nationalité, puisse vivre une vie pleinement humaine, affranchie des servitudes qui lui viennent des hommes et d'une nature insuffisamment maîtrisée ; un monde où la liberté ne soit pas un vain mot » (47).

C'est dans ce contexte que vient la mise en garde contre le refus de l'organisation de la solidarité : « le superflu des pays riches doit servir

6/ *Big, small, beautiful* par Erik IzRAELEWICZ, Le Monde Économie 11/02/97, p 1.

7/ LORMEAU Patricia, *Économie, la part du choix*, Le Monde 07/02/97.

aux pays pauvres. La règle qui valait autrefois en faveur des plus proches doit s'appliquer aujourd'hui à la totalité des nécessiteux du monde. Les riches en seront d'ailleurs les premiers bénéficiaires. Sinon leur avarice prolongée ne pourrait que susciter le jugement de Dieu et la colère des pauvres, aux imprévisibles conséquences» (49). Cette objurgation ne vient pas au hasard d'une rédaction. Elle était déjà dans la première partie sur l'état du problème «pour un développement intégral de l'homme».

en conformité à la destination universelle des biens

«Il est, certes, des situations dont l'injustice crie vers le ciel. Quand des populations entières, dépourvues du nécessaire, vivent dans une dépendance telle qu'elle leur interdit toute initiative et responsabilité, toute possibilité aussi de promotion culturelle et de participation à la vie sociale et politique, grande est la tentation de repousser par la violence de telles injures à la dignité humaine» (30).

Ne serait-ce que par cette mise en alerte solennelle, l'encyclique se situe bien dans son temps, tout en réaffirmant les positions chrétiennes ou judéo-chrétiennes fondamentales, élaborées au IV^e siècle, sur la destination universelle des biens et qui correspondent tellement à la problématique de ce temps, qu'elles ont trouvé dans le discours international, à l'occasion des conférences sur le droit de la mer, une formulation nouvelle: «le patrimoine commun de l'humanité».

Même si cette vérité première est loin d'être effectivement prise en compte et surtout mise en œuvre dans l'organisation des sociétés, il n'en faut pas moins continuer à l'affirmer, voire à l'asséner, car elle est constitutive, non seulement de la foi chrétienne, mais des conditions de l'existence humaine. «Emplissez la terre et soumettez la (Gn, 1,28). La Bible, dès sa première page, nous enseigne que la terre est pour l'homme, à charge pour lui d'appliquer son effort intelligent à la mettre en valeur et, par son travail, à la parachever pour ainsi dire à son service. Si la terre est faite pour fournir à chacun les moyens de sa subsistance et les instruments de son progrès, tout homme a donc le droit d'y trouver ce qui lui est nécessaire. Tous les autres droits, quels qu'ils soient, y compris ceux de propriété et de libre commerce, y sont subordonnés ils n'en doivent donc pas entraver, mais bien au contraire faciliter la réalisation et c'est un devoir social grave et urgent de les ramener à leur finalité première» (22).

VOCATION A LA CROISSANCE

Tout le texte de Paul VI est sous-tendu par une dynamique théologique porteuse de souffle et de sens qui lui donne parfois un ton d'épopée. «Communiant aux meilleures aspirations des hommes et souffrant de les voir insatisfaites, (l'Église) désire les aider à atteindre leur plein épanouissement et c'est pourquoi elle leur propose ce qu'elle possède en propre: une vision globale de l'homme et de l'humanité» (13).

promouvoir tout homme et tout l'homme

Ce qui est proposé ici, ce n'est pas un savoir ou un savoir-faire, c'est une vision, une perspective qui donne sens et espérance au monde. «Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme» (14). C'est ici qu'est ensuite cité, et c'est la seule fois, «l'éminent expert», Lebre⁸.

C'est la vocation collective de l'humanité à construire les conditions de son existence humaine qui est ici mise en valeur dans quelques passages dont la prise en compte de la relation à Dieu, Créateur de créateurs et du «Christ qui nous appelle tous à participer en fils à la vie du Dieu vivant, Père de tous les hommes» (21), n'exclut pas une lecture laïque ou humaniste qui laisserait en suspens les références chrétiennes, tout en acceptant le signifié humain, universel.

«Dans le dessein de Dieu, chaque homme est appelé à se développer, car toute vie est vocation. Dès la naissance est donné à tous en germe un ensemble d'aptitudes et de qualités à faire fructifier: leur épanouissement, fruit de l'éducation reçue du milieu et de l'effort personnel, permettra à chacun de s'orienter vers la destinée que lui propose son créateur. Doué d'intelligence et de liberté, il est responsable de sa croissance comme de son salut. Aidé, parfois gêné par ceux qui l'éduquent et l'entourent, chacun demeure, quelles que soient les influences qui s'exercent sur lui, l'artisan principal de sa réussite ou de son échec: par le seul effort de son intelligence et de sa volonté chaque homme peut grandir en humanité, valoir plus, être plus» (15).

8/ L.-J. LEBRET, *Dynamique concrète du développement*, Paris, Économie et

humanisme. Les Éditions ouvrières, 1961, p. 28.

l'homme, créateur de son propre développement

Artisans, agents, acteurs, sujets, créateurs de leur développement, qu'il s'agisse des hommes, des groupes ou des peuples, ces expressions qui ne sont plus guère contestées, viennent à la fois de ce qui a été vécu, observé sur le terrain dans les tentatives d'auto-développement ou de développement endogène et des propos de *Populorum Progressio* qui venaient aussi du même terrain. Cette révolution épistémologique et anthropologique, qu'on pourrait appeler «post marxiste» ou, pour être plus précis «post-dia-mat» ou «post-structuraliste», est une des lignes de force de ces dernières décennies.

Là où il allait de soi que la transformation des modes ou des rapports de production modifiait les états de conscience, là où le sujet n'était plus qu'un présumé ou un fantasme, on ne peut plus ne pas reconnaître que c'est la transformation des états de conscience qui permet la transformation des systèmes de production ou qu'un des critères du développement est que ses acteurs deviennent capables, non seulement de faire ce qu'ils disent, mais aussi de dire ce qu'ils font, c'est-à-dire de l'interpréter. Il faut continuer à lire ce qu'écrit Paul VI: «Cette croissance n'est pas facultative, ... (elle) constitue comme un résumé de nos devoirs» (16).

un humanisme transcendant

Nous sommes bien au-delà de l'aide ou du transfert de techniques à quoi se limitait encore à l'époque l'action pour le développement. C'est un autre monde qui s'ouvre, non un monde de rêve mais un monde à construire dans la ligne de ce que Lebreton, dans son dernier ouvrage, posthume, appellera «développement = révolution solidaire».

«Si la poursuite du développement demande des techniciens de plus en plus nombreux, elle exige encore plus des sages de réflexion profonde, à la recherche d'un humanisme nouveau qui permette à l'homme moderne de se retrouver lui-même, en assumant les valeurs supérieures d'amour, d'amitié, de prière et de contemplation. Ainsi pourra s'accomplir en plénitude le vrai développement qui est le passage, pour chacun et pour tous, de conditions moins humaines à des conditions plus humaines» (20).

On voit se déployer ici une foi en l'homme en acte de création, ou auto-crédation, collective, un humanisme qui n'était guère dans l'air du

temps: le mot n'est d'ailleurs employé qu'affecté d'un qualificatif, transcendant (16), nouveau (20), vrai (42), universel (72). Dans ce dernier cas, à propos des experts en développement, il est précisé que « la civilisation qui les a formés contient certes des éléments d'humanisme universel, mais elle n'est ni unique ni exclusive et ne peut être importée sans adaptation. Les agents de ces missions auront à cœur de découvrir, avec son histoire, les composantes et les richesses culturelles du pays qui les accueille ».

une vraie sagesse

Que d'erreurs, facteurs de sous-développement, auraient pu être évitées si cette prise de conscience « qui a une voix nouvelle pour notre époque » (47) avait été moins tardive. Devenu économiste à un moment où beaucoup de « chrétiens sociaux » en étaient encore, comme il disait, au « social palliatif », Lebreton était en train de devenir le « sage » (20) attentif à la déstructuration – encore que je ne me souviens pas s'il employait ce mot – des sociétés, des cultures, des civilisations sous l'effet de la pénétration de la civilisation scientifique et technique qui, par ailleurs, représentait le progrès.

Quand il venait au Sénégal (1958-1964) comme conseiller de Mamadou Dia, Premier ministre du passage à l'indépendance, pour la préparation du premier plan de développement, un livre circulait qui posait admirablement le problème dramatique d'une acculturation difficilement maîtrisable par ceux qui la subissaient: « L'aventure ambiguë » de Cheikh Hamidou Kane⁹. Celui-ci fut ministre de Dia et, par là même, interlocuteur de Lebreton qui sut le reconnaître comme tel. « Il y a cent ans, notre grand-père, en même temps que tous les habitants de ce pays, a été réveillé un matin par une clameur qui montait du fleuve. Il a pris son fusil et, suivi de toute l'élite, s'est précipité sur les nouveaux venus. Son cœur était intrépide et il attachait plus de prix à la liberté qu'à la vie. Notre grand-père ainsi que son élite ont été défaits. »

« Pourquoi ? Comment ? Les nouveaux venus seuls le savent, il faut le leur demander ; il faut aller apprendre chez eux l'art de vaincre sans avoir raison. Au surplus le combat n'a pas cessé encore. L'école étrangère est la forme nouvelle de la guerre que nous font ceux qui sont venus et il faut y envoyer notre élite en attendant d'y pousser tout le

9/ Julliard 1962.

pays. Il est bon qu'une fois encore l'élite précède. S'il y a un risque, elle est la mieux préparée pour le conjurer; parce qu'elle est la plus fermement attachée à ce qu'elle est. S'il est un bien à en tirer, il faut que ce soit elle qui l'acquière la première¹⁰». A trente ans et quelques, Cheikh, comme nous l'appelions amicalement, était déjà un Sage Africain. Son livre fut vendu à cent mille exemplaires dans le monde entier et il attendit 1995 pour publier le second¹¹ dont l'interprétation sera plus difficile pour ceux qui n'ont pas vécu les événements de 1962 à Dakar.

une nouvelle aventure

«L'aventure ambiguë» évoquait admirablement les problèmes de société dont la prise de conscience fut à l'origine de l'approche du développement qui fut appelée «animation» en Afrique, en tension avec la planification, «conscientisation» au Brésil. Ce fut le début d'une aventure qui a pris de l'ampleur à l'échelle du monde et qui se poursuit, même si on n'en parle guère dans les médias, encore qu'à l'occasion du récent congrès mondial du «micro-crédit», formule qui semble avoir été inventée au Bangladesh (Grameen Bank), elle ait eu presque droit à la une de certains journaux: la prise en charge par les populations de leur propre développement. Et nous retrouvons *Populorum Progressio*.

«La tâche pourrait sembler impossible dans les régions où le souci de la subsistance quotidienne accapare toute l'existence de familles incapables de concevoir un travail susceptible de préparer un avenir moins misérable. Ce sont pourtant ces hommes et ces femmes qu'il faut aider, qu'il faut convaincre d'opérer eux-mêmes leur propre développement et d'en acquérir progressivement les moyens. Cette œuvre commune n'ira certes pas sans effort concerté, constant et courageux. Mais que chacun en soit bien persuadé, il y va de la vie des peuples pauvres, de la paix civile dans les pays en voie de développement et de la paix du monde» (55).

Ici l'encyclique apparaît vraiment prophétique, au sens biblique du mot, c'est-à-dire en lecture des signes des temps, et au sens courant de prévision de ce qui advient ou survient dans l'histoire en train de se faire. Comme disait encore C. H. Kane: «La civilisation est une architecture de réponses. Le bonheur n'est pas fonction de la masse des réponses mais de leur répartition. Il faut équilibrer».

10/ *Ibid.* p. 52.

11/ *Les gardiens du temple*, Stock, Paris, voir le Monde 09/07/96.

PROGRAMMES ET PLANIFICATION

La planification n'avait pas bonne presse dans les années 60 même quand elle fut considérée comme une « ardente obligation ». Si on n'en était pas encore venu, dans l'orthodoxie néo-libérale, à exalter le marché comme la seule libération possible des énergies créatives ou innovatrices en vue du décollage et de l'entrée en développement des pays sous-développés, on y allait tout droit à partir de l'enlisement du Nouvel Ordre Économique International. Le débat sous-jacent était idéologique, c'est-à-dire irrationnel et il tournait facilement à la guerre de religions.

Les interventions de Lebreton dans les pays qui firent appel à lui (Brésil, Colombie, Liban, Sénégal, etc.) s'inscrivirent toutes dans le cadre de préparation de plans de développement, sur la base de l'observation, de l'enquête et de l'analyse approfondie des besoins et possibilités, et non à partir de schémas ou modèles théoriques considérés comme reproductibles ou universalisables.

« La situation exige des programmes concertés. Un programme est en effet plus et mieux qu'une aide occasionnelle laissée à la bonne volonté de chacun. Il suppose : études approfondies, fixation des buts, détermination des moyens, regroupement des efforts pour répondre aux besoins présents et exigences prévisibles. Bien plus, il dépasse les perspectives de la croissance économique du progrès social : il donne sens et valeur à l'œuvre à réaliser. En aménageant le monde, il valorise l'homme » (50).

La tension maintenue entre la planification, les programmes et la liberté responsable ne relève pas du rêve. On la retrouve bien dans les débats d'aujourd'hui sur la mondialisation et la flexibilité, même s'ils tournent parfois au surréalisme. L'une et l'autre devront bien être gérées sauf à laisser la « bulle financière » décider de tout au risque de devoir en revenir au troc, ce qui était naguère encore le cas pour une part importante du commerce international (accords de compensation). Mais c'est toujours en avant qu'il faut chercher les solutions. La condition d'un avenir réside dans la mise en œuvre progressive, dans la négociation, donc dans une démocratie généralisée, d'une politique internationale digne de ce nom.

Après Jean XXIII, Paul VI, nous l'avons vu, parlait d'une autorité mondiale à construire. On a vu récemment le temps qu'il a fallu pour négocier le passage du GATT (Accord Général sur le Commerce et les Tarifs) à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et on devine

déjà le temps qu'il faudra pour roder celle-ci. Mais depuis la disparition du bloc soviétique, seule l'organisation d'autres groupes, pôles ou réseaux permettra d'éviter que tous doivent se soumettre au seul super-grand qui demeure en lice. Mais il y faudra un surcroît de démocratie, de planification et donc de négociation. Est-ce impossible, impensable ? Ce qui est nouveau peut-être, c'est que ce qui devra se faire – sans qu'on puisse savoir comment car il n'y a pas de modèle – il n'est pas exclu que ce soit pensable comme tâche pour l'humanité.

ÉQUITÉ DANS LES RELATIONS COMMERCIALES

« Les efforts, même considérables, qui sont faits pour aider au plan financier et technique les pays en voie de développement, seraient illusoires si leurs résultats étaient partiellement annulés par le jeu des relations commerciales entre pays riches et pays pauvres. La confiance de ces derniers serait ébranlée s'ils avaient l'impression qu'une main leur enlève ce que l'autre leur apporte » (56). « Trade, not aid ! » commençait-on à dire à l'époque.

une économie d'échange

Dans la ligne de la dénonciation de la détérioration des termes de l'échange au détriment des pays producteurs de produits primaires, conséquence inexorable du progrès technique, Paul VI soulignait la nécessité d'aller au-delà du libéralisme. « La règle du libre échange ne peut plus à elle seule régir les relations internationales quand les conditions deviennent trop inégales de pays à pays : les prix qui se forment librement sur le marché peuvent entraîner des résultats iniques. Il faut le reconnaître : c'est le principe fondamental du libéralisme, comme règle des échanges, qui est ici mis en question » (58).

« Ce qui était vrai du juste salaire individuel l'est aussi des contrats internationaux : une économie d'échange ne peut plus reposer sur la seule loi de libre commerce qui engendre trop souvent, elle aussi, une dictature économique. La liberté des échanges n'est équitable que soumise aux exigences de la justice sociale » (59). Ce qui pouvait encore à l'époque relever du vœu pieux s'impose aujourd'hui à l'analyse et à l'organisation des relations internationales : le marché n'a jamais fonctionné, ne fonctionne jamais sans régulations. Certes les normes

comme les lois sont toujours transgressées. Cela ne veut pas dire que l'on puisse s'en passer. Il faut, au contraire, toujours les ajuster.

un partenariat authentique entre peuples riches et peuples pauvres

Si des carcans rigides, comme des plans coercitifs, peuvent étouffer les libertés, il n'y a ni progrès, ni même humanisation sans contraintes, sans interdits. C'est en s'en imposant qu'à longueur de millénaires l'homme s'est fait homme ; n'étant pas régulé par ses instincts, il est contraint à se réguler lui-même, collectivement.

« Sans abolir le marché de concurrence, il faut le maintenir dans des limites qui le rendent juste et moral et donc humain. Dans le commerce entre économies développées et sous-développées, les situations sont trop disparates et les libertés réelles trop inégales. La justice sociale exige que le commerce international, pour être humain et moral, rétablisse entre partenaires au moins une certaine égalité des chances. Cette dernière est un but à long terme. Mais, pour y parvenir, il faut dès maintenant créer une réelle égalité dans les discussions et négociations. Ici encore des conventions internationales à rayon suffisamment vaste seraient utiles : elles poseraient des normes générales en vue de régulariser certains prix, de garantir certaines productions, et soutenir certaines industries naissantes » (61).

Ce que les pays industrialisés sont amenés à réaliser entre eux, il leur faudra bien, avec le temps, l'élargir à l'échelle du monde. C'est R. Mac Namara qui disait un jour que l'éradication de la pauvreté absolue constituait pour la communauté internationale « un devoir social et moral grave ».

restituer à l'économie et à la politique leur dimension éthique

On ne pourra pas indéfiniment penser ou faire comme si on pensait que l'économie comme la politique est nécessairement amoral. L'économie est une science humaine et les lois économiques, comme les lois naturelles, sont destinées à être transgressées. Comment faire tenir en l'air le plus lourd que l'air ? L'esprit humain n'avance qu'en falsifiant les lois qui s'imposent à lui ou qu'il s'impose.

Les rapports sociaux, comme les approches de la vérité, sont toujours, au-delà de ce qu'on peut en dire, infiniment complexes. Ce dont il s'agit c'est de toujours mieux en saisir les connexions et les interac-

tions pour mieux les transformer, car ils ne sont jamais ce qu'il serait souhaitable qu'ils soient. Aucun discours n'y change rien. Ce qui importe c'est toujours la négociation des contradictions, des conflits et la négociation est l'acte politique par excellence.

Dans le film « Microcosmos » on voit un bousier ou scarabée coprophage rouler sa boule d'excréments de mammifères, boule beaucoup plus grande que lui. Or voici que la boule est coincée sur une épine : les astuces qu'essaie le bousier avant d'arriver enfin à dégager sa pitance sont impressionnantes et donnent à penser qu'il est « intelligent ». L'humanité, aujourd'hui, roule aussi sa boule, sa « bulle financière » qui pèse quarante à cinquante fois toutes les richesses qu'elle produit pour assurer sa subsistance ou son mieux être. Arrivera-t-elle à la décoincer ne serait-ce qu'en la dégonflant ? Pourra-t-elle encore dire comme Guillaumet qui s'était sauvé des Andes : « Ce que j'ai fait, jamais une bête ne l'aurait fait » ?

Vincent Cosmao

*Couvent Saint Jacques
23, rue des Tanneries
75005 Paris*

L'OPTION D'UNE ÉGLISE

EN CORÉE

par Étienne Cardinal Kim

Après des études au Japon, Étienne Kim Sou-hwan est ordonné prêtre en 1951. Il exerce son ministère comme curé de paroisse avant de poursuivre ses études en Allemagne. A son retour, il est directeur du journal catholique de Taegu, son diocèse. Ordonné évêque de Masan en 1966, il est transféré au siège de Séoul en 1968 et créé cardinal par Paul VI en 1969.

Depuis vingt-neuf ans à la tête du plus important diocèse de Corée, le cardinal Kim n'a cessé d'être le porte-parole des sans-voix. En toutes circonstances, sa parole est pertinente, limpide et sage. Les enquêtes d'opinion récentes le déclarent « l'homme qui a le plus d'influence en Corée du Sud ».

*Responsable d'une Église engagée dans la promotion des travailleurs, le Cardinal actualise les orientations de *Populorum Progressio* pour son pays en proie à un néocapitalisme débridé : défendre les plus pauvres, en priorité les immigrés, s'ouvrir aux nations les plus démunies, œuvrer à la réunification des deux Corée.*

Trente années se sont écoulées depuis la promulgation de *Populorum Progressio* en 1967. Ces années furent pour moi une période très spéciale de ma vie. En 1966, j'étais nommé évêque de Masan et, en 1968, archevêque de Séoul. *Populorum Progressio* a été écrit alors que j'étais encore jeune évêque tout fraîchement envoyé en mission. Cette encyclique a été promulguée juste quinze mois après *Gaudium et Spes*, la Constitution pastorale sur l'Église dans le monde moderne. Nous savons tous que *Gaudium et Spes* est un document remarquable. Pourtant, même s'il

effleure parfois des questions touchant au commerce international, il aurait pu dire beaucoup plus au sujet du développement qui était une des questions les plus importantes à cette époque en Corée. Paul VI a sans doute voulu combler ce manque en écrivant *Populorum Progressio*.

Vatican II a invité les catholiques d'Europe et d'Amérique du Nord à prendre davantage conscience des problèmes vécus par les Églises des pays en voie de développement. Le Pape Paul VI voulait faire quelque chose de concret pour remédier au déséquilibre qu'il y avait entre les pays développés, en voie de développement et sous-développés. Il voulait faire comprendre aux gens que « *la question sociale relie entre elles toutes les personnes* » (2). Pour contribuer à une répartition plus juste des richesses du monde et assurer par là une paix solide dans et entre les nations, Paul VI institua la Commission Pontificale *Justice et Paix* (5). Fondées ensuite dans chaque pays et dans chaque diocèse, ces commissions ont largement contribué à l'éveil des consciences endormies de nombreux catholiques.

UNE HISTOIRE TOURMENTÉE

Au début de cet article, j'aimerais évoquer brièvement quelques points importants de l'histoire de la Corée du 20^e siècle car elle a lourdement pesé sur le développement économique de notre pays. De 1910 jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, la Corée a souffert pendant 35 ans de l'exploitation économico-colonialiste et de la persécution culturelle exercées par le Japon. A partir de 1945, elle s'est retrouvée divisée en deux zones : le Sud était occupé par l'armée américaine et le Nord par les forces soviétiques. Le prétexte en était que notre pays avait fait partie de l'empire japonais. Ces forces d'occupation quittèrent le pays en 1948 laissant derrière elles deux idéologies et deux systèmes de gouvernement. En 1950, nous avons souffert d'une terrible guerre civile entre le Nord et le Sud, qui n'a rien arrangé. Bien au contraire, elle a couvert le pays de ruines, appauvri considérablement les deux parties et les a renforcées chacune dans leur détermination de tout faire pour être du côté des vainqueurs.

un pays divisé

En tant qu'archevêque de Séoul, je pense souvent à la Corée du Nord. Une partie de l'archidiocèse se trouve d'ailleurs sur son territoire et, en 1975, j'ai été nommé administrateur apostolique de Pyongyang,

capitale de la Corée du Nord. Les deux parties du pays sont complètement séparées. Il n'y a pratiquement aucune possibilité de communication entre elles, que ce soit par lettres, visites mutuelles ou toutes autres sortes de contacts. A la différence de ce qui se vivait en Allemagne, les rencontres de familles ou d'amis sont impossibles. Cela ne peut se faire que lorsque nos gouvernements se mettent d'accord pour l'un ou l'autre échange ou lorsque des Coréens deviennent citoyens d'autres pays. Depuis 1995, l'archidiocèse a mis en place un programme appelé: «*École de réconciliation nationale*». Pour notre peuple qui a été séparé physiquement, idéologiquement et politiquement pendant plus de 50 ans, nous espérons que, dans un avenir proche, cette école contribuera à nous rendre accueillants envers nos sœurs et nos frères du Nord.

un équilibre basé sur la force

Pour le moment, les deux Corées sont militairement suréquipées: leurs armées se font face avec, entre elles, ce qu'il est convenu d'appeler une zone démilitarisée! On reste confondu à la simple idée de penser à tout ce qui a été consacré en temps, énergie et argent pour constituer l'une des plus grandes forces militaires du monde et dont l'objectif est simplement de protéger des Coréens contre d'autres Coréens. Durant ces trente dernières années, bien des Coréens ont rêvé à la possibilité de supprimer ces dépenses militaires pour le plus grand bien et la paix de notre pays et de consacrer ces ressources au développement d'autres régions du monde (51 et 53).

LA CORÉE DU SUD, UN PAYS DÉVELOPPÉ?

Lors de la promulgation de *Populorum Progressio*, la Corée du Sud était une nation en phase de développement rapide. Nous avons relégué loin derrière nous «la guerre de Corée». La plus grande partie de la population vivait à la campagne. Mais le gouvernement, qui avait pris le relais lors du coup d'état militaire de 1961, insistait beaucoup sur le développement industriel. Les jeunes quittaient en masse les zones rurales pour chercher du travail en ville. Comme l'écrit Paul VI, nos concitoyens essayaient «...*d'échapper aux ravages de la faim, de la pauvreté, des maladies endémiques et de l'ignorance pour prendre part aux biens de la civilisation et (...) avoir le plaisir de voir leurs qualités humaines s'améliorer par leur activité*» (1).

un incident significatif

En 1967, j'étais aussi l'évêque responsable des jeunes travailleurs chrétiens. Dans l'île de Kanghwa, se produisit un incident qui créa des tensions entre l'Église, les intérêts financiers coréens et le gouvernement. Un groupe de jeunes filles, grâce à leur participation aux activités d'une équipe jociste, avaient pris conscience de l'exploitation à laquelle elles étaient soumises. Elles décidèrent de fonder un syndicat et l'Église leur apporta son soutien. J'ai dû personnellement répondre aux journaux et aux revues du pays. Il fallait aider le grand public à découvrir que l'Église n'était pas seulement un lieu où les fidèles se rendaient le dimanche pour célébrer et rechercher des consolations spirituelles. Ils y prenaient aussi conscience de leur dignité humaine et de leurs droits comme fils et filles de Dieu. Grâce à cet incident et à ces jeunes femmes qui ont osé défendre avec détermination leurs droits de travailleuses, la société sud-coréenne a soudain découvert l'existence de **l'enseignement social de l'Église catholique**. Et c'est sans doute à ce moment que l'Église a découvert, elle aussi, la nécessité d'une vraie justice sociale pour assurer une paix véritable dans une société qui s'industrialisait.

Ce qui est arrivé à Kanghwa, il y a trente ans, n'était que le prélude de nombreux autres événements impliquant la JOC et d'autres groupes de travailleurs, et aussi les habitants des quartiers pauvres et les paysans. En 1968, je devins archevêque de Séoul. La situation évoluait très vite et il me sembla impératif d'avoir des contacts bien organisés (34) avec cette réalité de vie qui se mettait en place dans les grandes villes de Corée. L'Église devait pouvoir jouer son rôle dans l'amélioration de la vie des travailleurs et des pauvres. Je la voulais présente dans le monde du travail et celui des pauvres des grandes villes. Cela ne pouvait se faire que par l'engagement des laïcs, des prêtres, des religieux et des religieuses.

au service de la justice sociale

Pendant ces trente années, l'Église de Séoul allait continuellement se trouver immiscée dans des incidents impliquant des travailleurs, des vendeuses de rue, des pauvres de la ville. Très souvent, ces gens cherchaient refuge dans la cathédrale Myong Dong. Les prêtres, religieux, religieuses et laïcs qui formaient la « *Commission Pastorale Urbaine et Industrielle* » sont maintenant regroupés dans la « *Commission Pastorale*

du Travail». Celle-ci essaie de garder le contact avec la situation du monde du travail qui change si rapidement dans notre pays. Elle assure un travail d'animation des militants laïcs d'Action Catholique œuvrant dans le monde du travail (JOC et ACO). Elle s'efforce aussi de rester en contact avec les syndicats et les autres groupes concernés par tout ce qui se passe dans le monde du travail. La « *Commission pastorale pour les pauvres de la ville* » est devenue indépendante en 1987. Elle assure une présence active auprès de ceux qui en sont réduits à vivre dans des logements ne satisfaisant plus aux normes, qui ont été chassés de chez eux ou sont menacés de l'être. Mais je suis en train d'anticiper.

QUELQUES PROBLÈMES MAJEURS

industrialisation et exode rural

Dans la Corée de 1967, le gouvernement incitait les ouvriers à travailler de leur mieux pendant de longues heures et pour des salaires très bas qui pouvaient être maintenus à ce niveau parce que le gouvernement contrôlait aussi les prix des produits agricoles. Cette politique avait pour conséquence d'obliger les pauvres à se déplacer des zones rurales vers les centres urbains où ils formaient une masse de travailleurs à bas salaires. Ils ne pouvaient vivre que d'expédients dans des logements insalubres. Leurs conditions de travail ne respectaient que rarement les normes de sécurité. La Corée a, aujourd'hui encore, un taux d'accidents du travail parmi les plus élevés du monde. La politique gouvernementale encourageait les ouvriers à faire tout leur possible pour permettre l'exportation de nos produits manufacturés vers les nations développées. On leur disait qu'ils devaient coopérer avec les intérêts financiers afin de construire une économie et mettre en place une infrastructure moderne qui rendent la Corée économiquement compétitive. Tout ce qui concernait le travail était traité par la « *Korean Central Intelligence Agency* » (KCIA). Il n'y avait alors qu'un seul bureau pour les problèmes du travail et il n'était pas toujours favorable aux travailleurs. Cette politique nous a conduit à un régime de Sécurité Nationale.

L'immigration vers les villes a totalement transformé la population du pays ces trente dernières années. Au début des années 60, 80 % de la population habitait la campagne et, aujourd'hui, plus de 80 % vit dans les villes. Durant cette période, la population de Séoul a été multipliée par 4 ou 5. Nous vivons en plein milieu du 20^e siècle ce que l'Europe

et les USA ont vécu pendant le 19^e. Ce mouvement de population est à l'origine de nouvelles formes d'exploitation et de pauvreté. Comme la valeur des terrains augmente sans cesse dans les zones urbaines, le logement est devenu un luxe plutôt que la satisfaction d'un besoin humain ordinaire. A leur arrivée en ville, les gens obligés de quitter les zones rurales, car il n'y a pas moyen d'y mener une vie décente, ne peuvent pas y trouver de logement correct et abordable.

difficile intégration à l'économie mondiale

La Corée a très peu de ressources naturelles. Nous importons des matières premières d'autres pays et nous les transformons à moindre frais pour les réexporter. Beaucoup de nos usines ont été construites grâce aux investissements des nations industrialisées. Nos jeunes gens, lorsqu'ils travaillent dans des compagnies étrangères, ont souvent l'impression d'être à nouveau colonisés; mais cette fois, il s'agit d'un néo-colonialisme économique (41).

Notre économie a grandi et s'est modernisée mais nous sommes désavantagés sur le marché international. Nos efforts de recherche et de développement n'ont pas suivi ceux entrepris dans les pays développés. En 1996, notre industrie des puces électroniques n'était plus compétitive sur le marché mondial. Notre industrie légère, spécialement la confection des vêtements, émigre vers des contrées plus pauvres car les ouvriers coréens réclament des salaires trop élevés.

insuffisance de la protection sociale

Après le mouvement de démocratisation de la fin des années 80, les travailleurs ont obtenu chez nous un barème de salaires semblable à celui des travailleurs européens ou même un peu supérieur. Mais nous ne jouissons toujours pas du réseau de services sociaux, d'allocations de chômage et de retraite qui pourraient aider les gens lorsqu'ils perdent leur travail à cause de la maladie ou d'un licenciement inattendu. Plus encore, c'est la famille et non l'État qui, en Corée, doit assumer la majeure partie des frais d'éducation et d'études des enfants. Les parents doivent aussi payer pour les cours complémentaires permettant à leurs enfants d'entrer dans une bonne université. En Corée, où l'éducation est tenue en si haute estime, le gouvernement n'assume absolument pas ses responsabilités financières: sa contribution au développement des jeunes intelligences est vraiment très maigre.

insécurité de l'emploi

Durant ces trente dernières années, nous sommes passés d'un régime de Sécurité Nationale à un système de gouvernement civil, élu démocratiquement, qui prêche une globalisation à tout prix. Nous nous attendons à ce qu'il prenne incessamment des initiatives de privatisation. Le système financier coréen commence à s'aligner sur celui du monde occidental, favorisant la limitation des effectifs, les licenciements, la diminution des salaires et des avantages sociaux. Si la nouvelle législation du travail, adoptée le 26 décembre 1996, a amené tant d'ouvriers, tant de simples employés dans les rues et a causé une telle agitation, c'est parce qu'elle semble bien n'être que le présage d'un avenir encore plus sombre. Les syndicats et les autres organisations de lutte pour la démocratie et la construction d'une société plus juste et plus équitable ont réussi à forcer le gouvernement à revoir cette loi, mais la nouvelle version, promulguée le 10 mars 1997, n'apporte que de très légers changements au texte original. En 1967, la sécurité de l'emploi semblait bien constituer le but à atteindre (6), mais aujourd'hui et pour un avenir assez proche, la législation du travail adoptée dans notre pays semble plutôt apte à favoriser le chômage.

l'emprise du capitalisme

Le néocapitalisme, pratiqué en Corée et dans d'autres pays d'Asie, imite et même pousse jusqu'à l'exagération les tendances du capitalisme occidental. La « doctrine » néocapitaliste semble bien développer un « catéchisme » dans lequel le « dogme » principal serait « la survie du plus adapté ». On notera aussi d'autres « dogmes » : le primat de la compétition sur le bien-être commun de tous les citoyens, la privatisation de tous les services publics – ce qui n'est pas toujours à l'avantage des citoyens ordinaires – la fusion et la réduction du nombre des sociétés, cause de licenciements en masse, l'affaiblissement des syndicats et, par-dessus tout, la libéralisation du commerce à n'importe quel prix.

On se demande vraiment si l'économie a été faite pour la personne ou bien si les personnes ne sont pas considérées comme des victimes à sacrifier sur l'autel du progrès ! Il semble que nous régressions vers le « libéralisme débridé de l'argent » dont Paul VI disait « *qu'il ne pourrait jamais être assez condamné* » (26). Citant la *Constitution Conciliaire sur l'Église dans le monde d'aujourd'hui*, Paul VI insistait

sur un autre principe absolument fondamental de l'enseignement social catholique : la destination universelle des biens matériels : *« Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle comporte à l'usage de tous les humains et de tous les peuples. Guidé par la justice et la charité, il faut veiller à ce que les biens de la création parviennent harmonieusement à tous et à toutes »* (22).

produire et consommer, une mystique ?

Pour paraphraser Paul VI, on pourrait dire que le travail est devenu une sorte de mystique exagérée (27). Les gens ordinaires doivent travailler de longues heures pour joindre les deux bouts ; mais les dirigeants travaillent aussi sans arrêt pour créer de la richesse matérielle. De fait, la nouvelle législation s'écarte de l'objectif de la semaine de 40 heures qui constituait l'objet principal des luttes sociales dans l'Occident des années 30 et 40. En Corée, la semaine de travail est de 44 heures, et la nouvelle législation prévoit que, en cas de grosses commandes, les ouvriers pourront, deux semaines par mois, être obligés à travailler jusqu'à 56 heures, sans supplément de salaire, pour faire marcher l'économie du pays. On notera, une fois encore, qu'au lieu de viser le développement intégral de la personne, la culture néo-capitaliste contemporaine donne la priorité au développement de l'économie. Être riche, jouir d'un certain degré de plaisirs matériels et de luxe, exerce une attraction irrésistible sur une grande partie des couches supérieures de la classe moyenne coréenne et sur les familles fortunées.

UNE ÉGLISE ENGAGÉE ET QUI ATTIRE

L'Église de Corée a fait des pas de géant ces trente dernières années. En 1968, quand je suis arrivé à Séoul, l'archidiocèse comptait 40 paroisses. Aujourd'hui, il y en a plus de 180 avec chacune cinq à dix mille chrétiens ! A Séoul, on trouve environ 3 000 congrégations protestantes, petites ou grandes. Malgré le développement des Églises catholique et protestantes, les activités spirituelles et le désir de louer et de contempler le Créateur ne sont pas toujours favorisés par l'environnement matérialiste que cette richesse nouvellement acquise a favorisé (41). Je me demande souvent de quelles sortes de valeurs morales nous pouvons nous prévaloir. *Voulons-nous respecter la dignité humaine ou est-ce le fait de gagner de l'argent qui nous intéresse sur-*

tout ? Lorsque nous entendons parler de corruption dans les hautes sphères du pouvoir, ne sommes-nous pas simplement en train de moissonner ce que nous avons semé ? Changer les pratiques du gouvernement suppose que nous changions aussi les priorités de nos objectifs.

défense des travailleurs immigrés

Lorsque *Populorum Progressio* a été promulgué en 1967, les Coréens en quête de travail émigraient vers d'autres pays. En 1988, les Jeux Olympiques de Séoul ont révélé au monde entier le degré de développement et de prospérité économique atteint par le pays. Depuis, nous avons découvert ces pauvres venus des pays sous-développés d'Asie, et même parfois de pays aussi lointains que l'Afrique et l'Amérique du Sud, et qui exécutent maintenant chez nous, pour des salaires de misère, les travaux salissants, dangereux, pénibles auxquels nos propres concitoyens se refusent. Notre Église est appelée à défendre les droits de ces travailleurs immigrés, à les accueillir et à les consoler dans leurs difficultés. Chaque fois que j'entends parler de l'exploitation de travailleurs étrangers, je me sens obligé de leur demander pardon.

Je me souviens trop bien qu'autrefois, c'était les Coréens qui allaient vers d'autres pays. Nos concitoyens ont été déportés comme des esclaves vers le Japon pendant la deuxième guerre mondiale. Après la guerre de Corée, beaucoup de nos jeunes sont partis travailler en Europe et aux USA pour subvenir aux besoins de leur famille et à l'éducation de leurs enfants. En matière de solidarité, nous, catholiques, devons occuper les avant-postes (66-69). Je souhaite aussi que, maintenant qu'elles investissent dans l'économie des pays plus pauvres, nos entreprises s'intéressent activement au développement de ces pays.

ouverture vers les pays pauvres

En 1989, la Corée a accueilli le 44^e Congrès Eucharistique mondial. Pendant de nombreuses années, nos Églises avaient reçu de l'aide des Églises-sœurs d'Europe et d'Amérique du Nord. Nous avons senti qu'était venu pour nous le temps «de faire quelque chose de beau pour le Seigneur», comme le dit Mère Teresa. Nous avons créé le mouvement «*un Cœur, un Corps*». A l'origine, lorsque les Coréens ont embrassé la foi, il y avait une communion extraordinaire de cœur et de corps entre les premiers catholiques. Nos ancêtres collectaient du riz pour les pauvres et, à cette époque, le riz était aussi important que

l'argent dans les échanges. Le mouvement « *un Cœur, un Corps* » invite de façon pressante tous les fidèles à mettre de côté le prix d'un repas par jour, un peu comme si nous avions un invité à notre table. Nous avons estimé le prix de ce repas à environ un demi dollar us. Cette somme est collectée deux fois par an, en mai, en l'honneur du Saint Cœur de Marie, Mère des pauvres, et en septembre, à l'occasion de la fête des Martyrs de Corée.

Depuis 1989, nous avons apporté notre modeste contribution au développement du monde en lançant 184 projets en Asie et en Afrique. Dans les années 60-70, des millions de bébés coréens ont été envoyés à l'étranger pour y être adoptés. Nous avons essayé d'endiguer cette marée en invitant avec instance les Coréens à adopter eux-mêmes les orphelins et les enfants non désirés. Nous avons aussi encouragé les fidèles à faire don de leur sang. Plus de cent mille donneurs de sang se sont présentés et six mille neuf cents personnes environ se sont inscrites comme donneurs d'organes.

vers la réunification

Dans le monde, l'Asie est le continent où la densité de la population est la plus élevée. La Corée, bien sûr, reste un petit pays comparé à la Chine, à l'Inde, à l'Indonésie ou au Japon. Mais, si Dieu le veut, les deux parties de notre pays vont se réunir ou, du moins, s'ouvrir davantage l'une à l'autre. Nous espérons que les efforts déployés contribueront à un véritable progrès humain et à un vrai développement, non seulement pour le confort des personnes et pour la paix dans notre péninsule, mais aussi au bénéfice de tous les humains. Notre désir est de grandir nous-mêmes et de permettre aux autres de grandir dans un ordre économique qui reflète « *la chaleur de l'amour humain et la main miséricordieuse de Dieu* » (86). Il est certain que la bonne volonté et la charité contribuent au développement. Mais *Populorum Progressio* nous a enseigné que l'économie doit être mise au service de l'humanité et que la solidarité basée sur la justice sociale est aussi importante que la générosité individuelle.

un enseignement toujours actuel

Pour terminer, je voudrais rendre grâce à Dieu de nous avoir donné le Pape Paul VI et son enseignement exceptionnel concernant le développement des peuples. Malheureusement, depuis la publication

d'*Humanæ Vitæ* en 1968, l'enseignement social catholique a été ignoré et même décrié par certaines personnes dans les Églises d'Europe et d'Amérique du Nord. Peu importe ! Ces dernières années, mon vicaire pour les œuvres pastorales sociales dans l'archidiocèse, Mgr André Choi, assisté de prêtres et d'un grand nombre de laïcs bien préparés, a mis en place non seulement une « *École pour la Réconciliation Nationale* », mais aussi une « *École d'Enseignement social catholique* ». Cette école a pour but d'aider nos assistants pastoraux à comprendre et à assimiler cet enseignement social. Je suis sûr que si davantage de personnes acceptaient de s'en imprégner, nous pourrions analyser nos problèmes nationaux d'une manière plus dynamique et plus chrétienne. Nous aurions ainsi un impact beaucoup plus fort sur notre nation et sur le monde.

un engagement à poursuivre

Le Pape Paul VI a enseigné que « *pour être efficaces, nos efforts ne doivent pas être dispersés et désorganisés... A notre époque, il nous faut des programmes, des projets coordonnés et planifiés... Ces derniers vont bien plus loin que des efforts occasionnels fournis par des bonnes volontés individuelles... Il faut définir des objectifs, choisir des moyens, coordonner le travail de personnes bien choisies si nous voulons promouvoir le progrès économique et social* » (50). Peut-être n'avons-nous pas fait tout ce que nous pouvions dans le passé. Mais mon désir le plus ardent est que ce ne soit pas seulement des catholiques pris individuellement, mais des Églises entières qui accueillent cet enseignement social dans leur cœur, prennent des initiatives bien définies, avancent d'étape en étape et manifestent ainsi clairement ce que sont l'action et la vie de l'Église. C'est ainsi que nous bâtirons « *une communauté d'hommes et de frères où tous et toutes pourront vivre de manière vraiment humaine* » (47).

Étienne Cardinal Kim

Archbishop's House
Chung-gu Myong-dong 2-ga 1
Myong Dong, Jung Khu
Séoul 100 022 – Corée

LES PAUVRES: AVENIR DU MONDE

par Mathias V. Rethinam

Après des études à Rome et à l'Institut Catholique de Paris, Mathias Rethinam a travaillé plusieurs années en paroisse dans une région industrielle en Inde. Successivement aumônier national, puis international de la JOC, il s'engage ensuite, dans son diocèse, auprès des pauvres et des exclus avant d'être appelé à la Conférence Épiscopale de l'Inde comme secrétaire exécutif de la Commission pour le Travail. Depuis la chute du mur de Berlin, l'impérialisme international de l'argent déferle sans ménagement. Un retour à l'inspiration évangélique de Populorum Progressio s'impose aux Églises. Leur engagement primordial n'est-il pas de soutenir les efforts des plus pauvres qui détiennent la solution de l'avenir de l'humanité ?

LE CŒUR, SYMBOLE D'UNE SOCIÉTÉ IDÉALE

un mouvement dialectique

Il y a quelques mois, je réfléchissais sur ces sages paroles: « *Là où est ton trésor, là aussi est ton cœur* ». Dans la mentalité juive, le cœur représente la totalité de la personne. Observons simplement le fonctionnement du cœur dans un organisme humain. Sans cesse, il pompe le sang, élément fondamental de la vie, et l'envoie dans toutes les parties du corps. Il le fait d'une manière constante et soutenue, *fermant* et *ouvrant*, tic-tac, tic-tac... C'est le rythme de la vie, ce qui fait que la personne toute entière se trouve en bonne santé.

Comparons maintenant cette opération fondamentale de la vie humaine avec le fonctionnement de la société. Le moment où le cœur ferme le

circuit peut symboliser l'identité de chaque individu, personne distincte du reste de l'humanité: «Je ne suis pas toi». C'est le «Je». L'instant où le cœur ouvre le circuit peut être rapporté au mouvement du «Je» qui entre en relation avec le reste du monde. En d'autres termes, le «Je» ne peut exister seul, isolé. S'il veut grandir, il lui faut créer des relations et s'ouvrir au «Nous» social et communautaire.

.....et sa signification anthropologique

A la racine même du rythme biologique, se situe la défense de l'individu et de la communauté, l'interdépendance de l'individuel et du social. L'individuel grandit et s'épanouit en puisant sa force dans le social; ce dernier se trouve alors renforcé dans sa qualité profonde et dans sa force intime par tout ce que les individus lui apportent de bon.

Si ce rythme se poursuit de manière équilibrée, l'ensemble du système social sera sain et notre terre deviendra un endroit où il fait bon vivre. Dieu lui donnera des richesses de toutes sortes: les découvertes scientifiques et les inventions de l'homme seront au service de l'humanité, promouvant la liberté des personnes et leur apprenant à se sentir responsables de la mise en place d'un ensemble de vie sociale. Si les micro-pulsations, le tic-tac de notre cœur, deviennent effectivement le mouvement de macro-pulsations de notre planète, il n'y aura assurément plus une seule larme sur aucun visage car le trésor enfoui dans les cœurs ne sera plus *l'argent* mais *le prochain*.

Quand le cœur s'arrête, c'est la mort. A cet instant, le cœur est soit totalement fermé, soit totalement ouvert. Le rythme harmonieux du tic-tac a disparu. Si nous appliquons cela à la société, on peut dire qu'une société meurt lorsque l'interaction entre le «Je» et le «Nous» n'est plus là pour la faire croître. Un survol de l'histoire de notre planète en ce 20^e siècle peut nous aider à comprendre ce triste processus.

UN MONDE QUI MEURT ET SE DÉSINTÈGRE

hier, deux blocs en présence

A l'origine des deux dernières guerres mondiales, on trouve un arrière-fond idéologique qui a progressivement donné naissance à deux modèles de systèmes sociaux, avec comme conséquence la division du

monde selon des intérêts politiques et économiques. Signalons aussi la destruction massive de la vie humaine et l'avènement d'une misère indicible dans le monde, spécialement dans les pays du Tiers Monde (Asie, Afrique, Amérique Latine).

On peut formuler brièvement la cause de ce conflit mondial en disant qu'il s'agit du conflit de deux idéologies : d'un côté le capital comme État et de l'autre l'État comme capital. Le « *capital comme État* », ce sont les USA et leurs alliés occidentaux. Dans les relations sociales, ils donnent la première place au « Je » au point d'exclure le « Nous ». Adoptant un mode capitaliste de production, ils protègent les droits des individus. L'« *État comme capital* », c'est l'URSS et ses alliés orientaux. Elle s'est élevée contre le capitalisme et sa culture en essayant de défendre les droits des travailleurs (le « Nous »). Tout le pouvoir a été centralisé par l'État jusqu'à l'exclusion pratique du « Je ».

Laquelle de ces deux idéologies l'emportera ? Laquelle va prendre le contrôle politique de la vie des peuples ? Qui va profiter des richesses du monde et poursuivre la folie coloniale ? Il est vrai qu'après la deuxième guerre mondiale, la plupart des nations d'Asie et d'Afrique ont accédé à l'indépendance. Mais, dans la plupart des cas, les dirigeants de ces pays ont accepté d'être manipulés par leurs anciens maîtres. Le Tiers monde est ainsi tombé sous l'emprise du néocolonialisme.

aujourd'hui, le «capital» domine le monde

A la fin des années 80, *la chute du mur de Berlin* a sonné la fin de l'«État comme capital». La décennie actuelle assiste à l'invasion massive du «capital comme État» dans tous les coins et recoins du monde. Cela se traduit dans la mise en œuvre d'une politique de globalisation qui s'appuie sur le mécanisme de libéralisation des marchés. Toutes les nations sont forcées de prendre part à cette course générant inégalités et injustices.

Le G7 a utilisé le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale comme outils d'une puissance économique et politique sans égal. Les pays riches ont à leur service toute la puissance des médias pour promouvoir et répandre la «culture de l'avoir» comme seule manière de vivre dans notre monde. Margaret Thatcher exprime avec

force cette conception du développement dans son fameux « *Pas d'autre alternative* ». Il faut faire tourner la roue de la production, de la consommation et de l'accumulation des richesses au bénéfice de quelques individus.

... et la misère s'étend

Cette roue du développement moderne écrase dans son sillage des centaines de pays et des millions de personnes. Les peuples perdent le pouvoir politique de décider de leur vie et de leur identité culturelle. La présence des compagnies multinationales fait disparaître les initiatives industrielles locales. Ce système commercial prend la place du commerce dont le peuple a besoin, des guerres surgissent aux quatre coins du monde, des millions de migrants et de réfugiés sont jetés sur les routes, l'exploitation des ressources et du travail local provoque de graves dégâts à l'écologie, le chômage, le travail des enfants, la pauvreté, la faim, la maladie, les tensions socio-politiques, etc.

Cette idéologie, qui inspire le « capital comme État », est comme une pieuvre géante qui prétend contrôler tout mouvement dans le monde et l'annexer à son profit. C'est une invasion planifiée de la planète qui est en cours ! Il ne s'agit pas seulement d'exploiter les ressources naturelles et le travail mais surtout de soumettre les mentalités et d'imposer à l'ensemble des humains une seule manière de penser, d'agir et d'exister. Le grand poète indien Tagore résumait ainsi la situation : « *La cupidité ne tolère ni temps ni limite. Son seul objectif est de produire et de consommer. Aucune pitié ni pour la beauté de la nature ni pour les êtres humains qui y vivent. Sans un moment d'hésitation, elle est toujours prête à écraser toute beauté et toute vie pour en faire de l'argent* ».

L'ENGAGEMENT DE L'ÉGLISE

une tradition vivante

L'Église, en tant qu'entité sociologique, participe, pour sa part, au mouvement de l'histoire du monde. Institution internationale, elle s'est parfois laissée prendre dans un réseau de contradictions. Les moments où elle a été la plus forte ont toujours été ceux où elle a eu *le courage*

de retourner à ses racines et de puiser son inspiration auprès de son fondateur, Jésus-Christ, celui qui a dit: « Je suis venu pour qu'ils aient la vie et qu'ils l'aient en abondance » (Jn 10,10).

Vatican II a été pour elle un de ces moments. S'immergeant à nouveau dans la profondeur de ses origines, l'Église a pu réaffirmer son identité dans le monde d'aujourd'hui, élaborer des plans de renouveau et s'équiper pour être à même de tenir son rôle de prophète de la vie. *Gaudium et Spes*, la constitution pastorale sur l'Église dans le monde de ce temps, qui assume « *les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps...* », a ouvert une perspective dynamique pour la mission.

Quinze mois plus tard, le 26 mars 1967, dans la foulée de l'élan donné par le concile, Paul VI publiait *Populorum Progressio* que l'on peut qualifier de « grande charte du développement intégral ». On reconnaît la pertinence de ce message au moment de sa publication. Il l'est encore deux fois plus en 1997. Parlant de ces forces de mort que nous avons mentionnées ci-dessus, le pape écrit: « *Un système s'est malheureusement édifié sur ces conditions nouvelles de la société, qui considérait le profit comme motif essentiel du progrès économique, la concurrence comme loi suprême de l'économie, la propriété privée des biens de production comme un droit absolu, sans limites ni obligations sociales correspondantes. Ce libéralisme sans frein conduisait à la dictature à bon droit dénoncée par Pie XI comme génératrice de 'l'impérialisme international de l'argent'. On ne saurait trop réprouver de tels abus, en rappelant encore une fois solennellement que l'économie est au service de l'homme* » (26).

toujours d'actualité

Aujourd'hui, c'est avec encore plus de crainte que nous dénonçons le libéralisme sans frein, cette liberté du « laisser-aller économique », qui ne fait qu'accélérer l'emprise de « l'impérialisme international de l'argent ». Nous continuons à le condamner car il a conduit l'humanité au plus profond de l'enfer.

Paul VI demandait aux nations riches de nouer de vrais liens de solidarité pour travailler ensemble à construire un avenir commun. Il les appelle à être généreuses, prêtes au sacrifice, décidées à fournir tous les efforts nécessaires pour construire une communauté humaine sans discrimination dans laquelle le terme « liberté » ne sera pas un mot

vide de sens. « *Ce devoir concerne en premier lieu les plus favorisés. Leurs obligations s'enracinent dans la fraternité humaine et surnaturelle et se présentent sous un triple aspect: devoir de solidarité, l'aide que les nations riches doivent apporter aux pays en voie de développement; devoir de justice sociale, le redressement des relations commerciales défectueuses entre peuples forts et peuples faibles; devoir de charité universelle, la promotion d'un monde plus humain pour tous, où tous auront à donner et à recevoir, sans que le progrès des uns soit un obstacle au développement des autres. La question est grave car l'avenir de la civilisation mondiale en dépend* » (44).

la conversion n'est pas aisée

Mais si nous considérons la situation actuelle, il nous faut bien constater que *pratiquement rien n'a changé* des orientations prises auparavant. Bien au contraire, au niveau mondial, les choses sont allées de mal en pis: le gouffre entre riches et pauvres s'est considérablement élargi. La raison en est, me semble-t-il, qu'on ne trouve *guère de générosité ni d'esprit de sacrifice* chez ceux et celles qui promeuvent, de manière perverse, le système d'exploitation du monde qui prévaut aujourd'hui. Le « Je » a été exalté à l'extrême.

Un système qui maintient et perpétue une économie du «laisser faire» ne fait plus aucune place à l'humain ou au communautaire (le «Nous»). Les humains ne sont plus considérés comme des «personnes». Ils sont des «marchandises» que l'on peut vendre ou acheter. L'égoïsme, le soupçon, l'oppression et l'exploitation sont les caractéristiques incontournables du système. Lorsque la philosophie de base ne prône que l'accumulation des richesses en vue du pouvoir et de la domination, comment pourrait-on s'attendre à la générosité et au sacrifice? «*Mais l'acquisition des biens temporels peut conduire à la cupidité, au désir d'avoir toujours plus et à la tentation d'accroître sa puissance* » (18).

S'il existe un péché planétaire contre le Saint-Esprit, on peut le trouver dans l'attitude de ces nations riches et puissantes qui, depuis trente ans, font la sourde oreille à cette vérité fondamentale proclamée par l'Église. Lorsque elles continuent à piller le monde à leur bénéfice, ce péché planétaire se perpétue. A l'évidence, les principes éthiques n'ont pas de place dans le commerce international et ses tractations: le seul critère est le marché.

L'ACTUALITÉ DE *POPULORUM PROGRESSIO*

En dépit de cette négligence des décideurs du monde et des nations riches, le message percutant de *Populorum Progressio* est fort et clair : « *C'est un humanisme plénier qu'il faut promouvoir. Qu'est-ce à dire, sinon le développement intégral de tout l'homme et de tous les hommes ? Un humanisme clos, fermé aux valeurs de l'esprit et à Dieu qui en est la source, pourrait apparemment triompher. Certes, l'homme peut organiser la terre sans Dieu, mais 'sans Dieu il ne peut, en fin de compte, que l'organiser contre l'homme. L'humanisme exclusif est un humanisme inhumain'. Il n'est donc d'humanisme vrai qu'ouvert à l'Absolu, dans la reconnaissance d'une vocation qui donne l'idée vraie de la vie humaine. Loin d'être la norme dernière des valeurs, l'homme ne se réalise lui-même qu'en se dépassant. Selon le mot si juste de Pascal : 'l'homme passe infiniment l'homme' » (42). Ce message me semble être celui de la dernière chance pour toute personne ou nation qui serait encore de bonne volonté, qui accepterait encore d'ouvrir son cœur et de travailler à la construction d'un monde solidaire. Pour y parvenir, il est nécessaire de transcender le matériel.*

... son enracinement évangélique

Dans l'Évangile, les trois tentations du Christ vont dans le même sens : le piéger dans le matériel, l'orgueil, le prestige, le pouvoir par la possession des richesses, et l'y asservir. Le Christ a été capable de transcender ces tentations parce qu'il avait une foi en son Père profonde et solide. C'est cette foi qui lui a donné la liberté de mener à bien sa mission en Palestine et d'annoncer la Bonne Nouvelle de la vie au tic-tac bien rythmé. Il a dénoncé toutes les forces opposées à ce processus vital et c'est en pleine liberté qu'il est allé jusqu'au sacrifice suprême afin que grandisse la vraie vie en communauté. La résurrection du Christ nous manifeste de manière très profonde que ceux qui, dans leur contexte social, économique, politique et culturel particulier, vivent du même dynamisme que lui, ne mourront jamais !

Promouvoir cette spiritualité dans l'action quotidienne est le plus grand besoin du moment. Cette foi nous donnera, à nous aussi, la liberté d'aller plus loin que toutes les puissances et les sécurités que nous cherchons dans nos institutions et nos idéologies. Notre monde ne manque pas de gens hautement compétents dans tous les domaines et à tous les niveaux. Ce qui lui manque, c'est *un nouveau dynamisme inté-*

rieur de libération et d'engagement résolu pour un humanisme qui ait de la consistance.

LES PAUVRES NE SONT PAS LE PROBLÈME, ILS SONT LA SOLUTION

Travailler à l'avènement d'un nouvel ordre mondial est une tâche très complexe. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, il est clair qu'aucune transformation imposée d'en-haut n'est possible. Il faut tourner nos regards vers des secteurs pleins d'espérance, là où la vie fait lentement son chemin à travers la dure carapace de notre système. Nous avons tendance à considérer que c'est le pauvre qui fait problème. En fait, c'est lui qui se présente de plus en plus comme la solution.

de nombreuses initiatives au plan local

Aujourd'hui, sous la pression des contraintes qui nous sont imposées, des centaines de groupes naissent spontanément dans le monde. Faisant preuve de créativité, ils lancent des initiatives locales pour répondre à leurs besoins vitaux en matière d'éducation, de santé, de travail, d'écologie, etc. Petit à petit, ils s'organisent en réseaux et développent une force qui les rend capables d'affronter le système injuste qui affecte leur vie. Par des actions violentes ou non-violentes, ils affirment leurs droits à la dignité. Sécularisés, ils dénoncent les limites de leurs religions, de leurs institutions basées sur les castes et de leurs idéologies. Petits en nombre, ils sont grands en espérance. Le système établi considère souvent ces organisations comme des éléments antisociaux. Les gouvernements des grandes puissances cherchent sans cesse à désorganiser et stériliser les efforts qu'ils consentent pour construire leur vie. Ce sont eux les nouveaux agents d'un changement significatif dans la société.

une interpellation pour l'Église

Ils méritent le soutien et l'encouragement de l'Église. Non pas qu'ils l'attendent, mais c'est le devoir de l'Église de soutenir l'émergence de ces forces de vie puisqu'elle-même se prétend être du côté de la vie. Ce soutien devrait venir de toutes les Églises locales du monde et prendre la forme de vrais gestes de solidarité avec ces groupes. Malgré Vatican II et toutes ses prises de position révolutionnaires en faveur

des pauvres, l'Église, dans son ensemble est restée oppressive et a partie liée avec les structures oppressives.

Si les Églises locales développent chez elles cette spiritualité incarnée dans le peuple, celle dont nous avons parlé plus haut, elles auront assez de courage pour se libérer de leur manière d'être actuelle. Trop souvent, elles sont introverties, sur la défensive, proches des structures de puissance, orientées vers une charité sans justice. En pleine liberté, elles joindront leurs efforts à ceux des forces laïques pour contribuer ensemble à la paix et à un développement qui ait du sens. Ce n'est que de cette manière qu'elles retrouveront leur crédibilité auprès des pauvres, des écrasés et de toutes les bonnes volontés.

Pour devenir meilleure, l'Église doit apprendre à écouter le petit peuple. Elle doit connaître sa culture pour prendre part à ses actions et contribuer, de la manière qui lui est propre, à ce merveilleux dynamisme intérieur de libération, seul capable de promouvoir un humanisme qui se veut intégral. Pour donner un nouvel élan à ce processus précis de développement, une autre encyclique serait la bienvenue. Puisant ses intuitions dans la profondeur de l'Évangile et traçant des lignes d'action en conformité avec lui, elle apparaîtrait comme un signe sincère révélant la véritable nature de l'Église qui est d'être au service du monde, au service de la vie comme l'a voulu son Maître : *« Le Fils de l'Homme est venu pour servir et non pour être servi ».*

Mathias V. Rethinam

*CBCI – 1, Ashok Place
Goldakkhana
New Delhi – 110 001
Inde*

SOLIDARITÉ ET EFFICACITÉ

LE FONDS ÉQUATORIEN «POPULORUM PROGRESSIO»

par John Kelly et Mario Cadena

Le Fonds Équatorien «Populorum Progressio» (FEPP)¹ a été fondé en 1970 comme institution d'inspiration chrétienne, avec une référence explicite à l'encyclique. Le Père John Kelly, arrivé à la fin des années 50 de sa terre natale d'Irlande au diocèse de Guaranda en Équateur, y a travaillé depuis sa fondation. Mario Cadena en est actuellement un des sous-directeurs. Ils nous partagent ces 27 ans d'histoire de l'institution et les perspectives du FEPP. Cristian Tauchner de Spiritus, résume ici leurs propos recueillis dans une longue interview.

UN PEU D'HISTOIRE

Le Fonds Équatorien *Populorum Progressio* est intimement lié au nom de Mgr Candido Rada (1905 – 1995) qui fut le premier évêque du diocèse de Guaranda, au centre des hauts plateaux, en Équateur. Dès 1968, Mgr Rada, fondateur et premier président de Caritas-Equateur, a rapidement pris conscience que l'action de la Caritas n'était pas une réponse aux problèmes de la pauvreté. Elle agissait sur les effets de la pauvreté et non sur ses causes. En conséquence, il créa une banque en faveur des pauvres. L'idée était de consentir des crédits aux paysans et autres pauvres : non pas de les assister par des dons, mais plutôt de les aider à sortir de leur situation de pauvreté par eux-mêmes.

l'inspiration première

Populorum Progressio était publiée en 1967. Pour la première fois, une charte sociale de l'Église parlait des paysans comme d'un secteur

nécessitant une attention spéciale. Elle proposait aussi de créer, au niveau mondial, un fonds alimenté par 1 % du PIB des pays développés. Malgré la présentation de cette charte aux Nations Unies par Paul VI, personne n'accepta de la mettre en pratique. C'est ainsi que le projet de Mgr Rada prit corps.

Populorum Progressio parlait justement de développement, non seulement en termes économiques, mais en termes d'humanisme, désignant l'homme et la femme comme principaux sujets du développement et d'un développement intégral. On y parlait du développement comme d'un autre nom de la paix. On nous invitait à faire passer les gens d'une situation infra-humaine à une situation plus humaine. C'est cette idée lumineuse qui a inspiré le FEPP.

et les premiers pas

«Commençons donc ici, en Équateur». Nous avons parcouru tout le pays pour visiter les évêques, proposant aux diocèses de donner un pour cent de leurs ressources annuelles. Mais la majorité des évêques ne furent pas d'accord et certains ont taxé cette proposition de «course à la consommation», entre autres critiques. Par la suite, grâce à l'appui du Cardinal Muñoz qui approuvait la proposition, nous avons pu faire quelques progrès.

En 1968, le Pape est venu à Medellin. On avait vendu quelques propriétés du Vatican à Paris et le Pape apportait un million et demi ou deux millions de dollars pour contribuer à la constitution d'un «*Fonds Populorum Progressio*», comme le suggérait l'encyclique. Cependant, il n'y avait pas d'institutions intéressées par ce projet ou capables de le mener à bien, et cet argent a été versé à la Banque Mondiale.

Alors que le FEPP fonctionnait déjà, nous sommes allés voir Paul VI qui s'est réjoui de ce que nous avions déjà réalisé. A notre départ, il nous a remis trois mille dollars en disant : «Ceci est l'obole de la veuve, c'est pour votre fonds». Plus tard, nous lui avons écrit lui demandant d'user de son influence pour débloquer au moins une partie des intérêts de l'argent versé à la Banque Mondiale qui, de fait, nous a

1/ L'histoire du FEPP, son contexte, la figure de son fondateur, sont décrits par Luis M.

GAVILANES del CASTILLO, «*El FEPP : Llamada, pulso y desafío*», Quito, 1995.

reversé dix sept mille dollars. Tels furent les débuts du FEPP. Peu à peu, les diocèses de l'Équateur y ont aussi participé. Nous avons également reçu des fonds de divers organismes.

faire «crédit» aux pauvres

Au lieu de distribuer des dons en argent, le FEPP ouvrait des crédits. Nous faisions des prêts à taux d'intérêt très bas, accompagnés d'une assistance technique, juridique et d'un ensemble de services soutenant les différentes phases des projets. Les institutions auxquelles nous nous sommes adressés en Europe ont tout de suite compris notre idée. Aux États-Unis, on comprenait mal qu'on ne se contente pas de recevoir les offrandes généreuses des américains et de les redistribuer.

Aujourd'hui, le FEPP apporte son soutien à plus de 900 projets dans tout le pays. Il a ouvert 9 bureaux régionaux qui emploient 190 personnes environ². Notre but est le développement intégral : nous ne cherchons pas uniquement une amélioration économique, mais une formation et un développement total, intégral, de la personne.

OÙ EN SOMMES-NOUS ?

d'inspiration chrétienne mais pas cléricale

Nous nous réunissons souvent durant l'année. En réunions régionales avec le personnel et les paysans, nous réfléchissons à partir de l'encyclique. *Populorum Progressio* est toujours au cœur de notre réflexion. Certains passages donnent de très belles définitions du développement et nous les avons prises et continuons de les prendre comme ligne d'orientation.

Face aux autres ONG, nous nous présentons comme *une institution d'inspiration chrétienne*. La fondation s'est faite sous les auspices de la Conférence épiscopale de l'Équateur, mais Mgr Rada, son fondateur, affirmait clairement que la Conférence épiscopale ne devait pas trop

2/ En 1996, le FEPP est présent dans 19 des 21 provinces (départements) de l'Équateur et a géré un budget de 6 millions de dollars. Entre 1990 et 1997, il a exécuté un programme de répartition de terres

qui a permis à près de 11 000 familles d'accéder à 500 000 ha de terre. Chiffres donnés par José TONELLO : document interne du FEPP, Quito, 1997.

influencer les projets qui devaient être *gérés par les laïcs*. La structure et les statuts de l'institution ont été établis sur cette donnée. La Conférence épiscopale a un représentant au comité directeur mais il n'y a pas le pouvoir de décision.

Au début, le FEPP se présentait comme une *institution œcuménique*. Étant donné l'objet de notre travail, nous ne faisons pas de distinction entre catholiques, évangélistes, ou autres, puisque le dénominateur commun était la lutte contre la pauvreté. Mgr Rada soutenait très clairement deux points : le FEPP ne cautionne pas de partis politiques ni ne prend part à des débats sur les questions religieuses, et la Conférence épiscopale ne doit pas dominer le FEPP.

Aujourd'hui, après 30 ans d'existence, nous pensons que tous ceux qui travaillent au FEPP croient aussi à cet esprit, à la mystique de l'encyclique. Nous poursuivons dans la même ligne : aller vers les paysans pauvres et rechercher la croissance humaine de la personne et pas seulement un accroissement économique. Nous allons bientôt organiser une rencontre au niveau régional pour approfondir encore cette encyclique.

au service des familles de paysans

Depuis quelque temps, nous centrons notre réflexion sur la famille. Avant, c'était, et c'est encore, l'organisation du monde paysan qui était au centre de notre activité. Mais le monde paysan a évolué et n'est plus ce qu'il était quand le FEPP a été fondé. Maintenant, nous parlons de **la famille** et nous la prenons en compte dans notre action car c'est vraiment sur elle que nos projets ont le plus grand impact.

Nous agissons pour que la famille ait une vie plus digne, une alimentation suffisante, la possibilité de scolariser les enfants, l'accès aux soins médicaux. Cette prise en compte de la famille correspond bien à l'ampleur du travail du FEPP parmi les paysans. Théoriquement, il peut également soutenir des groupes et des projets en ville, mais la plupart de ses engagements se situent en milieu rural et concernent depuis les débuts la production agricole.

moralisation du marché

Dans les années 70, nous avons surtout soutenu la production agricole au moyen de crédits, d'une assistance technique, d'un apprentissage.

Mais nous nous sommes vite aperçu qu'améliorer et augmenter la production n'avait pas beaucoup de sens si les paysans continuaient à être la proie des intermédiaires. En 1981, pour répondre à ce problème, nous avons complété notre organisation en créant **une branche commerciale**: la CAMARI³. Elle permet aux paysans eux-mêmes de vendre leurs produits directement au consommateur. Notre activité à l'intérieur de l'Équateur est déjà conséquente et nous commençons à exporter quelques-uns de nos produits vers l'Allemagne, la France, l'Italie : haricots, lentilles, riz, cannelle, champignons séchés. Peu à peu, nos exportations de produits agricoles augmentent, alors que, jusqu'ici, l'artisanat alimentait la majeure partie des exportations.

Le but de ce service n'est pas seulement commercial. Il donne surtout un peu **plus de liberté et d'indépendance** aux paysans car ce sont eux qui décident quand et comment présenter leur production au marché. Ils peuvent dire: «Voilà mon prix. S'il ne vous convient pas, laissez!». Rien n'est plus comme avant, quand ils étaient contraints de vendre au prix imposé par les intermédiaires. Nous sommes en train d'atteindre nos objectifs.

dette extérieure et rachat des terres

Un important programme du FEPP dépend de la gestion de fonds provenant de la conversion de la dette extérieure en investissements. Bien des voix se sont élevées pour critiquer cette solution, considérant la dette extérieure comme immorale et, par conséquent, qu'on n'avait pas à la rembourser. On commence à voir les choses d'une autre façon. Il s'agit de gérer dix millions de dollars, un grain de sable dans le désert si on compare cela à la totalité de la dette de l'Équateur, pour que davantage de familles puissent résoudre leurs problèmes de terre, qu'il y ait moins de violence dans les campagnes. Il s'agit aussi de moraliser l'utilisation de ces fonds. De plus, cela a permis de dynamiser les organisations d'aide aux paysans.

Nous employons ces fonds pour permettre aux paysans d'acheter des terres. Sur trois ans, nous avons pu leur remettre plus de quatre cent mille hectares. Nous ne l'avons pas fait à la manière de la Réforme

3/ Organisation de commercialisation de la production des paysans, sur les marchés, spécialement dans les villes. C'est

une partie de la structure institutionnelle du FEPP.

Agraire qui a attribué des terres aux paysans, mais sans aucune assistance technique. Or, bien souvent, le paysan n'avait pas les moyens de cultiver cette terre qui lui avait été rendue. Pour notre part, en plus du prêt qui permet le rachat des terres, nous octroyons une assistance technique, d'autres prêts pour l'achat d'engrais et de matériel agricole et la CAMARI se porte souvent acquéreur de la production des terres rachetées. Ainsi, la terre permet au paysan de vivre et de rembourser ses emprunts. C'est un programme qui marche très bien. C'est tout un réseau qui aide les paysans à rembourser leurs emprunts et, de fait, beaucoup en réduisent l'échelonnement.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Le monde paysan connaît bien des changements et il faut affronter de nouvelles réalités. Nous avons bâti un nouveau plan de développement qui comporte trois aspects fondamentaux sur lesquels nous avons fait porter notre réflexion : organisation, compétence, production. C'est toujours important mais cela ne suffit pas. Il faudrait promouvoir de nouvelles formes de production.

diversifier les compétences pour répondre aux besoins

La nécessité de **diversifier les activités** à la campagne nous a fait envisager de nouveaux défis. Avec les jeunes, nous avons constaté que, dans le domaine du bâtiment, on manque de maçons, d'électriciens, de serruriers, de plombiers. Dans le domaine de l'industrie agro-alimentaire, nous pourrions lancer la fabrication de fromages, de charcuterie, de conserves de fruits. Il y a aussi la boulangerie, la confection de vêtements. Bref, une quantité de possibilités existent et les gens manifestent beaucoup d'intérêt à se lancer dans ces différents métiers. Nous donnons des cours à ceux qui le souhaitent et s'engagent à suivre les différentes phases d'apprentissage, y compris la spécialisation dans tel ou tel domaine. Nous voulons également relier toute cette formation professionnelle à l'insertion dans le marché du travail.

Nous allons récompenser par des crédits les jeunes qui se distinguent par leur engagement envers la communauté et par leur ardeur à l'étude, pour leur permettre de mettre en pratique ce qu'ils auront appris. Ceux qui se spécialisent en électricité, nous les aiderons à acheter les outils indispensables pour qu'ils puissent exercer leur

métier. Ce contrat n'est pas seulement conclu avec l'individu mais avec l'organisation à laquelle il appartient. Cette dernière peut ainsi contribuer au fonctionnement du projet et en reste le garant.

promouvoir un «mieux vivre»

Un autre sujet auquel nous voulons nous atteler, c'est celui du «mieux vivre». En effet, si le développement ne contribue pas à **l'amélioration de l'environnement**, à quoi sert-il? Nous voulons étudier certains points qui nous paraissent essentiels comme celui de l'eau potable qui a des conséquences immédiates sur la qualité de la vie de deux catégories importantes de la population: les femmes et les enfants. Ce sont eux qui sont chargés de transporter l'eau et, quand il y a un robinet à la maison, ils se fatiguent moins. C'est le bien-être de la famille qui est concerné.

la question du marché

Autre sujet que les ONG ont toujours refusé d'aborder ouvertement: celui du marché avec toutes ses implications. Nous sommes en face d'un marché injuste qui exclut les pauvres. Les paysans y participent pourtant, que nous le voulions ou non. La question est donc de savoir comment aborder clairement *la question du marché* pour que ce soient les communautés qui le prennent en main au niveau local. Nous sommes à la recherche d'un mode d'intervention spécifique aux paysans. Jusqu'à présent les gouvernants et la société en général ont toujours eu pour but de tirer le maximum de profit des paysans. On les a exploités en fixant à un niveau anormalement bas le prix de leurs produits et de leur travail.

gérer l'épargne

D'autre part, quand les paysans font quelques économies, c'est encore la ville qui en profite car, à la campagne, il n'y a pas de structures capables de gérer ces économies et de les recycler sur place. Le FEPP voudrait aujourd'hui intervenir sur le marché financier et spécialement au niveau de l'épargne à laquelle nous n'avons pas assez réfléchi. Les ressources sont de plus en plus rares, aléatoires. Notre nouveau défi serait de *gérer l'épargne locale*.

Nous étudions soit une coopérative de services financiers, soit une société financière, car certaines communautés ont déjà des excédents et ne savent pas où les placer. Nous savons que les banques ne réinves-

tissent au niveau local qu'un sixième de ce qu'elles reçoivent. Le reste est investi à l'extérieur du pays. C'est pourquoi nous n'avons pas l'intention de créer une structure financière centralisée, mais d'ouvrir, au niveau local, des caisses d'épargne, des coopératives d'épargne et de crédits. Une banque créée par le FEPP aurait pour rôle de soutenir ces structures locales.

profondément solidaires et hautement efficaces

Si nous ne sommes pas solidaires, une institution comme la nôtre perd sa raison d'être et nous trahissons nos engagements. Mais, si nous voulons que ces services puissent durer longtemps, nous devons être efficaces. Il n'y a pas d'autre alternative. Nous avançons toujours sur le fil du rasoir.

John Kelly
Mario Cadena

c/o FEPP
Apartado 17-110-5202
Quito
Ecuador

QUAND LES PAYSANS S'ORGANISENT

AU CAMEROUN

par Giuseppe di Salvatore

Populorum Progressio a marqué une étape importante dans la prise de conscience des structures de pauvreté et des remèdes à y apporter. Des initiatives ont fleuri un peu partout. Giuseppe di Salvatore évoque ici la naissance et le développement du groupe ESSOR au Cameroun : une nouvelle manière d'être Église dans la cité.

Nous remercions la revue « Église et Mission » (boulevard du Souverain 199 – B-1160 Bruxelles) qui nous a autorisé à reproduire cet article paru dans le n° 286, pp. 66-76, avril-mai-juin 1997.

émergence d' «ESSOR» au sein d'un pays en crise

La création du Groupement d'initiative commune «ESSOR» dans les paroisses d'Ozom, Nkum Ekye et Nkol Messi (archidiocèse de Yaoundé – Cameroun) confiées à la communauté *Redemptor Hominis*, a été l'aboutissement d'un long cheminement ecclésial de ces communautés chrétiennes. Étala sur plusieurs années, ce cheminement de formation, jalonné de multiples initiatives – au niveau de la santé, de l'animation féminine, de la jeunesse – a pour objectif l'émergence chez les laïcs de la conscience vivante d'une identité d'Église et d'hommes.

Ce chemin des paroissiens d'Ozom, Nkum Ekye et Nkol Messi est passé à travers des sentiers rendus plus tortueux par la crise sociale, économique, politique et culturelle en Afrique en général et, ces dernières années, au Cameroun en particulier. Cette crise se fait sentir d'une manière grave et aiguë dans les populations de milieu rural où les paroisses sont établies. Comme le disaient les évêques camerounais

dans leur lettre pastorale: «A l'heure de la crise, la misère, la faim, le dénuement, le chômage et, dans certaines zones rurales, un véritable désespoir, pèsent lourdement sur le destin non seulement du peuple en général, mais surtout des plus pauvres, des plus faibles, des plus démunis ». Ils ajoutaient: «De quelque côté qu'on tourne les regards, on ne rencontre que la misère et le désespoir du petit peuple dans l'impasse»¹.

Cette crise profonde investit toutes les dimensions du pays, économique, sociale, politique et culturelle. Elle semble aussi avoir pris au dépourvu l'État, les institutions publiques et privées, les individus et les communautés, dans les villes et dans les campagnes².

L'État a été sommé de mettre de l'ordre dans son économie par le moyen des institutions financières internationales ayant imposé un Programme d'ajustement structurel, des réductions de salaire et une dévaluation de la monnaie, et il a trouvé un mot de passe qui, aujourd'hui, fait fureur: «libéralisation du marché»³, ce qui, dans le langage quotidien, veut tout simplement dire: «l'argent est fini, débrouillez-vous!».

Abandonnés à eux-mêmes, les paysans se sont vite trouvés confrontés à une situation qui les étranglait et favorisait les intérêts de ceux qui, forts de leur pouvoir économique, réussissaient toujours à imposer leurs conditions. Lors des réunions de paysans, la même réflexion revenait toujours: «Nous avons compris qu'il nous fallait utiliser l'intelligence, qu'il fallait apprendre à mesurer, à peser, à compter. Mais aujourd'hui nous n'avons plus rien à compter!».

travail de la commission interparoissiale

Que faire pour sortir de cette spirale de la misère? Une cellule de réflexion a été créée par les trois paroisses: la Commission interparoissiale de Développement qui, à travers une série de sessions de formation, a pris l'initiative de mobiliser tous les villages par le

1/ *Lettre pastorale de la Conférence Épiscopale du Cameroun sur la crise dont souffre le pays*, Pentecôte 1990, Yaoundé, 9.

2/ G. COURADE, *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris 1994, p. 9. Cf. aussi *Lettre pastorale de la Conférence*

Épiscopale du Cameroun sur la crise dont souffre le pays, 3.

3/ Sur la situation des paysans à l'heure de la libéralisation du marché, cf. G. COURADE – V. ALARY, *Les planteurs camerounais ont-ils été réévalués?*, in «Politique Africaine» 54, 1994, pp. 74-87.

lancement d'une enquête socio-économique. Celle-ci devait fournir un tableau réel de la situation de la région et permettre à la population d'exprimer aux enquêteurs ses difficultés à tous les niveaux, ses désirs de changement, sa volonté de s'organiser pour sortir ensemble du cercle vicieux de la misère.

Les questionnaires ont été adressés aux 1 800 chefs de ménage des 53 villages des paroisses ; ils touchaient tous les aspects de la vie : population et mobilité, scolarisation, santé, transports, habitat, économie et travail, formes associatives. Le village se rassemblait pour discuter les questions posées et sortir des propositions : la réflexion se prolongeait et donnait lieu à des discussions qui voyaient réunis jeunes et vieux, hommes et femmes, réveillant les énergies endormies, les espoirs et les attentes.

à partir de la base

Aucun projet de développement ne saurait être parachuté d'en haut sans tenir compte de la situation concrète et de la nécessité d'investir les gens dans sa conception et sa réalisation. Au-delà d'une simple préoccupation d'efficacité, cette démarche rejoint la foi en la dignité de l'homme créé à l'image de Dieu, collaborateur de la création et de sa transformation, et qui trouve son sens plein dans l'incarnation du Fils de Dieu.

C'est « parce qu'il a cette dignité humaine incomparable, affirme *Ecclesia in Africa*, que l'homme ne peut vivre dans des conditions de vie sociale, économique, culturelle et politique infra-humaines. Voilà le fondement théologique du combat pour la dignité humaine, pour la justice et la paix sociale, pour la promotion humaine, la libération et le développement intégral de l'homme et de tout homme »⁴.

engagement de tous et appel aux experts

Pendant que les données recueillies étaient élaborées, une étude de pédologie était lancée ainsi qu'une recherche de marché pour les perspectives de commercialisation des différents produits. Une série de conférences-débats avec des experts permettait aux gens de mieux saisir les aspects de la crise, de la libéralisation du marché, de l'amélioration des techniques agricoles : cette pauvreté qui règne à tous les niveaux est

4/ *Ecclesia in Africa* (E.A.) 69.

le fruit non seulement de la crise récente qui investit le pays mais aussi de causes plus lointaines et structurelles. Les populations doivent donc faire preuve de grande créativité pour pouvoir s'en sortir⁵.

En effet, seule une mobilisation de la base peut dessiner un futur différent aux nations africaines marquées par des décennies de politiques ruineuses. La volonté des populations touchées par l'enquête de s'orienter vers de nouvelles formes associatives a constitué la donnée la plus significative de toute cette mobilisation. Celle-ci s'est confirmée par l'accord des populations à la proposition de la Commission Interparoissiale de Développement: créer un Groupement d'Initiative Commune (G.I.C.) – une des formes les plus souples d'associations légales – comme instrument préalable pour répondre aux graves problèmes qui touchent ces populations.

Ainsi naît « ESSOR » qui promeut, en particulier, la production et la juste commercialisation des produits, notamment du cacao. Il évite aux paysans de devoir se plier aux intermédiaires qui les étranglent, et se propose de devenir de plus en plus un instrument de formation, de diffusion de nouvelles techniques, de sensibilisation, de responsabilité.

résistance face à l'inertie et aux intimidations

Les lois qui régissent le droit des citoyens de s'associer pour le développement social et économique existent depuis des années⁶. Cependant, le dossier de constitution du G.I.C. « ESSOR », présenté aux autorités compétentes, semblait avoir été oublié jusqu'au jour où l'intervention d'un juriste, appelé par les paroisses, le ressuscita: il dormait sous une pile d'autres dossiers, car le fonctionnaire qui en avait la charge attendait, comme d'habitude, son pot-de-vin, son *makalapati* comme on dit ici, assez étonné, d'ailleurs, de ce retard.

« ESSOR » commence ses activités de vente collective du cacao en traitant directement avec l'exportateur. Il s'est doté de balances, premier achat fait avec l'argent des inscriptions de ses membres. Et dès lors,

5/ Cf. Centre d'études « *Redemptor Hominis* »: *Programmer ensemble le développement*. Enquête socio-économique dans les missions d'Ozom, Nkol Messi (Cameroun), Mbalmayo 1995.

6/ Le Groupe d'Initiative Commune est

régi par la loi n° 92/006 du 14 août 1992 relative aux Sociétés Coopératives et aux Groupes d'Initiative Commune. Le décret d'application de cette loi porte le n° 92/455/PM du 23 novembre 1992.

on a vu les gens qui, jusqu'à hier, parcouraient les villages pour acheter le cacao, s'en voir interdire l'accès: ils volaient de dix à vingt kilos de cacao par sac avec des balances truquées. Une histoire qui a duré trop longtemps et qui a permis à des gens sans scrupule de s'enrichir sur le dos des paysans⁷.

Et quand on sait que, parmi ces gens-là, on compte des membres du parti et des amis de diverses autorités, on comprend les mécanismes qui se sont déclenchés pour rendre la vie dure au G.I.C. des paysans. On comprend aussi comment un groupement de huit cent inscrits environ, non contrôlé par les pouvoirs habituels, soit un fait assez inquiétant pour provoquer quelques nuits d'insomnie à certains responsables politiques. Et on comprend enfin les intimidations, les menaces, les contrôles exaspérants, les chargements de cacao bloqués pendant plusieurs jours, les lettres envoyées en haut lieu pour suggérer l'ingérence de ce G.I.C. dans la politique, les demandes d'autorisation oubliées, les lois de l'État ignorées, déformées, faussement interprétées, ouvertement violées.

mobilisation contre les corruptions

Les exemples de corruption sont nombreux, en effet, dans un pays où le moindre fonctionnaire ou homme de parti s'arroge le droit, en vertu de la petite parcelle de pouvoir qui lui est confiée, d'extorquer de l'argent, de piétiner les droits élémentaires reconnus par la loi, de profiter de l'ignorance d'hommes et de femmes qui ne savent ni lire ni écrire. Depuis longtemps, l'Église au Cameroun a pris conscience de cette situation généralisée où les droits humains fondamentaux sont systématiquement ignorés et niés dans les actes les plus élémentaires de la vie et surtout au niveau des classes sociales les plus pauvres.

« Vivant au milieu du peuple que Dieu nous a confié, disaient les évêques camerounais en 1990, nous sommes bien obligés de constater, de jour en jour, autour de nous, des violations de plus en plus flagrantes des droits de l'homme: des pauvres, des faibles sans défense,

7/ « Le retour en force des commerçants privés a réintroduit, dès 1991-1992, des pratiques que l'on croyait révolues: pesées frauduleuses, réfraction systématique sur les sacs, achats nocturnes à vil prix, partage des zones d'achat afin de limiter la concurrence, multiplication de déclaration

fictive de vente, sous-estimation des bénéfices à l'exportation afin d'obtenir une compensation financière étatique »: P. JANIN, *Un planteur sans État peut-il encore être un planteur ?*, in « Politique Africaine », 62, 1996, 55.

sont livrés à l'arbitraire de fonctionnaires sans scrupules, d'agents des forces de l'ordre ou même de personnages aux attributions mal définies, couverts soit du manteau du Parti, soit d'une mystérieuse impunité qui fait scandale. On a vu d'honorables citoyens abattus dans la rue, des crimes crapuleux enveloppés d'énigmes, devant le silence apparemment impuissant de ceux-là à qui le peuple a confié la protection et la défense de son destin, de ses biens, de sa vie»⁸.

promotion de commissions Justice et Paix

Le Cameroun, résumait Mgr Zoa, archevêque de Yaoundé, dans son homélie pour l'Ascension 1995, «suffoque, il s'effondre en de larges activités. L'inefficacité et le laisser-aller figent tout. L'honnêteté et la serviabilité ont fui la société. La mendicité, l'extorsion et le racket ont été érigés en loi. La tricherie, les détournements, la corruption, les dessous de table, la gabegie sont l'expression d'une élite administrative, politique, économique, culturelle qui a cessé de croire en l'avenir du Cameroun»⁹. Dans ces situations où l'arbitraire devient la norme, *Ecclesia in Africa* rappelle que l'engagement pour la Justice et la Paix n'est pas une activité facultative mais une dimension essentielle de la mission évangélisatrice de l'Église¹⁰.

Et cela surtout dans un continent que les Pères synodaux n'ont pas hésité à comparer à l'image évangélique de l'homme qui descendait de Jérusalem à Jéricho, tombé dans les mains des bandits qui, après l'avoir battu, le dépouillèrent de tout, le laissant à demi mort sur la route¹¹. Cette situation est rendue encore plus grave par la lenteur avec laquelle se met en place un authentique processus démocratique qui devrait assurer à chaque citoyen la liberté et la sécurité dans son propre pays.

Les évêques ont aussi stigmatisé la censure muselant la bouche de ceux qui ont quelque chose à dire pour promouvoir les valeurs fondamentales, paralysant la main de ceux qui peuvent écrire et étouffant le cerveau de ceux qui peuvent penser¹². Leurs appels sont restés sans

8/ *Lettre pastorale de la Conférence Épiscopale du Cameroun sur la crise dont souffre le pays*, 15.

9/ «*Faites les affaires*» : Homélie de Mgr Jean ZOA, in «Nleb-Ensemble» II, juin 1995, 7.

10/ cf. E.A. 68.

11/ cf. E.A. 41.

12/ cf. *Lettre pastorale de la Conférence Épiscopale du Cameroun sur la crise dont souffre le pays*, 30.

réponse. Bien plus, ils ont été lourdement contredits par les interventions très musclées des responsables de l'ordre public en ce qui concerne la violation des droits et des libertés fondamentales, les nombreuses détentions arbitraires et les tortures, que Mgr Verdzev, archevêque de Bamenda, dénonçait avec force en novembre 1992: il rappelait toutes «les victimes de la destruction injuste et criminelle de leurs biens et tous ceux qui ont été injustement et faussement accusés, arrêtés, détenus, soumis à torture».

Face à ces situations généralisées, *Ecclesia in Africa* renouvelle avec insistance son invitation aux conférences épiscopales en Afrique pour qu'elles instituent partout les commissions Justice et Paix afin de sensibiliser «les communautés chrétiennes à leurs responsabilités évangéliques en ce qui concerne les droits humains»¹³.

une nouvelle manière d'être Église

Dans cette ligne s'inscrit l'épiscopat camerounais. Il appelle les chrétiens à se mobiliser contre le fléau du tribalisme et à mener une action concrète et efficace en faveur de la Justice et de la Paix dans le pays¹⁴. Cette action veut signifier une manière nouvelle d'être Église dans ces situations hautement conflictuelles, car la recherche d'une démocratie authentique «est l'une des routes principales sur lesquelles l'Église chemine avec le peuple». Pour l'épiscopat, «le laïc chrétien, engagé dans les luttes démocratiques de l'Évangile selon l'esprit de l'Évangile, est le signe d'une Église qui se veut présente à la construction d'un État de droit, partout en Afrique»¹⁵, une action qui n'est pas seulement un devoir individuel et encore moins individualiste, qui ne peut être improvisée, mais exige formation et organisation.

pour une évangélisation nouvelle

«ESSOR» désire donc répondre aux appels de l'Église camerounaise pour une nouvelle présence des chrétiens dans la société à l'aube du troisième millénaire: «*Nous vous disons que pour vous, laïcs came-*

13/ E.A. 106.

14/ Cf. *L'Église condamne le tribalisme*: Lettre pastorale des évêques du Cameroun, 6 nov. 1996, in «L'effort camerounais» 59, du 30 nov. 1996, pp. 7-10. *Un défi*

pour l'humanité, Justice et Paix: Séminaire des évêques du Cameroun, communiqué final, in «L'effort camerounais» 62, janv. 1997.

15/ E.A. 112.

rounais, affirmaient les évêques dans leur lettre sur la crise, *l'heure est venue d'entreprendre une nouvelle évangélisation de votre pays*. Cette évangélisation, pour les laïcs que vous êtes, est une mission de libération: libérer les hommes de la misère, libérer le pays de la corruption, du marasme et de la crise. Une telle libération est impossible si vous n'êtes pas fidèles à l'Évangile, si vous n'êtes pas formés, si vous n'êtes pas organisés, si vous n'avez pas les moyens, c'est-à-dire si vous ne travaillez pas, si vous ne produisez pas, si vous n'êtes pas partie prenante dans l'aventure économique de votre pays »¹⁶.

Formation et organisation sont indispensables pour que les chrétiens puissent « vivre les implications sociales de l'Évangile de sorte que leur témoignage devienne un défi prophétique à tout ce qui nuit au vrai bien des hommes et des femmes d'Afrique »¹⁷, à tous ceux qui veulent maintenir les gens dans l'ignorance et dans la désorganisation, dans la passivité et la dépendance, pour mieux les exploiter, les piétiner, les opprimer, les dépouiller du peu qu'ils réussissent à avoir avec peine et fatigue.

Pendant ses dernières tournées pastorales dans la zone rurale de l'archidiocèse, Mgr Zoa invitait les mouvements et les associations ecclésiales d'une part à insérer dans leurs programmes la nécessité de devenir agents de développement et, d'autre part, à réfléchir sur la manière d'organiser les paysans dans des associations chrétiennes de défense de leurs intérêts pour une juste commercialisation de leurs produits¹⁸.

Prendre en charge sa propre vie et celle de son pays, s'organiser sans attendre des solutions venant d'ailleurs, est un devoir pour ces hommes et ces femmes de la brousse camerounaise. Mais cela ne veut nullement dire planifier la suppléance à des organes institutionnels en faillite et des responsables partisans d'une « politique du ventre » dont le seul but est le partage, sur le dos des plus démunis, du « gâteau national ».

16/ *Lettre pastorale de la Conférence Épiscopale du Cameroun sur la crise dont souffre le pays*, 31.

17/ E.A. 54.

18/ Cf. *Au cœur de la grande Mefou*, in

« Nleb-Ensemble », n° spécial de déc. 1994. La Mefou est la grande zone rurale de l'archidiocèse de Yaoundé. Les paroisses d'Ozom, Nkum Ekye et Nkol Messi font partie du département de la Mefou-Akono.

«ESSOR» veut être aussi et surtout l'instrument de la présence des paysans dans les centres décisionnels, là où se joue leur vie. Il veut être un lieu «de rencontre, de dialogue, d'organisation, d'entraînement à l'engagement participatif et corresponsable au service de la fraternité»¹⁹.

En effet, ces organisations ecclésiales doivent non seulement aider les laïcs à participer activement à la vie de l'Église, mais elles «constituent aussi un entraînement et une école pratique à la vie et à l'engagement dans la cité: l'Église ne crée pas de partis politiques. Mais, par ses organisations, elle vise à former des jeunes et des adultes, des hommes et des femmes qui, eux, soient capables, sous leur propre responsabilité, de s'engager efficacement dans l'activité politique, rejetant tout fanatisme, tout anathème, toute provocation, toute violence»²⁰.

«ESSOR» est désormais une réalité incontournable aussi bien au niveau ecclésial que social. Il témoigne d'une nouvelle manière d'être Église, d'être Peuple de Dieu qui affronte les problèmes et les défis du temps présent. Dans les paroisses d'Ozom, Nkum Ekye et Nkol Messi, des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux se sont organisés pour briser le cercle de l'ignorance, de la passivité et de la dépendance qui engendre exploitation et oppression. A travers eux se lève, au milieu des multiples pessimismes qui dessinent l'image d'un continent accablé et saturé de problèmes, une Afrique de l'espérance qui lutte et qui bâtit son avenir à la lumière de l'Évangile de Jésus Christ.

Giuseppe di Salvatore

*c/o Centre Redemptor Hominis
BP 123
Mbalmayo – Cameroun*

19/ «Rassembler dans l'unité les enfants de Dieu dispersés», Jn 11,51-52: homélie de Mgr Jean ZOA, Pâques 1991.

20/ «Je viens spécialement pour rassembler mes Frères et Sœurs catholiques», homélie de Mgr Jean ZOA, Pentecôte 1991.

UNE PAROLE PLUS ACTUELLE QUE JAMAIS

par Gabriel Marc

Gabriel Marc est administrateur de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). Sa carrière l'a conduit au service statistique du Sénégal au moment de l'indépendance de ce pays, au Ministère de la Coopération, au ministère des DOM/TOM, dans la délégation française au Conseil Économique et Social de l'ONU. Par ailleurs, il est membre de Justice et Paix France et il a été président de l'ACI (Action catholique des milieux indépendants), des Commissions Justice et Paix d'Europe, du CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement).

Pour résister aux contraintes d'une mondialisation financière sauvage, Gabriel Marc préconise un retour à l'intuition première de l'encyclique : l'utopie de la solidarité de toute la famille humaine. Il pointe quelques idées-forces capables de raviver ce projet et d'accompagner notre marche vers un monde nouveau.

En trente ans le monde a si considérablement changé que beaucoup se demandent quel est le degré de pertinence que l'on peut encore accorder à certains textes du concile comme *Gaudium et Spes* ou du magistère datant de cette époque. C'est le cas pour *Populorum Progressio* de Paul VI, datée de 1967. A cela on peut opposer deux objections. La première c'est que cette encyclique ne s'enferme pas dans les situations propres du moment où elle a été écrite, ce qui en effet la périmait maintenant. Elle est avant tout une **inspiration** d'une fécondité qui ne s'est pas démentie depuis. Des générations de « développeurs » en ont été et en sont toujours imprégnés.

La seconde c'est que ce texte, fortement marqué par l'expérience d'un Concile où, pour la première fois dans l'histoire, le monde entier était

présent, a eu naturellement l'intuition de la mondialisation. D'où la conviction de Paul VI que *la situation présente du monde exige une action d'ensemble*. Et *Populorum Progressio* présente l'utopie d'une solidarité de la famille humaine tout entière.

Ce qui caractérise la situation actuelle c'est **une mondialisation** qui fait vraisemblablement partie d'une mutation de civilisation de plus vaste ampleur en train de bouleverser radicalement la configuration de l'humanité. Cette nouvelle réalité nous oblige à **penser monde global** et non plus seulement terroir, ville, région ou nation. Participent à cette réalité, la finance, l'industrie, le travail, les moyens de communication, la culture, le savoir, la démographie, l'écologie, le militaire, le politique, et sans doute bien d'autres choses encore¹.

C'est donc à la lumière de cette réalité à la fois prégnante et déstabilisante, qu'il faut mesurer la pertinence de *Populorum Progressio* comme orientation pour le devenir du monde. Comme dans l'espace d'un court article une étude systématique est impossible, je vais me limiter à six paquets d'idées d'un texte qui en comporte bien d'autres.

1. L'ÉCONOMIE EST AU SERVICE DE L'HOMME

C'est peut-être une affirmation banale, commune à tous les humanismes, mais elle est plus que jamais actuelle, car l'homme est désormais de plus en plus exclu de l'activité économique comme producteur, et parfois même comme consommateur, éliminé aussi comme producteur de la culture.

Dans le texte, à maintes reprises, le Pape définit le développement comme une catégorie totalisante de l'activité humaine, bien au delà de la seule croissance économique. *Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique ; pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme* (14). Il salue positivement le déploiement de l'ingéniosité humaine à travers l'industrie, mais récuse le système capitaliste libéral qui s'est emparé de ce génie pour faire de l'argent sans considération de l'homme (26).

1/ On se reportera avec profit au n° 146 de *Spiritus*, consacré à la mondialisation comme défi pour la mission.

le libéralisme à l'heure de la mondialisation

C'est encore plus vrai désormais. La mondialisation, c'est surtout la finance, maîtresse de l'industrie, qui l'inaugure. Depuis les années quatre-vingt, grâce à la dérégulation « libérale » des monnaies et du crédit, grâce aussi au progrès des communications électroniques, un immense marché mondial spéculatif s'est mis en place, toujours vigilant, en quête de profit, capable de faire fléchir même les gouvernements des grandes puissances. L'industrie elle-même a profondément changé. Les nouveaux biens et services produits exigent beaucoup plus de matière grise immatérielle que de matières premières matérielles. La production, à destination du marché mondial, s'effectue en réseaux dans des unités dispersées sur toute la terre, au prix d'une flexibilité croissante exigée du marché du travail.

Le système capitaliste libéral *sait produire efficacement*, mais *ne sait pas socialement distribuer*. L'argent va à la minorité qui a l'argent et les masses pauvres s'appauvrissent, même dans les pays riches. Des peuples entiers sont irrémédiablement exclus de la prospérité, en Afrique et dans les pays de l'Est notamment. L'offre de travail est de plus en plus restreinte : les licenciements massifs défraient la chronique et le chômage cancérise les sociétés. Le mécanisme est simple : les gestionnaires de fonds de retraite et de fonds de placements en commun exigent des rendements financiers élevés. Ils vont là où les taux réels de rendement financier sont les plus attractifs. Ce n'est pas le cas de l'investissement industriel. Aussi l'industrie est-elle contrainte de réduire ses coûts de manière à ce que sa rentabilité soit aussi séduisante que celle de la spéculation financière. Réduire les coûts, c'est avant tout faire de la productivité, « restructurer » l'entreprise, c'est à dire robotiser le savoir-faire ouvrier et licencier la main d'œuvre qui ne sait pas faire marcher les robots².

que devient l'homme dans cet engrenage ?

En résumé l'homme au travail n'est plus que *la variable d'ajustement d'une civilisation de l'argent*. Quand il s'avère un obstacle au rendement maximum, on l'élimine, lui offrant juste la compensation financière nécessaire pour qu'il reste consommateur.

2/ Cf Jeremy RIFKIN, *La fin du travail*, La Découverte.

Redonner à l'homme, à tous les hommes, la priorité sur l'économie et la finance, comme le réclame *Populorum Progressio* est plus nécessaire maintenant qu'en 1967 et ce n'est pas une mince affaire ! Comment réfreiner la cupidité de spéculateurs aux moyens fabuleux ? Faudra-t-il une vaste révolte mondiale pour qu'ils comprennent qu'on ne peut transformer impunément en déchet une majorité de l'humanité ?

2. LE DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

En contraste avec cette mondialisation sauvage, dominée par les forces de l'argent, *Populorum Progressio* propose l'utopie féconde d'une humanité solidaire, construite volontairement dans le cadre de la destination universelle des biens (22). *Le développement intégral de l'homme ne peut aller sans le développement solidaire de l'humanité, l'homme doit rencontrer l'homme, les nations doivent se rencontrer comme des frères et sœurs, comme les enfants de Dieu* (43), *Il faut promouvoir un monde plus humain pour tous, où tous auront à donner et à recevoir, sans que le progrès des uns soit un obstacle au développement des autres* (44). On connaît ces admirables formules.

la solidarité à l'heure de la mondialisation

En trente ans la solidarité a bien évolué. Au plan politique, l'aide au développement qu'appelait le Pape, a été dévoyée aux deux bouts de la chaîne. De plus, après être passé par un maximum, son volume a régressé notablement ces dernières années. Les opinions publiques occidentales se détournent de la solidarité avec les pays pauvres au motif que la pauvreté est revenue dans leurs pays et que la lutte pour son éradication est prioritaire. Bref, *la solidarité entre les nations est en berne*.

Mais l'humanité solidaire prend d'autres formes. Bien qu'il ne s'agisse nullement d'une volonté, au contraire même, la mondialisation a pour effet de relier les hommes de façon plus intense, en multipliant les interactions. La croissance démographique renforce le coude à coude entre eux et accentue les mouvements migratoires. Les communications densifient à un degré inédit les relations entre les hommes. L'information génère le sentiment que «le sort des autres et le mien sont de plus en plus communs». Sur le socle de cette solidarité «contrainte» se bâtit **une solidarité volontaire** par la vie associative, reliée en réseaux de plus en plus étendus et interconnectés, dans lesquels on trouve aussi bien les pays du Sud que ceux de l'Est, que ceux du monde riche.

Cette toile d'araignée associative se manifeste spectaculairement depuis quelques années, par les forums qui doublent les grandes réunions de l'ONU. A Pékin par exemple en 1995, lors de la conférence sur « les femmes », 40.000 représentantes d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) se sont retrouvées en forum. Il en découle peu à peu une esquisse **d'opinion publique mondiale**, que l'on a vue à l'œuvre pour obtenir la libération de la jeune Sarah, emprisonnée injustement dans un émirat du Golfe Persique, ou pour protester contre la reprise des essais nucléaires français.

Certains analystes ne craignent pas d'affirmer que cette émergence de la société civile mondiale est l'amorce d'**une nouvelle démocratie**, nécessaire mais que les États-Nations s'avèrent impuissants à susciter. La société civile va-t-elle réaliser l'utopie dont Paul VI rêvait qu'elle soit le produit des États-Nations ? En tous cas c'est un bel objectif pour les militants associatifs !

3. LE DEVOIR DE CROISSANCE

Les formules abondent sous la plume de Paul VI. Chaque homme est appelé à se développer car toute vie est vocation. Chacun demeure l'artisan principal de sa réussite ou de son échec. Chaque homme peut grandir en humanité, valoir plus, être plus (15). Cette croissance n'est pas facultative (16). Il faut rendre l'homme capable d'être lui-même responsable de son mieux-être matériel, de son progrès moral, de son épanouissement spirituel (34), même si cet homme est abîmé par la misère (55). La solidarité mondiale doit permettre à tous les peuples de devenir eux mêmes les artisans de leur destin (65). Il y a là un programme qui est plus que jamais valable, car bon nombre d'hommes et de peuples n'ont pas le moyen de réaliser leur vocation et leur destin.

de la dépendance au partenariat

Je viens de le dire, la mondialisation multiplie les interdépendances, créant ainsi une variété forcée de solidarité. Mais elle laisse subsister et parfois même, elle accentue des dissymétries dans l'interdépendance, qui se dévoient en dépendance. On pense bien sûr aux pays de la grande pauvreté, dont le destin économique dépend du bon ou du mauvais vouloir des nations puissantes : aide conditionnelle, commerce injuste, crédit au compte-gouttes. La coopération est plus souvent une manière de diriger le destin du pays aidé, qu'une marque de confiance dans ses initiatives.

On entend heureusement en Afrique de plus en plus de voix pour demander que l'on laisse l'Afrique aux Africains. Cela ne signifie pas qu'on cesse d'aider mais que l'on cesse d'imposer les modèles de l'économie, de l'État-Nation, de la démocratie libérale. Même en voulant bien faire, demande-t-on l'avis des peuples lorsque l'on préconise, à juste titre souvent, «l'ajustement structurel» ou la dévaluation du franc CFA ? Cette relation de domination-dépendance n'est plus acceptable et doit se muer en interdépendance. C'est ce que les organisations de la société civile cherchent à réaliser par l'expérience du **partenariat**. C'est entre des ONG des tiers-mondes et des ONG des pays riches que s'élabore cette relation au bénéfice mutuel.

Les sociétés pauvres ne sont pas les seules à connaître un empêchement. La mondialisation financière sauvage impose ses contraintes aussi *aux gouvernements des pays riches*, par exemple lorsque la spéculation affaiblit une monnaie, ou oblige à pratiquer des taux d'intérêt séduisants pour elle, ruineux pour les peuples. Les individus eux-mêmes ont perdu la capacité de prendre leur destin en mains par excès de la protection sociale. Chacun ne sait que remettre son sort entre les mains de l'État. Lorsque les vaches maigres surviennent on constate que l'on a perdu l'expérience de la prise en charge individuelle et solidaire.

Si se lèvent ici ou là des expériences de *prise en charge solidaire*, force est de reconnaître qu'elles en sont au stade du laboratoire d'essai. Il y a encore beaucoup à faire pour que la majorité des humains et la totalité des nations répondent au cahier des charges de *Populorum Progressio*. C'est, là encore, un programme d'action stimulant et très actuel.

4. LA SAUVEGARDE DES CULTURES

L'évolution des cultures et des civilisations préoccupe beaucoup Paul VI³. Il note avec pertinence que *le heurt entre les civilisations traditionnelles et les nouveautés de la civilisation industrielle brise les structures qui ne s'adaptent pas aux conditions nouvelles... Les soutiens moraux, spirituels et religieux du passé fléchissent trop souvent sans que l'insertion dans le monde nouveau soit pour autant assurée*. (10). *Riche ou pauvre, chaque pays possède une civilisation reçue des*

3/ Dans l'exhortation sur l'évangélisation de 1975 il s'écriait : « la rupture entre

Évangile et culture est sans doute le drame de notre époque! ».

ancêtres... lorsque celle-ci possède de vraies valeurs humaines, il y aurait grave erreur à les sacrifier. Un peuple qui y consentirait perdrait par là le meilleur de lui-même; il sacrifierait pour vivre ses raisons de vivre (40). Et pour finir, entre les civilisations comme entre les personnes un dialogue sincère est créateur de fraternité (73).

On sent bien qu'il s'agit avant tout pour le Pape que la modernité industrielle ne vienne pas briser trop tôt et irrémédiablement des sagesse qui, non seulement font vivre des peuples, mais sont sans doute aussi nécessaires au bien des nations riches elles-mêmes. La situation actuelle du problème se présente différemment sans pour autant périmer l'encyclique, bien au contraire. Le développement inouï des moyens de communication a mis au premier plan l'affrontement des civilisations, des cultures. Certain auteur à succès prétend même que les conflits du futur n'auront plus lieu entre des États-Nations, qui auront alors dé péri, mais entre grandes aires culturelles. Quoi que l'on pense de ces grandes visions, le conflit existe déjà.

culture et autonomie de l'individu

Les valeurs caractérisant la culture «occidentale» ont connu des inversions, parfois radicales. En quelques décennies par exemple la valeur suprême qui s'est imposée dans tous les domaines de l'existence, du couple à la société est la liberté, l'autonomie individuelle. On ne veut plus se sacrifier à la société ou à la cause, on attend des services de la première et des gratifications de la seconde. On n'obéit que par choix et conviction et non par injonction du parti, de l'Église, de la nation ou du syndicat. On veut participer à l'élaboration des règles et se garder une marge d'appréciation dans leur application. L'individu l'emporte désormais sur le collectif.

Cette nouvelle manière d'être est récusée, parfois avec violence, dans d'autres aires culturelles, celle de l'Islam, celle du confucianisme, celle du bouddhisme, qui y voient une agression et un dévoiement.

culture et technologies

D'autre part, les biens matériels et surtout immatériels produits à notre époque incorporent des éléments culturels: le mode d'usage d'un logiciel, d'un jeu électronique ou d'un jouet animé reflète la logique du créateur, qui n'est pas forcément celle de l'utilisateur. Or, la plupart des

nouveaux biens sont créés en Occident. C'est particulièrement le cas des outils de communication : télévision, ordinateur, réseaux conviviaux.

Enfin, ce qui transite dans ces outils de communication grand public, c'est moins comme on le dit souvent le mode de vie américain qu'un spectacle permanent complètement inventé dans les studios de Hollywood et environs. Les films à grand spectacle, les séries, les Disneylands, les publicités, sont produits et distribués à l'échelle de la planète, et calculés en vue d'une séduction maximale, qui s'avère efficace, mais ravageuse. Les autres cultures peinent à se faire encore entendre, et celles des peuples les plus pauvres deviennent confidentielles, faute d'argent pour s'exprimer.

Respecter les cultures, non pour en garnir des musées mais pour les rendre interlocutrices d'un dialogue à plusieurs voix, cela reste plus que jamais une nécessité pour tous et un objectif à atteindre. Il faut noter que ce dialogue existe heureusement sur les marges : le rapprochement des hommes sur leur petite planète met les cultures en contact. Cela prend la forme à la fois d'un dialogue et d'un métissage créateurs de nouvelles richesses culturelles contrariant la prétention d'Hollywood à forger la culture universelle⁴.

5. UNE AUTORITÉ POLITIQUE MONDIALE

La situation présente doit être affrontée courageusement et les injustices qu'elle comporte combattues et vaincues. Le développement exige des transformations audacieuses, profondément novatrices (32). La situation exige des programmes concertés (50). Qui ne voit la nécessité d'arriver ainsi progressivement à instaurer une autorité mondiale en mesure d'agir efficacement sur le plan juridique et politique ? (78).

Ces propositions non seulement n'ont pas pris une ride mais leur application a acquis un degré d'urgence bien plus grand qu'en 1967. Qui va mettre de l'ordre dans l'exploitation sauvage des ressources vitales de la planète, dans les mouvements désordonnés de la finance internationale, dans les ravages culturels d'une américanisation entièrement fabriquée, dans les échanges commerciaux injustes qui perpétuent la misère de masse dans les tiers-mondes ?

4/ Cf. Benjamin R. BARBER, *Djihad versus McWorld*, Desclée de Brouwer.

des programmes qui ne sont pas mis en œuvre

Des programmes comme Paul VI en demandait, il en existe des quantités et ils sont de bonne qualité. Qu'il suffise de rappeler les dernières grandes réunions de l'ONU où ils ont été élaborés: Développement et environnement (Rio 1992), Droits de l'homme (Vienne 1993), Population et Développement (Le Caire 1994), Sommet mondial sur le Développement social (Copenhague 1995), Les femmes (Pékin 1995), L'Habitat (Istanbul 1996), etc... Ils constituent un ensemble équilibré qui devrait permettre une entrée satisfaisante dans le III^e millénaire. Mais *les gouvernements qui les ont adoptés* par consensus (avec réserves il est vrai) *n'envisagent ni de les financer, ni bien sûr de les appliquer*, et l'ONU n'a aucun pouvoir propre pour le faire.

la spéculation internationale

Les gouvernements n'ont pas davantage l'intention de mettre de l'ordre dans le maquis de la spéculation internationale. Ce sont eux, notamment celui des États-Unis, qui ont accepté la déréglementation qui l'a permise, et par ailleurs, ils sont trop heureux d'y recourir pour financer les déficits publics. S'il y a un jour quelques règles, c'est le système lui-même qui se les donnera pour éviter un krach, mais pas pour remettre l'homme à la première place!

des nationalismes frileux

En réalité l'État-Nation, tel qu'il a été forgé en Europe ces siècles derniers, peine à accepter l'idée de transférer des parcelles de souveraineté à un échelon supérieur, et il faut bien dire que, dans les vieux pays au moins, incertaine déjà de son identité, l'opinion publique en rajoute sur l'État, craignant de ne plus se repérer dans un ensemble plus vaste. L'Europe a mis cinquante ans pour arriver à ce seuil décisif de l'union politique qui semble si difficile à franchir. On est loin de cette autorité mondiale réclamée par Paul VI (et ses successeurs), alors que l'appel du numéro 78 de l'encyclique demeure plus que jamais angoissant.

6. PROGRÈS VERS LA SAGESSE

La poursuite du développement *exige des sages* de réflexion profonde, à la recherche d'un humanisme nouveau qui permette à l'homme

moderne de se retrouver lui-même, en assumant les valeurs supérieures d'amour, d'amitié, de prière et de **contemplation** (20). Le monde est en malaise faute de pensée, alors nous convoquons les hommes de réflexion et les sages : ouvrez les voies qui conduisent, par l'entraide, l'approfondissement du savoir, l'élargissement du cœur, à une vie plus fraternelle dans une communauté humaine vraiment universelle (85).

Depuis trente ans le monde s'est beaucoup complexifié. Il devient opaque à nos yeux habitués à accommoder autrement. Pourtant il n'est pas indéchiffrable, et son énorme volume est truffé de niches constituant autant d'espaces pour le déploiement de la liberté et de l'imagination. Il faut penser ensemble, toutes traditions confondues, ce nouveau monde et faire connaître cette pensée, afin qu'elle devienne universelle et source d'un remodellement volontaire de l'humanité.

un viatique, une mystique

Lorsque *Populorum Progressio* est parue, je venais d'avoir trente-quatre ans et j'avais déjà à mon actif sept années au service du développement. Elle m'a servi de *viatique efficace* toute ma vie. En la relisant, je me dis que si j'avais trente-quatre ans maintenant et un peu d'expérience, je me lancerais à corps perdu, avec ce même viatique, et que cela marcherait. Mais peut-être accorderais-je davantage de temps, dans les lieux appropriés, à une pensée sur le nouveau monde de notre temps, afin de mieux comprendre ce qui s'y joue. Et certainement je placerais ce travail de l'intelligence dans le cadre, plus riche encore, de cette dimension de contemplation enthousiaste (au sens étymologique de ce terme) à laquelle Paul VI tient si visiblement.

Il me semble en effet qu'on ne peut comprendre le monde que dans *la vision mystique* d'une histoire de l'humanité qui est une histoire sainte, celle d'une alliance dont Dieu a eu l'initiative et dont son Esprit accompagne le déroulement dans le plus grand respect de notre liberté. C'est bien parce que *Populorum Progressio* baigne dans cette atmosphère où l'on respire à pleins poumons, qu'elle n'est pas près de passer à la trappe de l'histoire.

Gabriel Marc

*24, rue Tourgueneff
78380 Bougival*

DÉBATS AU SUJET DU DÉVELOPPEMENT

AUX U.S.A.

par Denis Goulet

Après des études de philosophie aux USA, puis à l'IRFED à Paris, Denis Goulet a obtenu un doctorat en Sciences Politiques à l'université de Sao Paulo (Brésil). Il a travaillé en France, en Espagne, en Algérie, au Liban et au Brésil pour se familiariser avec les problèmes du sous-développement et a publié un grand nombre de livres et d'articles sur la question. Il est actuellement professeur à l'université Notre-Dame et professeur-visiteur dans différentes universités d'Europe et d'Amérique. S'inspirant des penseurs de son pays, Denis Goulet, dans la ligne de l'encyclique, dénonce l'amoralité de l'économie actuelle. Il plaide pour un retour de l'éthique au sein de l'économie et non à partir d'une doctrine qui lui serait extérieure. Il incombe à l'Église de réactiver les engagements et de réorienter en ce sens les choix de son action missionnaire.

avant 1967, dans la foulée du plan Marshall

A la parution de *Populorum Progressio* en 1967, il n'y avait guère de discussions sur le thème du développement, ni à propos de ce qu'il est (une prospective pour une vie meilleure), ni à propos de la manière d'y parvenir (un processus de changement social). On l'imaginait comme *un état de bien-être basé sur la croissance économique, l'application de la technologie à des sphères de plus en plus larges de l'activité et la modernisation des institutions*. Pour y arriver, il s'agissait de mobiliser des ressources en vue d'investissements productifs, ce qui devait entraîner une croissance économique apte à rendre les sociétés nationales autosuffisantes et capables de produire tout ce qui est nécessaire à la consommation des masses.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, les économies européennes étaient complètement anéanties. Leur reconstruction, entreprise en 1947 sous l'égide du plan Marshall, exigeait des transferts internationaux de capitaux et d'équipement autour de plans d'investissement bien ciblés en vue de restaurer l'infrastructure, de rebâtir les sites industriels et de renforcer les devises nationales. Le plan Marshall connut un succès rapide. On en vint à croire que ce système élaboré de transferts de ressources constituait *la formule idéale pour triompher de la pauvreté* des masses populaires dans les pays économiquement en retard. A ces pays «sous-développés», on allait appliquer le baume magique des transferts de ressources et de l'assistance technique; on stimulerait ainsi des investissements productifs qui leur permettraient de décoller vers la croissance et l'autosuffisance.

1967, L'ENCYCLIQUE

Ni traité scientifique, ni manifeste idéologique, l'encyclique est bien une exhortation, basée sur une réflexion approfondie et adressée à tous les chrétiens et «à tous les hommes de bonne volonté» (85). Il s'agit d'entendre «*l'appel des peuples souffrants*» et de travailler comme «*les apôtres du bon et vrai développement qui n'est pas la richesse égoïste et aimée pour elle-même, mais l'économie au service de l'homme*» (86).

une nouvelle approche, un élargissement du débat

L'encyclique *Populorum Progressio* n'a pas remis en question l'image du développement et des moyens pour y parvenir que nous avons décrite. Elle a présenté un point de vue qui corrige le caractère réducteur de cette approche. Pour elle, les objectifs et les capacités de l'humanité vont bien au delà du simple développement économique; *ils comprennent aussi tout le domaine du culturel, du social et du spirituel*. Dans la discussion sur les moyens de parvenir au développement, l'encyclique place la valeur éthique de la solidarité bien au-dessus des exigences d'une simple efficacité technique. Elle invite à un engagement permanent pour l'établissement de nouvelles «règles du jeu» dans la vie économique. Pour elle, en effet, le Créateur destine les richesses de la terre au bien-être commun de tous les humains. La propriété privée et l'entreprise économique elles-mêmes sont relativisées et deviennent ainsi des instruments au service d'objectifs humains beaucoup plus larges.

une nécessaire dimension éthique

Dans son développement, *Populorum Progressio* remet à l'honneur certaines questions éthiques : la dignité de la personne humaine, la justice comme base des relations sociales, le respect de la nature par les communautés humaines. Pour le dire plus clairement, la question de l'aménagement de l'économie mondiale est une question *éthique*, et elle intéresse les *chrétiens* de manière spécifique pour deux raisons principales. En premier lieu, le système actuel de distribution des biens économiques dans son ensemble entretient un lien historique avec l'entreprise d'extension missionnaire de la religion chrétienne. Deuxièmement, l'objectif essentiel du développement est un accès équitable pour tous aux ressources du monde. Et comme les moralistes chrétiens s'occupent des conditions concrètes de la réalisation de la destinée humaine, on comprendra qu'ils s'intéressent de près à toutes les valeurs sous-jacentes à l'économie mondiale.

des tâches pour l'Église

L'encyclique de Paul VI trouve sa place dans ce corps d'écrits normatifs sur le thème de la vie économique que l'on appelle « l'enseignement social de l'Église ». Elle puise sa réflexion sur le « développement authentique » dans une doctrine religieuse concernant la finalité de la vie humaine et de l'histoire. L'Église a quatre rôles à jouer dans la société, quatre rôles à la fois différents et reliés entre eux.

Un premier rôle de l'Église est d'élever bien haut certains étendards : la vérité, la justice, la solidarité, la dignité humaine, la paix. L'Église ne cesse de rappeler à l'humanité la suprématie de ces valeurs sur l'efficacité économique, le réalisme politique et le progrès technique.

Un second rôle consiste à apporter les analyses et les prescriptions qui lui sont propres pour élargir le champ des débats politiques dans des sociétés pluralistes. Comme d'autres entités de la société civile, l'Église parle en tant que corps de citoyens défendant leur façon de concevoir la politique sociale.

Un troisième rôle social des Églises est de s'engager dans des actions visant à résoudre certains problèmes. Pendant des siècles, l'Église s'est engagée dans des initiatives qui institutionnalisèrent « les œuvres corpo-

relles de miséricorde » : nourrir les affamés, visiter les malades, accueillir les sans-abri, enterrer les morts.

Un quatrième rôle enfin est la pratique de la solidarité avec les persécutés ou les victimes de catastrophes, qu'elles soient naturelles ou causées par l'homme. Aux quatre coins de l'empire romain, les premières communautés chrétiennes ont organisé des collectes pour aider, dans sa pauvreté, l'Église de Jérusalem. De nos jours, partout dans le monde, les Églises mettent en œuvre des programmes d'aide au développement pour aider et soulager des groupes humains dans le besoin. La reconnaissance, aux niveaux national et international, de cette contribution de l'Église l'autorise à parler du développement en des termes normatifs et prescriptifs.

des résultats significatifs

Vatican II avait poussé l'Église à s'engager dans tous les secteurs du combat de l'homme pour la justice. *Populorum Progressio* a renforcé les efforts déployés en vue de la justice sociale et de l'émancipation des personnes¹. Une commission pontificale « *Justice et Paix* » a été créée au Vatican. Des dizaines de commissions nationales semblables ont été mises en place, formant ainsi un cadre institutionnel pour aider l'Église à réfléchir, à analyser et à agir en vue du développement.

En Amérique Latine, ce message de développement humain intégral a trouvé un terrain exceptionnellement fertile, propre à dynamiser l'action de l'Église. La Conférence des Évêques d'Amérique Latine a proclamé à Medellin son « option préférentielle pour les pauvres », confirmée par les conférences successives de Puebla (1979) et de Santo Domingo (1992) malgré la résistance des éléments conservateurs. Comme le note un théologien chilien : « Pour les Églises d'Amérique Latine, *Populorum Progressio* a été un instrument important qui a permis d'appliquer le Concile aux réalités des peuples du continent. Elle a aussi été une passerelle qui a rendu possible une réception correcte des orientations du Concile »².

1/ Pour un exposé éclairant sur ces efforts, voir Philip S. LAND, s.j., *Catholic Social Teaching, as I have lived, loathed, and loved it*, Chicago, Loyola University Press, 1994.

2/ Francisco J. CARRENO, s.j., *La II Conferencia del Episcopado Latino-americano* (Medellin, 1968), in Medellin, *Teologia y Pastoral para America Latina*, vol. XXII, n° 86, juin 1996, p. 173.

RENDRE A L'ÉTHIQUE SA PLACE DANS LE DÉBAT

Durant un siècle, l'enseignement social catholique a été largement ignoré dans les nombreux cercles auxquels s'adressaient pourtant ses prescriptions en matière sociale et économique. La plupart des économistes, des décideurs politiques ou des agents d'exécution ne lui ont accordé que peu d'attention. Ils poursuivaient simplement leur travail en accord avec les règles de l'économie et des affaires qu'ils continuaient à croire autonomes. *Cette situation a changé* car cet enseignement trouve maintenant des échos chez les économistes qui, de plus en plus, se soucient sérieusement de l'éthique dans l'exercice de leur profession³.

économie et éthique s'enrichissent mutuellement

Parmi les écrivains qui réexaminent la place de l'éthique dans les affaires économiques, il faut citer **Amartya Sen**. Il fait remonter les origines de l'économie à deux sources de pensée et de méthode : la première est le « *courant technique* » et la seconde « *le courant éthique* ». Comme précurseur de l'approche technique, il cite l'ouvrage sanscrit *Arthashastra* : « *Instructions pour acquérir la prospérité matérielle* », œuvre de Kautilya, conseiller et ministre de l'empereur indien Chandragupta, grand-père du fameux Asoka⁴. Le courant éthique trouve son origine chez Aristote et aboutit à Adam Smith. Ces deux approches, dit Sen, sont légitimes et nécessaires.

L'économie moderne a abandonné son héritage éthique pour devenir un simple système de moyens en vue d'une fin. C'est pourquoi « elle s'est substantiellement appauvrie en raison de la distance qui n'a fait que s'accroître entre l'économie et l'éthique »⁵. De plus, « l'économie (...) pourrait gagner en productivité si elle accordait une attention plus grande et plus explicite aux considérations éthiques qui modèlent les comportements et les jugements humains »⁶.

L'éthique elle-même pourrait grandement s'enrichir par une pratique positive de l'économie car « la tradition qui la pousse à donner de

3/ Voir Denis GOULET, *Catholic Social Doctrine and New Thinking in Economics*, Cross Currents, 42 4, Winter 1992-93, pp. 504-520.

4/ Amartya SEN, *Ethics and Economics*,

New York : Oxford University Press, 1987, p. 5.

5/ *Ibid.*, p. 7.

6/ *Ibid.*, p. 9.

l'importance aux questions logistiques d'interdépendance et d'interconnexion a un rapport méthodologique avec le débat éthique»⁷.

la dimension communautaire est incontournable

Économiste soucieux de l'image de marque de sa discipline, **Herman Daly**, en collaboration avec le théologien John Cobb, a publié un ouvrage intitulé « *Pour le bien commun* »⁸. Il se fixe comme objectif de « *réorienter l'économie vers la communauté, l'environnement et un avenir possible* ». Il rejette le postulat qui sous-tend le raisonnement économique, et tout spécialement la manière d'envisager les motivations et les comportements humains comme ceux d'un « *homo economicus* », agent économique uniquement préoccupé de son profit et de son intérêt individuel. L'économie devrait « *repenser ses théories à partir du point de vue de la 'personne-en-communauté'...* Ce changement inclura à la fois correction de la trajectoire et élargissement des vues, une attitude plus empirique et davantage dans la ligne de l'histoire, moins de prétention à être une science et volonté de subordonner le marché à des objectifs qu'il ne peut déterminer lui-même »⁹.

Daly rejette aussi ce caractère réducteur de l'économie que l'on retrouve dans une erreur généralisée : le désir mal placé de concret arrive à confondre une partie avec le tout. La conséquence en est un désastre pour l'humanité et son environnement. La « Grande Économie » de la nature et de ses biosphères est plus importante que la « simple économie »¹⁰. Daly plaide pour un nouveau cadre conceptuel et pour des politiques économiques alternatives tout en proclamant ouvertement sa « perspective théiste et biosphérique » qui peut inclure à la fois le respect de l'efficacité et celui de la justice¹¹.

débusquer les présupposés et fixer les objectifs

Dans son livre : « *La recherche économique de la qualité* »¹², **Thomas Power** cherche à élargir le champ de la réflexion économique. Il veut se

7/ *Ibid.*, p. 78.

8/ Herman E. DALY et B. COBB, *For the Common Good*, Boston, Beacon Press, 1989. DALY conduit son analyse et sa démonstration encore plus loin dans *Beyond Growth*, Boston, Beacon Press, 1996.

9/ Herman DALY, *For the Common Good*, p. 8.

10/ *Ibid.*, p. 19.

11/ *Ibid.*, p. 377.

12/ Thomas M. POWER, *The Economic Pursuit of Quality*, Armonk, NY : M.E. Sharpe, Inc., 1988.

prémunir contre une déviation : le fait que les orientations et les décisions en matière de finances ne prennent en compte que les marchés et les valeurs quantitatives. Il dénonce « l'anti-rationalité de l'économie conventionnelle » et « l'amoralité de l'analyse économique et de l'économie de marché »¹³. Les présupposés de l'économie conventionnelle ne sont pas seulement illusoires, ils sont aussi trompeurs. En vérité, l'économie traditionnelle « *n'est pas indépendante de toute valeur*. Elle prend clairement le parti de l'individualisme, de la compétition à outrance, de la poursuite de l'intérêt personnel et de l'expansion matérielle sans aucune frontière. Elle réagit contre l'imposition de toute limite éthique dans le domaine public de la politique »¹⁴. Pourtant, le vrai but à poursuivre n'est pas la croissance économique mais bien la « *vitalité* » des *communautés locales* dans l'environnement qui leur est propre.

C'est bien en **se situant à l'intérieur même de l'économie**, et non à partir d'une doctrine qui lui serait extérieure, que ces économistes aspirent à rendre à l'éthique la place qui lui revient dans la réflexion et dans la pratique quotidienne de leur discipline.

TOUT N'EST PAS GAGNÉ

contraintes et lassitude

L'élan pour la promotion d'un développement humain intégral, si évident dans le courant suscité par *Populorum Progressio*, a un peu perdu de sa force ces dernières années. Beaucoup de causes expliquent ce déclin : le fait qu'en matière de développement, les exigences quasi incontournables des « plans d'ajustement structurel », la ruine des économies centralisées qui proclamaient de manière toute idéologique un « chemin alternatif » au développement, un soupçon général envers tout projet utopique visant à transformer la réalité, une certaine lassitude universelle envers tout ce qui regarde l'aide et la globalisation galopante de la vie économique.

des pressions démobilisatrices

De plus, à *l'intérieur de l'Église*, de fortes pressions se sont exercées qui ont affaibli les énergies mobilisatrices du mouvement de la théolo-

13/ *Ibid.*, pp. 200 et 201.

14/ *Ibid.*, p. 202.

gie de la libération. Pourtant, le langage à haute teneur politique de ce courant garde un réel pouvoir de mobilisation collective des énergies autour d'une valeur centrale qui est vraiment le moteur de tout succès en matière de transformations sociales. Alors, place à l'espérance ! Libérée, celle-ci n'est pas le calcul froid et rationnel des probabilités, mais bien une évaluation audacieuse des possibilités, qui renverse le passé, fait éclater le présent et crée un nouvel avenir. *Populorum Progressio* et les textes qui l'ont suivi, lèvent bien haut l'étendard du développement et donnent ses raisons d'être à l'espérance qu'un jour un régime d'universelle solidarité pourra se mettre en place.

le développement, un nouveau colonialisme ?

Certains écrivains post-modernes (Esteva, Sachs, Latouche, Escobar, Nandy, Vachon, etc.) critiquent violemment le «développement». Économiquement réducteur, il ne serait qu'une entreprise de manipulation conçue pour garder les nations du Tiers-Monde dans la dépendance. Pour eux, le développement est un colonialisme sous un autre nom. Il est même pire car il envahit le champ de la pensée de nations entières, qualifiées de «sous-développées», les persuadant qu'elles sont «sous» les nations développées, les seules capable d'imposer les mesures à prendre pour sortir de cette condition. Il ne s'agit donc pas d'une révolution de ces sociétés à partir de leurs attentes majeures, mais bien d'un lavage de cerveau qui les pousse à se définir elles-mêmes comme pauvres, arriérées, inférieures, sous-développées.

Le Mexicain Gustavo Esteva se désole : «Aujourd'hui, pour les deux tiers des peuples du monde, le sous-développement constitue une menace qui s'est déjà réalisée : l'expérience d'une vie de soumission, d'égarement, de discrimination, d'asservissement. Car, au point de départ, le simple fait d'associer le «développement» à un objectif personnel que l'on s'est forgé, tend précisément à annuler cet objectif, à le contredire, à l'asservir... Le développement empêche de penser personnellement en termes d'avenir...»¹⁵.

les ambiguïtés de l'encyclique

La critique s'adresse aussi à l'enseignement social de l'Église et à ses vues sur le développement. Dans son commentaire de *Populorum*

15/ Gustavo ESTEVA, «*Development*», in Wolfgang SACHS, editor, *The Development Dictionary: A Guide to Knowledge as*

Power, London and New Jersey, Zed Books Ltd., 1992, pp. 7-8.

Progressio, Mary Hobgood écrit : « L'étude des écrits de Paul VI révèle que (...) ses présupposés en matière de doctrine sont souvent en conflit avec sa sensibilité aux réalités structurelles qui sous-tend son analyse. Il avait à faire face à l'échec évident des politiques de développement alors que les Églises du Tiers-Monde s'engageaient de plus en plus dans les combats des pauvres. Il a alors développé une analyse qui, parfois, révélait une théorie sociale radicale. Mais, dans les milieux du Vatican, il rencontrait aussi une mentalité alarmiste : crainte de l'importance prise par les mouvements révolutionnaires dans l'hémisphère sud et, dans ces mêmes régions, d'une polarisation poussée à l'extrême entre la droite et la gauche. Cela l'a amené, à plusieurs reprises, à prendre, au sujet des femmes, de l'industrialisation, de l'action sociale, des positions qui devaient tenir compte de ces perspectives.... Si l'on considère les importantes avancées vers la gauche qui avaient déjà été opérées, les positions prises sur le marxisme et sur l'usage de la force peuvent révéler un repli. »¹⁶

Hobgood reconnaît néanmoins que « la tradition catholique en matière de justice sociale contient une analyse de l'économie politique capitaliste qui met le doigt sur les rapports structurels existant entre les pouvoirs politiques et économiques. Mais en même temps, elle propose pour les temps de crise, des remèdes qui assument les relations non-structurelles ou autonomes des gouvernements et des systèmes économiques »¹⁷. Elle constate donc « un besoin urgent de clarifier le modèle social qui se situe à la base de l'idée de justice. Sinon, (...) on se retrouve avec des conclusions radicalement différentes au sujet des actions concrètes réclamées par la justice »¹⁸. Mais, la critique de Hobgood porte sans doute un peu à faux.

UNE HUMANITÉ EN QUÊTE DE SAGESSE

Les encycliques ne prétendent pas proposer une théorie sociale. Jean Paul II, écrivant à l'occasion du vingtième anniversaire de l'encyclique de Paul VI, pense que « les enseignements de *Populorum Progressio* s'adressent aux personnes et à la société des années 60. En cette fin

16/ Mary HOBGOOD, *Catholic Social Teaching and Economic Theory, Paradigms in Conflict*, Philadelphia, Temple University Press, 1991, p. 147.

17/ *Ibid.*, p. 7.

18/ *Ibid.*, p. 253.

des années 80, leur force réside dans un *appel à la conscience* »¹⁹. Un peu plus loin, il explique que « l'Église n'a pas de solution *technique* à proposer pour le problème du sous-développement comme tel, comme Paul VI l'affirme dans son encyclique (n° 13, 81). Car l'Église ne propose ni un système, ni un programme économique-politique. Elle ne montre de préférence ni pour l'un ni pour l'autre, pour autant que la dignité humaine soit vraiment respectée et promue... La doctrine de l'Église ne constitue pas une troisième voie entre le *capitalisme libéral* et le collectivisme marxiste, ni même une alternative possible, une porte ouverte à d'autres solutions qui seraient moins opposées l'une à l'autre. Elle est une *catégorie en elle-même* et certainement pas une idéologie »²⁰.

En ce moment de l'histoire du monde (1967), *Populorum Progressio* a situé l'entreprise du développement dans l'ensemble plus large du destin de l'humanité dans et au-delà de l'histoire. Ce faisant, elle a marqué une étape importante en faisant entrer les débats sur le développement dans l'arène de la grande quête de l'humanité qui veut « **une sagesse à la hauteur de ses connaissances** ». Elle le fait en présentant une description précise, à la fois théorique et normative, de ce qui constitue un développement authentiquement humain. Il s'agit d'un véritable défi au modèle actuellement en vogue, une autre voie possible. Elle peut proposer des définitions alternatives du développement, et même des alternatives vers le développement.²¹

Denis Goulet

0-119 Hesburgh Center
University of Notre-Dame
Notre-Dame, IN 46556-5677
USA

19/ JEAN PAUL II, *Sollicitudo Rei Socialis*, n° 4.

20/ *Ibid.*, n° 41.

21/ Voir Robert VACHON, *Alternatives au*

développement: approches interculturelles à la bonne vie et à la coopération internationale, Montréal, Institut Interculturel de Montréal, 1988.

DE POPULORUM PROGRESSIO À NOS JOURS

POINT DE VUE DE L'AMÉRIQUE LATINE

par Franz J. Hinkelammert

Né en Allemagne en 1931, l'auteur a fait des études d'économie. Depuis 1963, il a travaillé en Amérique Latine, au Chili d'abord, puis en Amérique Centrale. Membre de l'équipe du DEI (Département Œcuménique de Recherches) de San José, au Costa Rica, d'où il accompagne la praxis et la réflexion des communautés de base, Franz J. Hinkelammert a écrit de nombreux articles et livres¹.

Le présent article souligne les grands axes de l'enseignement social depuis Vatican II. S'appuyant sur Populorum Progressio et Laborem Exercens, il présente les grandes orientations données par l'Église et les commente avec une sensibilité fortement marquée par les expériences sud-américaines.

L'ENCYCLIQUE DE PAUL VI

priorité à l'homme

Paul VI y expose une vision renouvelée du développement évalué en termes de croissance, non seulement économique, mais aussi sociale et culturelle: « *avoir plus pour être plus* » (6). C'est ce qu'il appelle le « *développement intégral* », au service de la promotion de « *tout homme et tout l'homme* » (14).

Ce faisant, il remet à jour les réflexions en cours, en Amérique Latine et ailleurs, sur la question sociale. Celle-ci, constate-t-il, a pris une dimension mondiale car « *les peuples de la faim interpellent aujour-*

d'hui de façon dramatique les peuples de l'opulence» (6). Une même aspiration habite le cœur de tous nos contemporains: « être affranchis de la misère, trouver plus sûrement la santé, un emploi stable, participer davantage aux responsabilités, hors de toute oppression, à l'abri de situations qui offensent leur dignité d'hommes, être plus instruits, en un mot faire, connaître, et avoir plus pour être plus » (6).

L'encyclique établit un lien entre cette exigence du développement intégral et l'enseignement traditionnel sur le bien commun et la justice: *« Si la terre est faite pour fournir à chacun les moyens de sa subsistance et les instruments de son progrès, tout homme a donc le droit d'y trouver ce qui lui est nécessaire » (22).*

La pensée de Paul VI s'appuie ici sur l'enseignement social de *Gaudium et Spes* tout en préparant le terrain à la réflexion plus systématique de Jean Paul II. Paul VI voit le « *développement intégral* » comme un devoir issu du droit fondamental qu'est le droit à la vie. C'est un « *droit inconditionnel et absolu* », qui inclue le droit à la résistance aux droits privés indûment acquis, affirme avec force le pape s'appuyant sur saint Ambroise: *« Ce n'est pas de ton bien que tu fais largesse au pauvre, tu lui rends ce qui lui appartient. Car ce qui est donné en commun pour l'usage de tous, voilà ce que tu t'arroges. La terre est donnée à tout le monde, et pas seulement aux riches » (23).*

mise en cause du capitalisme

L'encyclique met en rapport le système capitaliste avec les origines du sous-développement. Elle insiste sur le fait que l'industrialisation n'est pas la cause du sous-développement mais, bien au contraire, une condition pour que le développement intégral puisse avoir lieu. C'est sa soumission au gain, en tant que « *motif essentiel du progrès économique* » qui crée le sous-développement.

Ce qui était vrai pour le capitalisme des années 70 dont parle le texte pontifical, l'est a fortiori pour le capitalisme actuel dont les orienta-

1/ *Las armas ideológicas de la muerte*, San José 1977; *Crítica de la razón utópica*, San José 1984; *Democracia y totalitarismo*, San José 1987; *La fe de Abraham y el Edipo occidental*, San José 1991;

Sacrificios humanos y sociedad occidental: Lucifer y la Bestia, San José 1991; *El mapa del emperador*, San José, DEI, 1996.

tions et les conséquences sont encore plus néfastes dans les pays du Tiers Monde. Un changement s'impose de toute urgence dans le système économique et social et « *cette voie vers plus d'humanité demande effort et sacrifice* » (79).

L'ENSEIGNEMENT SOCIAL DE JEAN PAUL II

dignité de la personne humaine

Sa pensée peut être synthétisée en un corpus doctrinal plus élaboré. Me rapportant à *Laborem Exercens* de 1981, je m'efforcerai d'en restituer la tonalité de fond. Si, avant le concile, le pivot de la doctrine sociale était la propriété privée en lien avec l'être humain, désormais la personne en constitue le centre. On y insiste sur le fait que **l'être humain est sujet de sa vie** et que, en tant que sujet, il travaille. L'homme qui travaille est une personne, et en tant que personne, il est sujet de son travail, un sujet qui décide par lui même.

Ce sujet responsable vit en communauté avec les autres, tous appelés à la même dignité. Éboueur, intellectuel, chef d'entreprise, ouvrier, agriculteur ou président, tous ont cette même dignité en tant que sujets, y compris dans leur travail. Le travail doit servir à la réalisation de l'humanité de tous et de chacun. C'est pour cela que tous revendiquent, à juste titre, le droit de travailler et d'obtenir de leur travail le moyen de vivre dignement. Leur travail et les fruits qu'ils en tirent sont au service de leur dignité de personne humaine. C'est la condition sine qua non pour que la société soit humanisée, et elle l'est du fait d'une vraie solidarité entre les hommes. Il s'agit d'une solidarité existentielle, ontologique, pourrait-on dire. Les engagements volontaires de tous l'engendrent et en découlent.

primauté du travail sur le capital

Cette vision du sujet dynamise toute action sur le monde extérieur et se répercute sur lui. Par son travail, l'être humain transforme le cosmos pour subvenir à ses besoins. La production et la distribution sont entièrement destinées à l'ensemble des sujets. *Chacun est appelé à être le véritable agent de cette transformation, son point de départ et d'arrivée.* Tel est le concept de sujet prôné par Jean Paul II. Il a quelque analogie avec celui de personne, mais il met au premier plan le travail

qui permet de subvenir aux besoins de tous. La propriété privée devient seconde.

La doctrine préconciliaire parlait du droit naturel à la propriété privée. Cette expression n'a plus cours dans l'enseignement postconciliaire. Disparaissent également la référence à une priorité du marché sur l'État, ainsi que celle d'une primauté du bien de l'individu sur celui du bien commun. Ce qui compte avant tout c'est la « *primauté du travail sur le capital* » et l'humanisation de la société qui en résulte.

au service de tout homme

La doctrine préconciliaire avait du mal à concevoir la solidarité existentielle entre les hommes. L'enseignement postconciliaire la fonde et la consolide tout à la fois par sa conception du travail: *les fruits produits par tous le sont au bénéfice de tous*. Des relations de solidarité régissent tant la production que la distribution.

Le concept de bien commun se trouve dès lors profondément modifié. Avant le concile, la notion de bien commun sauvegardait la propriété privée et l'économie capitaliste de marché était susceptible de subvenir aux besoins de l'homme. Désormais la relation est inversée. Subvenir aux nécessités de tous devient le critère suprême de toute organisation sociale puisque chacun, par son travail, a droit, ainsi que tous les siens, à conduire sa vie dignement.

Gaudium et Spes définit le bien commun comme « *l'ensemble des conditions de la vie sociale* » (G.S 26) et considère la « *vie et les moyens nécessaires pour la vivre dignement* » comme « *premier* » élément du respect de l'être humain. De ce fait, la propriété privée perd sa suprématie et l'ensemble des institutions est remodelé au service du bien de chacun et de tous.

MISE EN ŒUVRE DU PRINCIPE DE SUBSIDIARITÉ

équilibre marché-planification

Le travail l'emporte sur le capital et la personne sur les biens. Le sujet humain finalise désormais toute institutionnalisation. Il en résulte une

autre formulation du principe de subsidiarité. Un nouvel équilibre entre les institutions doit être trouvé, en particulier entre le marché et la planification. C'est la condition indispensable pour avoir raison du chômage, de la paupérisation et de la dégradation de la nature. Les conditions de cet équilibre sont fondées sur le principe de subsidiarité de l'ensemble institutionnel tout entier au service de chaque homme et de tout homme.

D'après *Laborem Exercens*, cet équilibre marché-planification peut se rompre de deux manières : soit la propriété privée, et donc le marché, l'emporte sur la planification, soit un excès de planification conduit à une bureaucratie excessive qui paralyse les initiatives. Dans les deux cas, l'encyclique parle d' « *économisme* », de rupture de l'équilibre marché-planification, rendant impossible l'humanisation de la société. Le chômage, la paupérisation et la destruction de l'environnement s'ensuivent sans parler de la difficulté d'approvisionnement des marchés de proximité pour tous. Une telle problématique ne se limite pas à l'équilibre marché-planification : elle s'étend à toutes les institutions sociales qui gèrent les rapports entre activités publiques et activités particulières.

institutions sanitaires et éducatives

Dans la hiérarchie des collectivités, chaque échelon doit bénéficier d'une considération à sa mesure, les plus petites unités, parfois les plus démunies, méritant une attention particulière. Les domaines de l'éducation ou de la santé en sont des exemples évidents. Il s'agit d'activités qui doivent atteindre tout le monde de façon universelle, sans discrimination aucune. L'importance des revenus ne saurait en ce secteur entrer en ligne de compte. Cela donne à la santé et à l'éducation publiques une importance capitale. Elles sont les seules aptes à assurer un service efficace et égal pour tous.

Cependant, elles restent aussi soumises au principe de subsidiarité. Si le service public l'emporte sur le privé et, dans de rares circonstances, l'exclut en raison de sa prétention à l'universel, il n'en demeure pas moins toujours voué à la promotion du sujet. Ainsi, pour le respect et la liberté des personnes, en des circonstances particulières, l'existence d'institutions privées continue à être justifiée. La recherche d'équilibre entre secteur public et privé est constante en matière d'éducation et de santé.

action humanitaire, mass media

Il en va de même pour les institutions caritatives. Le service public d'assistance envers tous sera primordial, tandis que des conditions particulières commanderont la nécessité d'institutions privées. L'aide gratuite et spontanée, même celle de la Caritas, devra conjuguer ses efforts avec ceux du Ministère public d'assistance car, seule, elle demeure impuissante à satisfaire tous les besoins et à acheminer assez rapidement les secours aux endroits les plus névralgiques.

Des problèmes identiques sont soulevés à tous les niveaux institutionnels et l'équilibre à trouver n'est jamais atteint. Les mass media et autres moyens de communication exigent des accommodements particuliers. Ils atteignent, en effet, la vie quotidienne et interne des ménages. Leur puissance et leur impact imposent, au nom du respect de tous, des moyens efficaces de contrôle qu'aucune institution privée ne peut assurer.

centralisation et privatisation

Les équilibres déjà évoqués impliquent une réflexion approfondie sur les rapports centralisation-privatisation. On identifie trop aisément centralisation avec intervention publique et décentralisation avec privatisation. L'enseignement postconciliaire relativise cette affirmation. Rien n'empêche, en effet, les pouvoirs publics de décentraliser et certains mécanismes privés d'intervention peuvent tout autant centraliser que décentraliser. Le Pape Pie XI disait la même chose dans son encyclique *Quadragesimo Anno*: « *On peut légitimement réserver aux pouvoirs publics certaines catégories de biens, en particulier ceux qui comportent une prépondérance économique telle qu'il n'est pas possible, sans mettre en danger le bien commun, de la laisser aux mains des particuliers* ».

Cette position de Pie XI nous redit qu'il ne faut pas creuser de fossé entre la doctrine préconciliaire et l'enseignement postconciliaire. La nouveauté vient plutôt d'un changement de tonalité lié, en grande partie, au contexte actuel où certaines institutions privées concentrent une puissance redoutable d'intervention. Seul l'état est en mesure et en droit d'y mettre obstacle. Et que dire en ce temps de mondialisation où l'état lui-même est souvent dépassé par des « *forces anonymes* » agissant sans respect des frontières.

Laborem exercens veut pallier à toutes les retombées néfastes pour l'homme de certaines formes de centralisation comme de privatisation. Elle met en avant « *l'argument personnaliste* » et conteste « *un système de centralisation bureaucratique excessive où le travailleur se perçoit davantage comme l'engrenage d'un grand mécanisme dirigé d'en-haut et – à plus d'un titre – comme un simple instrument de production que comme un véritable sujet du travail, doué d'initiative propre* » (15).

S'appuyant toujours sur le même critère de discernement, Jean-Paul II poursuit : « *Si nous acceptons que, pour certains motifs fondés, des exceptions puissent être faites au principe de la propriété privée – et, à notre époque nous sommes même témoins que, dans la vie, a été introduit le système de la propriété socialisée – l'argument personnaliste ne perd cependant pas sa force... On doit tout faire pour que l'homme puisse conserver, même dans un tel système, la conscience de travailler à son compte. Dans le cas contraire, il s'ensuit... des dommages qui ne sont pas seulement économiques mais qui atteignent tout l'homme* » (15). Les « *forces anonymes* » pas plus que l'état n'ont le droit de tout faire. Le principe de subsidiarité qui gère les institutions est en toutes circonstances incontournable.

accéder à l'autonomie

La conscience de soi et la liberté qui caractérisent celle-ci sont de fait le fruit du caractère humanisant des institutions sociales. Là se trouve le pivot central de l'enseignement postconciliaire : la personne humaine est *sujet autonome* ou doit le devenir si elle ne l'est pas. Aux institutions de promouvoir cette autonomie qui ne peut être réservée à quelques uns. Elle n'a rien d'élitiste et ne saurait être liée à des privilèges inaccessibles. L'économie capitaliste et certaines formes de propriété privées sont loin de la favoriser.

L'enseignement postconciliaire insiste : l'autonomie naît des droits sociaux garantis par une société humanisante, soucieuse de promotion pour tous. C'est à la société d'assurer tout ce qui conduit à la véritable conscience de soi qui définit le sujet libre et responsable : droit au travail, à une vie digne, à la santé, à l'éducation. Cela implique un système public, coopératif ou privé de propriété tel qu'il soit compatible avec les droits du sujet et les garantisse.

Le point-clé de cet enseignement est la personne humaine en tant que sujet d'humanité, conçu non seulement comme un « *moi unique* » mais aussi comme un « *nous de solidarité* », d'intersubjectivité. C'est du sujet en communauté que naît le bien commun finalisant la société vers la promotion de tous et de chacun. Grâce aux équilibres inter-institutionnels dont j'ai parlé, la personne advient dans son autonomie et acquiert les droits fondamentaux qui la garantissent. Le bien commun oriente ainsi toutes les institutions (état, marché, planification...) vers la promotion du sujet ainsi défini. La force humanisante de la société entière fonde la logique des majorités de droit.

une doctrine à mettre en œuvre

Voici résumées, à gros traits, les orientations de l'enseignement social postconciliaire. Les impacts en sont encore peu perceptibles dans le monde actuel. Prises au sérieux elles sont source de remises en cause et de conflits. Aussi, de nombreux courants contraires s'efforcent de les neutraliser pour revenir à une doctrine préconciliaire. Même le pape Jean-Paul II éprouve parfois une certaine retenue à l'égard de concepts qu'il a lui-même introduits. Mais, de fait, il ne s'est jamais rétracté et continue à y croire. La peur des réformes à opérer entraîne souvent à réduire la portée de cet enseignement.

Reconnaissons pourtant qu'il existe dans toute sa rigueur, sa cohérence et ses exigences. C'est un apport substantiel dans la recherche de forces alternatives face à un capitalisme sauvage. La thèse de la force humanisante et de la maîtrise des équilibres interinstitutionnels de la société en est le moteur essentiel. C'est ce qu'on appelle en Amérique Latine la « *subjetividad de la sociedad* », c'est-à-dire une société composée de sujets et non d'hommes-outils.

Franz J. Hinkelammert

*D.E.I
Apartado Postal 389-2070
Sabanilla
San José – Costa Rica*

REGARD D'UN EXÉGÈTE

par Damien Noël

Damien Noël, prêtre du diocèse de Pontoise, est curé d'un groupement paroissial dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et enseignant à l'Institut Catholique de Paris. Docteur en théologie, il a collaboré à la rédaction de plusieurs ouvrages exégétiques¹. Il est l'auteur du Cahier Évangile n° 99, 1997: « Les origines d'Israël ».

Le bibliste fait ressortir combien la Bible manque dans l'encyclique. Ses points d'ancrage sont d'abord puisés dans l'enseignement du magistère. N'y a-t-il pas là une invitation à méditer les Écritures pour découvrir à quel point s'y trouve déployé le projet central de l'encyclique: un message de justice et d'amour au cœur des affaires de ce monde ?

Trente ans après la parution de l'encyclique *Populorum Progressio*, la revue *Spiritus* demande à un bibliste de faire part de ses réactions à la lecture de ce document. L'encyclique traite de sujets complexes qui touchent à bien des disciplines. Simple bibliste, je me suis limité à l'usage que fait l'encyclique de l'Écriture. Cet usage étant fort restreint, je me suis d'abord demandé s'il y avait vraiment de quoi produire un article.

Au fil des lectures et des relectures, le minuscule espace des références scripturaires de *Populorum Progressio* m'est apparu comme **un monde à la fois redoutable et passionnant**. Redoutable parce qu'il s'agit d'un document pontifical, qu'il faut pourtant soumettre à quelques démarches critiques. Passionnant, parce que la poignée de versets bibliques cités par l'encyclique ne se comprend bien, tant dans leur choix que dans la manière dont ils sont cités, qu'en fonction de

nombreux paramètres dont l'appréciation dépasse largement le domaine du bibliste.

Je pars donc de quelques observations très simples et je pose des questions. Quantité et nature des références: citation ou allusion? Ancien ou Nouveau Testament? Position des références dans les paragraphes de l'encyclique: au début ou à la fin d'un développement? Rapport établi entre un développement et la référence biblique qu'il contient: solide ou faible? Contribution qu'apporte la référence au sens et à la portée du texte: pertinente? éclairant? motivant? Après enquête, deux questions demeurent auxquelles le lecteur pourra tenter lui aussi de répondre: l'usage que fait l'encyclique de l'Écriture est-il bon serviteur de son propos? L'Écriture trouve-t-elle son compte dans l'usage qu'en fait l'encyclique?

Même en me limitant aux seules références scripturaires, qui ne sont pourtant pas nombreuses, j'ai dû réduire le parcours à quelques exemples pour rester dans les limites imparties. Le lecteur pourra poursuivre lui-même le travail amorcé ici sur les parties que je n'aborde pas.

POPULORUM PROGRESSIO MANQUE D'ÉCRITURE

Il faut en convenir: *Populorum Progressio* n'est pas un texte nourri d'Écriture. Le lecteur pourra le vérifier en comptant simplement les citations scripturaires. On ne dénombre en effet, dans cette encyclique, que dix citations explicites et cinq allusions mentionnées dans des notes marginales. A l'exception de Gn 1,28 (22), toutes les citations scripturaires proviennent du Nouveau Testament. Les évangiles arrivent en tête, avec cinq citations: Mt 16,26 (40); Lc 12,20 (49); Mt 25,35-36 (74); Mc 8,2 (74); Lc 11,9 (85). Viennent ensuite deux textes pauliniens: 2 Th 3,10 (18); Ep 4,13 (28); puis Jc 2,15-16 (45) et 1 Jn 3,17 (23). Quelques notes marginales renvoient à des textes auxquels il est seulement fait allusion: Lc 7,22 (12); Mt 5,3 (21); Lc 16,19-31 (47); Ep 4,12 (79); Lc 11,9 (85).

1/ *Le Peuple de Dieu et son pauvre dans les codes du Pentateuque*, dans «Les pauvres, un défi pour l'Église», Atelier, 1994, pp 31-39. *Quelle sotériologie dans le livre de la Sagesse?*, dans «La Sagesse biblique de l'Ancien au Nouveau Testament», Lectio

Divina n° 160, 1995, pp 187-196. *L'Israël ancien était-il théocratique?*, dans Transversalités, Revue de l'Institut Catholique de Paris n° 57, 1996, pp 199-212.

Écriture au compte-gouttes

Une deuxième observation montre que l'Écriture est souvent citée sous forme fragmentaire et, surtout, de manière extrinsèque par rapport à la ligne inspiratrice de *Populorum Progressio*. On a l'impression que les citations sont invoquées après coup, comme pour assurer le propos en lui cherchant de temps à autre un point d'appui dans l'une des références fondatrices du discours chrétien. Visiblement, *Populorum Progressio* n'est pas un texte qui tire sa substance de l'Écriture. Son inspiration est davantage d'ordre humaniste, socio-économique et pastoral au sens large du terme. Ses points d'ancrage sont à chercher pour l'essentiel dans l'enseignement du Magistère sur les affaires humaines dont il est fait mémoire au n° 2, ainsi que dans *Gaudium et Spes*.

L'une des raisons de cette indigence dans la référence à l'Écriture tient sans doute à un procédé qui se rencontre fréquemment dans ce genre de document : la citation fragmentaire. A plusieurs reprises, comme on le verra, l'Écriture est citée ou évoquée en fin de paragraphe, ce qui fournit un indice quant au mode de production du texte. Si l'Écriture est invoquée après coup pour appuyer le propos, une fois mis au point le corps du texte, on peut s'interroger sur la solidité du rapport établi entre le corps du texte et la citation. Le procédé inverse qui consisterait à prendre un texte scripturaire comme point de départ est plus rare (Gn 1,28 au n° 22). Ceci n'implique pas d'ailleurs, que cette seconde manière soit forcément meilleure que la première.

conséquences de cet usage

L'usage généralisé de la citation fragmentaire comme seule référence à l'Écriture n'est pas sans conséquences. Une citation ponctuelle effectuée par un texte du magistère laisse à penser que, sur un point précis, toute l'Écriture se résume aux quelques mots qui en ont été retenus. Or, manifestement, il s'agit d'un procédé réducteur. Et sur des sujets tels que ceux qui sont traités par *Populorum Progressio*, l'Écriture nous en dit bien plus que l'ensemble des citations bibliques de l'encyclique.

D'autre part, le procédé de la citation fragmentaire engage une interprétation qui reste souvent implicite. En Église, le magistère a charge d'interpréter l'Écriture. L'inconvénient consiste ici à citer des textes sans préciser, un tant soit peu, l'angle sous lequel ils deviennent pertinents pour fonder ou illustrer le propos. Une encyclique ne peut guère

s'attarder à ce genre de considérations. Chose plus importante peut-être, le choix des références et les commentaires qui les accompagnent parfois laissent toujours transparaître une tendance de lecture. Cette tendance rend-elle justice et au propos tenu et au texte cité ? Le ton parfois sentencieux, voire moralisant qui pointe d'une référence et de son commentaire n'est pas du meilleur effet (voir par exemple la citation de 2 Th 3,10 au n° 18, qui n'apporte rien de plus au texte).

un verset peut cacher un livre

Certes, en ce qui concerne le Nouveau Testament, on retrouve dans *Populorum Progressio* les citations « classiques » sur la richesse et la pauvreté, en particulier Mt 25 et Jc 2. Mais le défi que lance la pauvreté à l'évangélisation n'est évoqué que de manière allusive au n° 12, avec simple renvoi en note à Lc 7,22. Or, ce même défi est pourtant l'un des ressorts de l'évangile de Luc pris dans sa totalité. De même qu'il est spécialement pris en compte par le courant paulinien si l'on en croit Ga 2,10 (TOB) : « *Simplement nous aurions à nous souvenir des pauvres, ce que j'ai eu bien soin de faire* », et 1 Co 11,22 : « *Ou bien méprisez-vous l'Église de Dieu et voulez-vous faire affront à ceux qui n'ont rien ?* ». Sur ce point, *Populorum Progressio* est peut-être moins sensible que nous le sommes devenus aujourd'hui au défi majeur que les pauvretés adressent à la crédibilité de l'annonce chrétienne.

DÉVELOPPEMENT DES PEUPLES : INCONNU DANS L'ÉCRITURE !

Une autre explication de la carence scripturaire de cette encyclique, tient au fait que le concept même de *Populorum Progressio*, progrès ou développement des peuples, n'est pas un concept directement biblique. Certes, au n° 22, l'encyclique invoque Gn 1,28 : « *Emplissez la terre et soumettez-la* » pour donner un point d'appui à la doctrine de la destination universelle des biens qui est un point bien connu de l'enseignement de Vatican II (*Gaudium et Spes* 69, 1). Cette interprétation est sans doute légitime, mais nous percevons mieux aujourd'hui qu'elle ne s'inscrit pas vraiment dans la visée principale du premier chapitre de la Genèse, même relu en perspective chrétienne.

Les crises successives qui frappent l'économie mondiale se sont déclenchées à partir de 1973. La situation mondiale telle qu'elle est

décrite et évaluée dans l'encyclique n'était pourtant pas brillante à l'époque. Mais le Nord de la planète avait encore conscience de vivre une phase ascendante et quelques expériences conduites dans l'autre hémisphère, d'ailleurs mentionnées par l'encyclique, s'avéraient riches de promesses. Dans quelle mesure ce contexte a-t-il influencé la conception de *Populorum Progressio* en 1967 ? Il appartient à l'historien, au sociologue, à l'économiste et à l'expert en documents pontificaux de répondre à cette question. Le bibliste ne peut que constater la distance qui sépare le sujet de l'encyclique de l'ensemble de l'Écriture, distance qui lui semble rendre compte pour une part de la difficulté qu'éprouve *Populorum Progressio* à trouver ses marques dans la Bible.

et l'Ancien Testament ?

Le bibliste remarque naturellement *l'absence presque totale de l'Ancien Testament*, puisque l'encyclique ne cite que Gn 1,28. Or, en ce qui concerne la pauvreté et la richesse, c'est pourtant dans l'Ancien Testament que s'élabore le langage de la Révélation. On comprend qu'un document du magistère à visées concrètes ait autre chose à faire que de développer une synthèse de théologie biblique. Quelques citations de la Loi, des Prophètes et des Écrits pourraient néanmoins s'avérer utiles et éclairantes. Ce manque d'arrière-fond vétéro-testamentaire se fait particulièrement sentir dans les parties de l'encyclique qui développent un enseignement fondamental.

Prenons par exemple le n° 23 qui traite de la tension entre propriété privée et bien commun. Le texte commence par une citation de 1 Jn 3,17 : « *Si quelqu'un, jouissant des richesses du monde, voit son frère dans la nécessité et lui ferme ses entrailles, comment l'amour de Dieu demeurerait-il en lui ?* ». Sont ensuite globalement évoqués les Pères de l'Église dont on rappelle « avec quelle fermeté » ils ont pris position sur ce sujet. Ces références peuvent paraître suffisantes au lecteur qui estime, inconsciemment peut-être, que l'essentiel se trouve ailleurs et qu'il n'est nullement nécessaire de remonter jusqu'à Mathusalem pour trouver les motifs de la lutte contre un scandale qui date de la nuit des temps.

On notera cependant que la question posée par 1 Jn 3,17 s'inscrit dans un courant bien attesté tout au long de la Bible, dans toutes ses parties, et que Jean n'est nullement l'inventeur d'un thème qu'il reformule

à la lumière de l'amour de Dieu désormais manifesté en Jésus-Christ. Derrière cette simple citation, il y a tout le combat des prophètes qui se sont impliqués, au nom de la Parole de Dieu, dans la reconnaissance du droit du pauvre. Pourquoi ne pas les avoir évoqués, ne serait-ce que globalement, au même titre que les Pères de l'Église ? Pourquoi ne pas avoir cité non plus l'un ou l'autre verset du Deutéronome, un livre spécialement attentif au droit du pauvre ?

L'absence d'Ancien Testament risque de couper le propos que développe cette encyclique de la longue histoire du Peuple de Dieu. Car les fondements des positions prises par ce document s'inscrivent eux-mêmes dans une histoire souvent dramatique où rien n'est jamais acquis, où tout se paie au prix du sang comme le montre l'épisode de la vigne de Nabot (1 R 21). La tradition d'une parole de justice n'a rien à voir avec la mise au point progressive d'un théorème dont l'application serait automatique une fois trouvée la bonne formule. Partant de là, le bibliste en vient même à s'interroger sur le modèle d'histoire humaine sous-jacent à l'encyclique. Mais il touche ici à un domaine qui n'est plus le sien.

CHOCS EN RETOUR

A plusieurs reprises (40, 41, 42, 47, 49), l'encyclique précise le type d'humanisme qu'elle appelle à promouvoir. Il lui faut alors, tout en soulignant la nécessité d'un progrès matériel, marquer les insuffisances d'un progrès qui ne serait que matériel. Le seul humanisme digne de ce nom est un humanisme ouvert à l'Absolu (42). Au n° 47, on peut même lire : *« Il ne s'agit pas seulement de vaincre la faim ni même de faire reculer la pauvreté. Le combat contre la misère, urgent et nécessaire, est insuffisant »*. Ces affirmations sont fortes. Ont-elles besoin de démonstration ? Que trouve-t-on comme citations scripturaires dans ces paragraphes ?

Au n° 40, la citation de Mt 16,26 : *« que servirait à l'homme de gagner l'univers, s'il vient à perdre son âme ? »* conclut une mise en garde que l'encyclique adresse aux civilisations tentées de sacrifier leurs valeurs culturelles en échange des seuls biens matériels. L'appui qu'apporte la citation à cette mise en garde fait un peu figure d'argument ad hominem. On peut cependant concéder que, dans la perspective de *Populorum Progressio*, l'élargissement aux peuples d'un enseignement du Christ destiné à des personnes ne sonne pas faux.

Au n° 47, l'allusion à la parabole de Lazare et du riche (Lc 16,19-31) s'inscrit dans un passage important où l'encyclique souligne les insuffisances du seul progrès matériel. On s'attendrait ici à quelque chose comme « *l'homme ne vit pas seulement de pain* » (Dt 8,3 ; Mt 4,4 ; Lc 4,4). Mais après avoir posé le principe de ces insuffisances, le texte brosse un tableau eschatologique du monde à construire où sont dépassées race, religion, nationalité et servitudes en tous genres, « *où le pauvre Lazare puisse s'asseoir à la même table que le riche* ». Ce saut eschatologique inattendu court-circuite le développement amorcé. Mais cet inconvénient reste mineur en comparaison du rebondissement moralisant qu'effectue le texte sur la figure du riche : « *Cela demande à ce dernier beaucoup de générosité, de nombreux sacrifices, et un effort sans relâche. A chacun d'examiner sa conscience, qui a une voix nouvelle pour notre époque* ». On peut regretter que ce paragraphe qui partait très fort s'achève sur ce genre de conclusion. Pareil langage « ecclésiastique », outre qu'il émousse la pointe de la parabole évangélique, ne convient pas à toutes les sensibilités, loin s'en faut, et quelle que soit sa part de vérité.

C'est encore un texte de Luc qui conclut le n° 49 où il est question du superflu. « *Le superflu des pays riches doit servir aux pays pauvres* ». Dans le cas contraire, les riches ont tout à redouter, et le texte de verser ici dans l'apocalyptique : « *le jugement de Dieu et la colère des pauvres aux imprévisibles conséquences* ». La conclusion est laissée à Lc 12,20 : « *Dieu lui dit : insensé, cette nuit même on va te redemander ton âme* ». Là encore, le texte qui part sur du concret – encore serait-il intéressant de prendre l'avis des économistes sur le principe énoncé au plan moral – n'atteint pas la conclusion qui nous semblerait la plus pertinente.

L'examen de ces quelques exemples nous confirme dans l'idée que *Populorum Progressio* ne fait pas toujours les meilleurs choix de citations scripturaires pour appuyer son texte, ou qu'elle n'en tire pas toute la force. Nous constatons, au passage, que l'usage de l'Écriture est chose fort délicate y compris pour le Magistère. Mais nous sommes plus vieux de trente années et nous réagissons avec notre temps et d'autres acquis.

une belle idée, une belle absence

A deux reprises, l'encyclique évoque **la présence nécessaire de sages** pour la bonne marche du monde. Une première fois au n° 40 qui cite Gaudium et Spes 15,3 : « *L'avenir du monde serait en péril, affirme gravement le Concile, si notre époque ne savait pas se donner des*

sages ». Une seconde fois au n° 85 dans un appel explicite du pape : « *Nous convoquons les hommes de réflexion et les sages, catholiques, chrétiens, honorant Dieu, assoiffés d'absolu, de justice et de vérité : tous les hommes de bonne volonté* ».

Pas plus que *Gaudium et Spes*, *Populorum Progressio* n'indique la source de cette inspiration. En conséquence, tant dans le document conciliaire que dans l'encyclique, la présence requise de sages pour la bonne marche du monde apparaît comme un simple thème humaniste sans plus. Or, ce thème, il appartient bel et bien à l'Écriture. Ne lit-on pas en Sg 7,24 : « *La multitude des sages, au contraire, assure le salut du monde, et un roi avisé, le bien-être d'un peuple ?* ». Le thème des sages, évoqué par deux fois dans l'encyclique, était justement l'un de ceux qui existent déjà dans la Bible. Et s'il est une section de l'Écriture on ne peut plus proche d'un point précis de *Populorum Progressio*, c'est bien Sg 6-9. La citation que fait le n° 85 de Lc 11,9 : « *Cherchez et vous trouverez* », se comprend certes fort bien dans le contexte, mais il faut reconnaître que Sg 7,24 brille par son absence.

relire la Bible à partir de l'encyclique

L'ancrage biblique et l'usage que fait l'encyclique de l'Écriture ne sont pas les points forts de ce document, soit. Mais l'essentiel n'est-il pas de regarder le monde d'un œil autre que pessimiste et de nous y engager, ce à quoi nous conviait Paul VI en 1967 ? On pourra sans doute estimer que les documents du magistère qui traitent de l'annonce de l'Évangile au sein des affaires humaines ne rendent pas toujours justice à l'Écriture. Leur principal effort réside dans l'élaboration d'une parole la plus proche possible de la réalité décrite, quitte à laisser s'introduire quelques distorsions entre des analyses qui se veulent soignées, des suggestions qui se veulent réalistes et un jeu de références qui reste marqué par des habitudes. L'impulsion donnée par *Populorum Progressio* il y a trente ans nous incite encore, aujourd'hui, à relire la Bible.

Damien Noël

*Presbytère
10, avenue Louis Lecoq
95490 Vauréal*

BIBLIOGRAPHIE

En complément de ce dossier consacré au trentième anniversaire de Populorum Progressio, Spiritus tient, au début de cette bibliographie succincte, à présenter l'ouvrage écrit en collaboration et publié sous la direction de Claude ROYON et de Robert PHILIBERT :

LES PAUVRES, UN DÉFI POUR L'ÉGLISE

Cet ouvrage livre les travaux d'un « Séminaire interdisciplinaire de la Faculté de Théologie de l'Institut Catholique de Lyon ». Il ne se présente pas comme une nouvelle réflexion sur la charité mais prétend bien montrer que l'Église, si souvent éloignée des pauvres, ne peut pas se penser sans eux. Les pauvres et les exclus ont bien une place dans l'Église, mais autre que celle qu'on aurait pu imaginer.

Trois années durant, une trentaine d'auteurs : hommes de terrain et universitaires se sont côtoyés. Le résultat est là, en quatre dossiers : bible, histoire, réalisations ecclésiales actuelles, essais théologiques. Dès l'avant propos, il est bien précisé que, délibérément, les auteurs ont voulu, en priorité, cibler **la pauvreté économique** : défi capital pour l'Église et la théologie. Comment l'Église s'est-elle définie et comment est-elle appelée à se définir dans sa relation à ces pauvres ? La réponse est donnée dans une citation de Julio de Santa Anna : « **L'Église qui n'est pas l'Église des pauvres, met en sérieux péril son caractère ecclésial** ». (El desafío de los pobres a la Iglesia, *Editorial universitaria centroamericana*, 1977, p. 37)

À partir de ce point qu'ils appellent « **une hypothèse modifiée** », les auteurs ont mené leur réflexion, chacun apportant sa touche personnelle. Le résultat est un ouvrage de grande valeur : études bibliques, études historiques, analyses de réalisations concrètes, essais théologiques. La route est ouverte pour une élaboration plus complète de cette « hypothèse modifiée ». L'Église n'est donc plus à considérer comme une organisation « *qui prend soin des pauvres* », mais comme une « *Église de pauvres* » qui, dans la certitude de la présence de son Seigneur, prend conscience des appels actuels de l'Esprit.

Éditions de l'atelier, 1994, 553 p.

QUELQUES OUVRAGES DES DIVERS CONTINENTS

COSMAO Vincent:

- *Développement et foi*. Paris – Cerf, 1972.
- *Nouvel ordre économique*. Paris – Chalet, 1978.
- *Changer le monde*. Paris – Cerf, 1979-1981.
- *Un monde en développement ?* Paris, Éd. ouvrières, 1984.

ELA Jean-Marc: *Afrique: l'irruption des pauvres. Société contre ingérence, pouvoir et argent*. L'Harmattan, Paris, 266 p.

Actes de la XII^e Semaine Philosophique de Kinshasa (avril 1992).
«*Tradition, spiritualité et développement*». Coll. «Recherches philosophiques africaines», n° 22. Facultés Catholiques, Kinshasa, 1993, 352 p.

AMALADOSS Michael: *A Call to Community, The Caste System and Christian Responsibility*. «Jesuit Theological Forum Studies», n° 5. Gujarat Sahitya Prakash, Gujarat, 1994, 159 p.

DORR Donald: *Option for the Poor. A Hundred Years of Vatican Social Teaching*. Orbis Books, New York, 1992, ix, 433 p.

WILFRED Felix: *From the Dusty Soil. Contextual Reinterpretation of Christianity*. «Asian Theological Search», n° 4. University of Madras, Tirucharapalli, 1995, 356 p.

GUTIERREZ Gustavo: *Las Casas. In Search of the Poor of Jesus Christ*. Orbis Books, New York, 1993, xx, 682 p.

Signalons aussi une «**Session de Formation aux Réalités Internationales**», les 20, 21, 22 octobre 1997, sur le thème de «*L'élimination de la pauvreté comme impératif éthique, social, politique et économique*».

*Centre Catholique International de Genève
1, rue de Varembé, 1211 – Genève 20.*

CHRONIQUE

CONVERSION COMMUNAUTAIRE

DANS LE NORD-EST DE L'INDE

par Thomas Menampampil

Évêque de Guwahati, dans la province de l'Assam, en Inde, Thomas Menampampil exerce son ministère au contact des tribus de région, parmi les plus pauvres du pays.

Il témoigne ici d'un mouvement de « conversion communautaire » et plaide pour la légitimité de cette démarche dans des milieux populaires dont c'est toute la mentalité qui est ainsi structurée.

Un rappel du dernier numéro de Spiritus où le thème de la conversion a été largement évoqué.

UNE HISTOIRE MOUVEMENTÉE

les fondateurs

En février 1854, deux prêtres des Missions étrangères de Paris faisaient route dans l'est de l'Himalaya, le long de la rivière Lohit aux nombreux méandres. Partis de Saikhowaghat (Assam), ils tentaient d'atteindre le Tibet pour prendre en charge le territoire qui leur avait été confié. Depuis 1851, le Père Krick avait tenté d'entrer dans ce pays interdit à partir de Dibrugarh, mais, chaque fois, il avait échoué. Ses confrères avaient fait la même tentative à partir de Guwahati et Mangaldai, mais sans plus de succès. Cette fois, le but semblait à leur portée.

On raconte que ces héros, les Pères Krick et Bourry, arrivèrent au village de Somme avec un sentiment de triomphe. Ils ne réalisaient

que très peu ce qui les attendait. Rattrapés par Kaisha, chef Mishmi, qui voulait les dépouiller de ce qu'ils possédaient, ils furent ignoblement assassinés dans la bagarre qui s'ensuivit. Les deux missionnaires martyrs auraient difficilement pu prévoir que le pays qu'ils avaient arrosé de leur sueur pendant quatre ans et consacré par leur sang deviendrait en un siècle et demi une chrétienté florissante avec trois provinces ecclésiastiques, dix diocèses et un million de chrétiens.

Seize ans après le départ des MEP, l'Assam, région de l'Inde orientale, fut confiée aux Missions Étrangères de Milan. Pendant 18 ans, de 1872 à 1890, le père Jacopo Broy s'occupa de cet immense territoire jusqu'au moment où le Saint-Siège a demandé à la Société du Divin Sauveur d'en reprendre la responsabilité. Pendant le quart de siècle suivant, ces courageux pionniers défrichèrent un terrain extrêmement difficile et plantèrent une communauté chrétienne petite mais vigoureuse : 2 000 chrétiens dispersés sur les collines Khasi (aujourd'hui l'État de Meghalaya) et dans les plaines de l'Assam.

une première tempête

La première guerre mondiale mit un terme abrupt à cette entreprise si prometteuse. Tout le groupe des missionnaires allemands fut interné par les autorités britanniques. Des Jésuites belges de Calcutta vinrent au secours de ces missions en danger et leur zèle fit que le nombre des membres du troupeau s'accrut grandement. En 1922, les chrétiens étaient déjà plus de 5 000. Les Jésuites ne purent pas rester très longtemps dans cette région, engagés qu'ils étaient dans les missions du Bengal-Bihar, spécialement à Chota Nagpur. Vers la fin de 1922, ils se retirèrent de l'Assam et remirent la totalité de l'œuvre aux Salésiens de Don Bosco.

Mgr Louis Mathias fut nommé préfet apostolique d'Assam, Manipur et Bhutan en 1923. Homme d'une grande largeur de vue, il déployait une intense activité. Il lança des missionnaires aussi dynamiques que les pères Vendrame et Piasecki. Très vite, s'ouvrirent plusieurs postes de mission : Jowai, Dibrugarh, Tezpur, Tura. En 1932, le nombre des catholiques était de 18 000 pour cette préfecture. Deux ans plus tard, l'Assam devint diocèse. L'année suivante, Mgr Stephen Ferrando fut nommé évêque de Shillong, en remplacement de Mgr Luis Mathias, transféré à l'archevêché de Madras-Mylapore.

l'épreuve de la deuxième guerre mondiale

La deuxième guerre mondiale fit souffler une seconde tempête sur la jeune mission. Les missionnaires allemands et italiens furent internés dans des camps de concentration. Ceux qui étaient originaires d'autres pays assurèrent pourtant l'essentiel du travail. Fait étonnant, à la fin de la guerre, la communauté chrétienne comptait 70 000 membres. En 1951, un nouveau diocèse fut créé en Assam à Dibrugarh avec Mgr O. Marengo comme premier évêque. Lorsque Mgr Joseph Mittathany fut consacré à Tezpur en 1969, il était le premier membre du clergé diocésain de la région à devenir évêque.

le temps de la moisson

Cette croissance de l'Église s'accéléra encore dans les années suivantes : plus de cent mille en 1959, deux cent mille en 1968, quatre cent mille en 1979, plus de sept cent mille en 1990, un million en 1997. En bref, pendant les 35 dernières années, le nombre des chrétiens avait décuplé. D'autres diocèses avaient vu le jour : Tezpur en 1964 ; Silchar en 1969 ; Kohima en 1973 ; Tura en 1973 ; Imphal en 1980 ; Diphu en 1984 ; Guwahati en 1992 ; Agartala en 1996. En 1969, Shillong devint archidiocèse, ainsi que Guwahati et Imphal en 1994.

On peut s'attendre à ce que ce rythme s'accélère encore dans les années à venir. En vingt ans, de 1974 à nos jours, le nombre des chrétiens de Tura est passé de cinquante mille à cent cinquante mille. Depuis 1977, en vingt ans également, le nombre des catholiques à Arunachal Pradesh a été multiplié par cinquante passant de deux mille à cent mille.

UN ESSAI D'EXPLICATION

le zèle des missionnaires

Il n'est pas facile d'identifier les raisons de cette croissance étonnante de l'Église catholique dans le Nord-Est de l'Inde au long du siècle dernier, spécialement durant ces trente dernières années. Un facteur est pourtant évident, c'est le zèle des missionnaires, zèle qui suscitait l'enthousiasme. Ils savaient comment annoncer l'Évangile en tenant compte du génie de ce peuple. L'enthousiasme a toujours été la qualité essentielle qui rend crédible les missionnaires. Comment résister à la conviction qu'ils

avaient de porter en eux des trésors et au zèle qu'ils mettaient à vouloir les partager? C'était déjà vrai de Paul comme le décrivent les Actes des Apôtres. Cela le fut aussi pour tous les missionnaires qui ont réussi à intéresser des communautés entières au message de Jésus.

Convaincus de la valeur inestimable de ce qu'ils offraient, les missionnaires étaient aussi pleins d'admiration pour le peuple au service duquel ils œuvraient et qu'ils aimaient. Ils ne se contentaient pas de respecter leurs traditions mais faisaient de leurs cultures des alliées dans la présentation de la Bonne Nouvelle du Christ. Leur approche tenait compte du caractère communautaire des groupes tribaux et les gens y répondaient en tant que communautés, non en tant qu'individus isolés. Les missionnaires parlaient à «l'âme collective» des communautés qu'ils étaient venus servir et montraient comment l'Évangile, non seulement renforçaient leur caractère propre, mais les aidait aussi à construire leurs destinées.

l'engagement des laïcs

Un autre facteur important pour la croissance de l'Église dans cette région a été la participation ardente des laïcs, et spécialement des jeunes, dans l'effort de tous. Ils ont porté la foi bien au-delà des lieux que les missionnaires, indiens ou étrangers, pouvaient atteindre. La croissance de l'Église d'Arunachal Pradesh constitue un exemple unique de ce qu'a pu faire, par lui-même, le laïcat de la région. Lorsqu'en 1992, le père P.K. Georges, premier prêtre catholique à s'installer dans ce territoire, s'établit dans le village de Borduria, il y avait déjà plus de 60 000 personnes qui avaient accepté la foi chrétienne. Beaucoup d'entre elles avaient été baptisées par des laïcs. Ces chrétiens avaient développé une spiritualité basée sur la Parole de Dieu et savaient comment se nourrir de sa force lorsque, pendant de longues périodes, ils ne pouvaient recevoir les sacrements. Étonnante croissance de l'Église dans le Nord-Est de l'Inde que l'on peut vraiment qualifier de **«miracle du laïcat»**.

la sociologie a-t-elle sa place dans cette analyse?

Les explications données ci-dessus pourront peut-être apparaître à certains comme trop simplistes ou partiales. N'y aurait-il pas aussi des explications sociologiques? Quelles contraintes historiques peuvent bien avoir conduit à cet événement sans précédent? Il m'est impossible d'accepter une attitude qui adopterait l'explication sociologique comme la seule crédible et qui ne verrait dans toute explication religieuse qu'une élucubration d'esprits sans intelligence. Tout événement reli-

gieux est aussi un événement humain, et une explication sociologique ou psychologique est toujours possible. Mais, si cela peut présenter des éléments intéressants, on ne peut jamais le considérer comme une explication répondant de tous les aspects de la réalité.

Dans son « Étude de l'histoire », Arnold Toynbee avance une théorie selon laquelle les religions supérieures sont les produits de prolétariats internes aux sociétés en butte au déclin de leur civilisation. Le christianisme ne serait-il alors rien d'autre que le soupir plein de frustration d'un peuple diminué vivant le déclin de l'empire romain ? Marx pensait que la religion était l'opium du peuple. La foi religieuse ne serait-elle qu'une sorte de sédatif spirituel pour les masses populaires en dépression ?

Si nous y réfléchissons sérieusement, nous pouvons certainement trouver une explication sociologique à chacun des événements, à chacun des courants de pensée de l'histoire du Salut : la révolte des Israélites contre les Égyptiens, la colonisation de Canaan, les attentes eschatologiques d'Israël rongé par son frein sous la domination des Romains, la réponse spontanée des basses classes au message de Jésus et la croissance rapide du christianisme, les hérésies, l'émergence et le déclin des congrégations et des mouvements religieux, les fluctuations du nombre des vocations et, actuellement, l'intérêt du Tiers-Monde pour le christianisme. Mais, en même temps, si nous n'admettons pas la réalité de forces plus profondes, au travail au cœur de l'humanité et de l'évolution historique des sociétés, nous restons aveugles à des choses plus fondamentales.

des convergences entre culture et message

Ceci dit, je peux essayer de présenter certaines explications sociologiques à cette réponse enthousiaste que les communautés tribales ont réservé au message chrétien. Leur *système de valeurs est très proche* des valeurs qui ont surgi dans les premières communautés chrétiennes : un certain sens de l'égalité, des traditions démocratiques, l'habitude de discussions ouvertes et franches, l'honnêteté et la loyauté, des relations simples et sans affectation. En adoptant le christianisme, ces tribus n'avaient pas l'impression d'accepter quelque chose d'aliénant. Au contraire, c'était comme si elles avançaient simplement dans les valeurs qu'elles avaient toujours aimées.

De même, *le langage symbolique de la Bible* a exercé une grande attraction sur elles. Je suis bien placé pour savoir que, lorsque l'on a

ses racines dans une telle culture, on comprend spontanément le contenu caché de tant de passages de l'Écriture prétendument insaisissables et cela, bien mieux que le savant érudit, individualiste par son éducation et sa vision de l'univers.

affirmation de leur identité

L'explication sociologique que j'avance le plus souvent est la suivante. Les tribus du Nord-Est de l'Inde se rattachent au tronc mongolique et sont culturellement très différentes des autres communautés du pays. Sans doute, l'acceptation du christianisme a été pour elles un puissant moyen de s'affirmer. « Nous sommes différents de vous et nous voulons l'être ». De toutes façons, s'il n'y avait pas eu de mission chrétienne dans la région, ces tribus auraient certainement trouvé un autre chemin pour affirmer leur identité.

LA CONVERSION

En général, dans un pays comme l'Inde, on évite le mot « conversion ». Il est trop souvent mal compris. Par quel moyen amener quelqu'un à la conversion ? S'agit-il de prosélytisme agressif : un effort pour pousser quelqu'un à accepter votre religion par la force, la fraude ou par contrainte ? S'agit-il d'une sorte de lavage de cerveau ? Pour beaucoup, le mot conversion implique des connotations de ce genre. Dans le contexte chrétien, il s'agit du chemin par lequel Dieu attire son peuple à lui. C'est le résultat d'une rencontre avec Dieu, et chaque rencontre est unique. Paul, Augustin, Ignace de Loyola ont essayé de décrire leur conversion. Elles étaient toutes différentes.

un événement difficile à cerner

Décrire la conversion d'une personne ne peut être qu'une approche partielle : il y manquera toujours l'expérience intérieure profonde vécue par cette personne. Les descriptions faites par les convertis eux-mêmes sont tout autant partielles car beaucoup d'entre eux ont écrit bien longtemps après l'expérience vécue. Ils ne font que donner une sorte de compte-rendu de leur évolution, mais avec une sagesse acquise ultérieurement. Si nous voulons cerner l'événement-conversion au plus près, il apparaît qu'il est enveloppé d'éléments que l'on ne peut décrire, non qu'ils soient trop personnels, mais parce que le converti lui-même semble n'être que le spectateur de ce qui lui arrive. Il y a manifestement là la trace du tra-

vail d'une Force supérieure. Cela vaut également des conversions de groupes ou de communautés. Au cours de l'événement, on n'y voit pas clair et si l'on prend de la distance, la vision est souvent partielle et unilatérale, et les descriptions superficielles et teintées de préjugés.

J'aimerais ici citer Tite Tienou : « *L'histoire du christianisme nous enseigne que la christianisation n'est jamais un processus terminé. Il n'y a jamais un moment où le christianisme est finalement et totalement établi. Il faut toujours conserver la vitalité de la foi* ». Personne n'a reçu le privilège de pouvoir porter des jugements sur les chemins que d'autres suivent vers Dieu ni sur la valeur des décisions qu'elles ont prises. Je ne voudrais certainement pas me porter volontaire pour le faire. Je préférerais m'agenouiller et louer le Seigneur pour les merveilles qu'il fait au milieu de nous, marquer beaucoup de respect aussi pour les groupes et les communautés qui ont opté pour lui d'une manière parfaitement enviable.

une décision communautaire est-elle valable ?

Je voudrais, tout d'abord, mettre en doute le présupposé moderne qui veut que, pour ce qui est de la religion, *un choix personnel et individuel* est de loin plus parfait *qu'une décision communautaire ou collective*. L'erreur et la sagesse peuvent être présentes de part et d'autre. Aucune alternative ne l'exclut automatiquement. Les groupes tribaux ont manifestement une préférence naturelle pour les décisions prises en communauté, après que le pour et le contre aient été soupesés, eux aussi, en communauté. Beaucoup de décisions individuelles peuvent n'être que l'aboutissement ou l'actualisation d'une décision prise explicitement ou tacitement par une communauté. L'option qu'a faite Constantin du christianisme était la conclusion du questionnement de la société romaine confrontée depuis trois siècles à la nécessité de choisir. L'acceptation du Christ par Clovis marquait la fin d'une période d'incertitude pour les Francs et les a lancés dans une direction toute nouvelle. Clovis représentait la personnalité collective de la nation franque et il fit ce choix en son nom.

De tels arguments pourront paraître non-convaincants aux personnes conditionnées par le courant de pensée individualiste du monde occidental. Elles feraient bien de se souvenir des paroles de Leslie Newbigin : « *Pour ceux et celles qui n'ont pas vécu dans un monde culturel autre que l'Occident contemporain, il est très difficile de se rendre compte que leur univers culturel ne constitue jamais qu'une seule des nom-*

breuses cultures tribales du genre humain ». Il faudra, sans doute, beaucoup de temps à l'Occident pour percevoir clairement cette vérité. Il faudra sans doute que les musulmans, les adeptes du confucianisme, les chrétiens de l'Est ou les tribus traditionnelles, grâce à leur vision des choses, commencent à exercer une influence plus importante sur les grandes questions du monde. Ce jour n'est pas aussi loin qu'on le pense.

Même dans la mémoire occidentale, les décisions collectives en matière de religion existent et leur présence n'est pas négligeable. Il y a eu autrefois les événements du Sinaï et de la Pentecôte, et aussi tous les mouvements religieux qui ont culminé dans la Réforme. Aujourd'hui encore, ceux et celles qui conjuguent leurs efforts pour promouvoir l'unité dans l'Église considèrent que, dans le domaine de la foi, une décision communautaire est parfaitement légitime. Ils œuvrent pour que surgisse cette décision au niveau de l'Église universelle, une décision dans laquelle leur propre communauté chrétienne serait impliquée.

J'espère ne surprendre personne en disant que les communautés tribales traditionnelles aiment prendre ensemble leurs décisions en matière de religion, que ce soit en petits groupes ou en communautés beaucoup plus larges. A Mizoram et Nagaland pendant la première partie de ce siècle, et à Arunachal Pradesh ces dernières années, de grandes foules, des villages entiers ont opté pour le Christ. Il peut être important de relever que nos frères protestants attirent quatre personnes au christianisme pendant que nous, catholiques, nous n'en touchons qu'une seule. Ils sont environ quatre millions dans la région alors que nous ne sommes qu'un million. L'ardeur de leur laïcat est inestimable. Nous avons beaucoup à apprendre d'eux, et surtout l'art qu'ils déploient pour annoncer l'Évangile aux masses.

TRANSFORMATION

Une vraie conversion influence normalement les personnes et les communautés tout entières dans tous les aspects de leur vie: expériences, comportements, philosophie de la vie, objectifs, façons de voir les choses, styles de vie, attitudes. Le converti entre dans une nouvelle existence où tout s'unifie. Il acquiert une nouvelle vision de la réalité, une nouvelle compréhension des valeurs qui fondent sa vie. Les communautés sont recentrées, réunifiées de l'intérieur. Elles se développent, convaincues d'être appelées à un avenir enthousiasmant. C'est

assurément le plus grand apport du christianisme aux tribus récemment évangélisées. Elles y trouvent une nouvelle identité tout en assurant leur propre continuité. C'est vraiment impressionnant !

le choc de la colonisation

Avant qu'elles n'entrent en contact avec les Anglais au siècle dernier, les tribus du Nord-Est de l'Inde avaient vécu dans un isolement relatif. Par le traité de Yandabu en 1826, les Anglais sont devenus maîtres de la vallée de l'Assam. Les collines de Khasi ont été annexées à l'empire britannique en 1833 et celles de Jaintia en 1835. En 1869, la région des collines de Garo devint une partie du district de Goalpara. Depuis 1878, les Anglais contrôlaient effectivement la totalité des Naga Hills et, vers la même époque, les Mizo Hills. Arunachal Pradesh ne fut administré directement qu'après l'indépendance de l'Inde.

La vie traditionnelle des tribus en a été profondément secouée et, à certains endroits, carrément réduite en miettes. La défaite militaire avait détruit toutes les ressources intérieures de la population locale. L'administration civile, qui avait pris la place de leur système politique traditionnel, les avait laissées socialement désorientées. La nouvelle administration mit en place de nouveaux systèmes d'éducation et de santé, ce qui provoqua la désaffection vis à vis des manières traditionnelles d'éduquer la jeunesse et de prendre soin des malades. Le système d'échanges basé sur l'argent, totalement nouveau pour elles, donna un coup mortel à leur économie de subsistance. Le commerce, et même les activités de développement voulues pour leur bien, ne firent que favoriser la désagrégation de l'édifice social qui tenait ensemble la communauté tribale traditionnelle.

à la recherche d'une nouvelle identité

Dans ces conditions de précarité et de cassure, les tribus se cherchaient une nouvelle identité et de nouveaux objectifs. C'est alors que le missionnaire chrétien est entré en scène. Il ne lui fut permis de s'installer dans les différents territoires qu'assez longtemps après que l'administration ait imposé à la population locale l'évolution des structures dont nous venons de parler. Dans le missionnaire, les gens trouvèrent un ami, un philosophe et un guide. Il leur apprit à faire face à la crise d'une manière créative, à s'adapter à ce changement de situation. Il les aida à se forger une conception de la vie qui leur permette de comprendre

cette incroyable succession d'événements et de s'y retrouver tout en assurant en même temps la continuité avec leur passé. C'est lui et lui seul qui a proposé une formule convaincante permettant à la tribu de subsister. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il ait été le bienvenu.

Kierkegaard pensait que la foi était le meilleur antidote au désespoir. Le missionnaire était quelqu'un qui *apportait l'espérance* à ceux qui étaient proches du désespoir. La religion n'est pas une question de théologie mais bien de vie. Il s'agit d'en vivre et non d'en discuter. Le missionnaire, capable de décoder le scénario si confus de leur vie, était capable de montrer le chemin pour sortir du labyrinthe. Lorsqu'à son tour il s'engagea dans les services de l'enseignement, de la santé et du développement, il put faire le pont entre ces œuvres et le passé de la communauté. Tout cela prit un sens beaucoup plus fort, devint pertinent pour le présent de ces gens et leur ouvrit des allées pour construire leur avenir.

en prise avec la «modernité»

La religion a permis à ce qu'il y avait de meilleur dans les communautés locales de prendre consistance. Les tribus devinrent capables d'accueillir les développements les plus modernes, non sans tensions, évidemment ! Elles entrèrent en dialogue avec les populations voisines, non sans passer par des périodes de peur. Elles commencèrent aussi à se dévouer à des causes universelles comme celle de Mère Teresa ou d'autres personnes. Si les chasseurs de têtes et les fauteurs de querelles inter-tribales durent se retirer, il y eut certainement beaucoup plus de joie à fraterniser et à partager, beaucoup plus de générosité dans le service mutuel, beaucoup plus de dynamisme dans un leadership basé sur l'encouragement mutuel. Les gens se rendirent compte qu'ils grandissaient, qu'ils se développaient à travers les efforts qu'ils fournissaient pour trouver une solution à leurs crises internes.

L'histoire ne s'arrête pas là pour autant. Elle est toujours en route. L'avenir est plus beau encore. Les jeunes chrétiens issus du Nord-Est de l'Inde montrent de nombreux signes de vocations et forment un laïcat vraiment responsable. Un jour, ils partiront avec le message de l'Évangile dans le reste de l'Asie et jusqu'aux extrémités de la terre.

Thomas Menamparampil

*Archbishop's House
Box 100 Guwahati – 781 001
Assam – India*

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Our Log in my eye

par Francis Gevaert

Le titre «Notre poutre dans mon œil» s'inspire d'une parole bien connue de Jésus. L'auteur a enseigné l'anthropologie philosophique en Belgique d'abord, puis en Afrique et enfin aux Philippines, tout en se mettant chaque fois au service de la pastorale locale. C'est sans doute ce qui lui a permis de rester très proche des réalités quotidiennes. Il nous invite à réfléchir à une question fondamentale: Comment lisons-nous l'Écriture et comment accueillons-nous ses interpellations? C'est toujours plus ou moins handicapés par cette poutre que constitue une certaine sagesse humaine qui déforme notre vision de la réalité, quelle que soit notre culture, sans même que nous nous en rendions compte, et qui dicte de fait nos pratiques. Le livre est riche en observations de tous genres, souvent très fines, qui illustrent son propos. Ce que nous ne voyons pas, c'est notre manière de percevoir les événements, ceux et celles qui nous entourent et Dieu lui-même, notre point de vue et notre échelle de valeurs.

A l'opposé, la sagesse de Dieu, qui est folie, nous remet radicalement en question, nous et nos sociétés. La Bonne Nouvelle n'est rien d'autre qu'une invitation pressante à ôter la poutre qui est dans notre œil et à purifier notre regard. Elle dénonce les faux dieux quels qu'ils soient, les pseudo-valeurs absolues, les libertés illusives, les bontés dévoyées et une religiosité, qui n'ont rien à voir avec le projet de Dieu. A lire les évangiles, on pourrait croire qu'à l'époque de Jésus, le monde était peuplé de mauvais esprits et de démons. Mais on pourrait en dire autant aujourd'hui des structures de péché en nous et autour de nous. La critique à laquelle se livre l'auteur est souvent radicale et parfois corrosive, sans jamais deve-

nir blessante. Elle touche à la vie de famille, aux relations sociales, à la société de consommation, aux structures juridiques, à l'Église-institution, à ses lois et à ses rites. Elle nous oblige à nous demander de qui et de quoi nous sommes les témoins dans notre apostolat.

L'ouvrage nous invite à une vie de foi qui est déjà «résurrection des corps» vécue ici-bas et nous fait relire l'Écriture dans une sorte de connivence profonde avec les premières générations chrétiennes dont elle reflète l'expérience. L'approche phénoménologique de la réalité et cette lecture «naïve» de la Parole de Dieu ne peuvent que nous faire prendre davantage conscience de la poutre qui est dans notre œil.

Jean Lefebvre

Claretian Publications, Manila 1996, 218 p.

L'urgence prophétique. Dieu au défi de l'histoire

par Bruno Chenu

Ce livre de Bruno Chenu témoigne bien à la fois de son «engagement théologique» et de ses «lieux d'investissement personnel». Il est construit autour de la notion de prophétisme. Qui peut se dire prophète? Y a-t-il des prophètes parmi nous? L'Église est-elle prophétique? Voici une bonne vingtaine d'années, la référence au prophétisme faisait florès, et on peut observer aujourd'hui comme un reflux. Occasion, pour l'auteur, de reprendre, à tête reposée, les enjeux de cette référence. Pour ce faire, il commence par interroger l'histoire: Qu'est-ce qu'un prophète? Ce sont ses trois premiers chapitres: *Prophète selon le Premier Testament. Jésus, prophète et plus que prophète. Prophète dans la communauté chrétienne primitive*. On trouvera là un excellent dossier, à la fois très solide et très abordable, pour se remettre en face de ce mouvement de l'Esprit, à l'œuvre depuis des siècles, et des manifestations de sa présence dans des personnes humaines et des groupes humains.

La deuxième partie du livre, s'appuyant sur cette enquête historique, nous ramène à aujourd'hui. Si l'Église est «peuple de prophètes», comment discerner aujourd'hui ce souffle des prophètes?

«Considérer l'Église comme tout entière appelée au prophétisme oblige à dépasser le clivage sans cesse récurrent entre l'inspiration et l'institution. A l'heure actuelle, la manière la plus spontanée de définir le prophétisme est encore de l'opposer à l'institution, à l'Eglise-institution» (p. 131). Comment dépasser ce clivage? L'auteur, reprenant les intuitions du Concile Vatican II, propose de «scruter les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile». Car le prophétisme ne rentre pas dans des cadres préétablis, si «le lieu propre du prophétisme est à la jointure de l'espace religieux et de l'espace social» (p. 135), s'il se caractérise par une transversalité, à la manière dont il «traverse» le politique, le social et le religieux (p. 154), dont il effectue un «déplacement vers les marges» (p. 155), donnant voix aux sans-voix, aux pauvres. Les lecteurs de *Spiritus* retrouveront ici les chantiers de la théologie chrétienne des religions: «Il y a du prophétisme en dehors de l'Église qui n'est jamais en dehors de l'Esprit (...). Toutes ces formes ont quelque chose à voir avec Jésus-Christ» (p. 138).

Les deux chapitres les plus passionnants sont assurément ceux qu'il consacre à *Un homme prophétique: Martin Luther King Jr* et à *Une Église prophétique: l'Église catholique en Afrique du Sud (1970-1990)*. On retrouve là la compétence et le style bien connus de Bruno Chenu, comme analyste des courants théologiques et des pratiques ecclésiales situées dans des contextes différents de ceux de la vieille Europe.

Le livre se termine avec la proposition de regarder la vie religieuse apostolique comme une école prophétique. «Dans un peuple exerçant la Royauté du Christ sur toutes les réalités terrestres, à côté de prêtres assumant le sacerdoce du Christ, les religieux et religieuses seraient davantage, mais sans exclusivité, les témoins du Christ prophète» (p. 251). On retiendra les pages de Bruno Chenu sur le *Kairos* que l'Église sud-africaine a si bien su mettre en valeur dans la prise en compte de la situation de fin de l'Apartheid. «Une théologie prophétique est toujours une théologie qui parle à un moment particulier, à partir d'une position particulière, à propos d'une situation particulière» (p. 240). «Le prophète est justement celui qui ne se trompe pas de Kairos» (p. 241). Ces phrases stimulantes valent d'être méditées.

Jean Joncheray

Bayard Éditions/Centurion, 1997, 302 p.

Religion et modernité politique en Afrique Noire

sous la direction de J.F. Bayart

J.F. Bayart, dans son introduction, nous explique le propos: «montrer l'usage politique différencié que des acteurs précisément identifiables font des représentations religieuses» (p. 11). Mais si l'on veut comprendre l'originalité de la démonstration, dans le corps de l'ouvrage, il vaut mieux aller méditer tout de suite la conclusion, difficile mais éclairante: «Religion et politique ne sont pas en relation comme deux forces distinctes, car aucune d'elles n'est un phénomène homogène, un ordre de significations cohérent; et les deux ne sont pas en relation d'extériorité mais d'échanges et d'interdépendances, si bien que la religion peut contribuer à l'invention de la modernité dans un rôle, selon une participation qui n'est ni homogène ni simple».

«L'analyse des multiples et souvent paradoxales 'interdépendances antagonistes' entre l'État et un 'régime religieux' (...) paraît plus fructueuse pour comprendre l'invention de la modernité en Afrique Noire que l'approche classique, privilégiant les rapports d'extériorité, en termes d'allégeance, de conflit ou d'étrangeté absolue entre ces deux sphères». La relation entre religion et politique, initiatrice de modernité en Afrique Noire, doit être comprise selon «cette optique fragmentaire et paradoxale».

Les sept études que présente cet ouvrage, relatives à l'islam, au christianisme, à un culte de possession, à un prophétisme et à un culte présidentiel, veulent donc illustrer cette approche. Certaines, dans une première partie, montrent que des «pratiques religieuses sont simultanément des pratiques politiques»; d'autres, dans une seconde partie, montrent «comment des innovations culturelles concourent à la recomposition de l'espace politique» (p. 15).

A l'évidence, ce livre touche à un problème de première importance. Il le fait sous l'angle de la sociologie politique qui réclame du lecteur une attention soutenue. Mais si l'on ne comprend pas la thèse dans toutes ses finesses, on peut encore faire son profit de chacune des études de situations qui valent par elles-mêmes (voir en particulier celle du culte d'Eyadéma au Togo)!

Daniel Mellier

Karthala, 312 p.

L'Afrique noire et la différence culturelle

par R. Louvel

Cet ouvrage risque de déconcerter. D'une part, il n'est l'ouvrage ni d'un sociologue, ni d'un anthropologue, mais d'un «développeur» qui a exercé ce métier pendant vingt cinq ans en Afrique. De ce point de vue, découle la richesse et les limites de cette réflexion. D'autre part, il veut exercer une réflexion critique sur la notion de «différence culturelle», notion plus ou moins construite, expliquant tout, en particulier les échecs, avec les risques de dérapage que cela comporte. Cela ne va pas sans une certaine contradiction, car sa critique d'une idée simpliste l'amène justement à une analyse riche et précise de la spécificité africaine. Ce n'est donc pas sans raison que, dans le titre imprimé, le mot «et» est volontairement mis de travers. Dès les premières pages, l'analyse d'un projet de forage de puits donne à percevoir la complexité des rapports sociaux, analyse que l'évocation de la *différence culturelle* ne saurait remplacer.

La première partie de la réflexion porte sur l'*art nègre*. L'auteur en souligne les ambiguïtés : art, artisanat, castes ; artiste et artisan ; esthétique et anthropologie ; art élitiste et art populaire. Concrètement, faut-il mettre l'art africain au Musée de l'Homme ou au Louvre ? En définitive, c'est l'ambiguïté de *notre rapport à l'autre qui se projette sur l'art nègre*.

La seconde partie porte sur la ville et en souligne les aspects contradictoires : juxtaposition des beaux quartiers et des tas d'immondices, vie des marchés et cérémonies familiales, recherche d'élégance des femmes, art officiel si lourd et folklore, erreurs et paradoxes du développement et de la construction urbaine. En définitive, s'il y a bien des équivalences et des correspondances avec la culture occidentale, il faut noter des différences d'accentuation. En Afrique, plus que sur l'écrit, l'accent est mis sur la parole, la musique, le geste, le rituel et l'aspect théâtral.

L'analyse la plus poussée porte sur l'argent. La corruption existe mais ce n'est pas le plus spécifique. Trop insister sur ce point risque de nous empêcher de percevoir les mécanismes originaux du circuit de l'argent en Afrique noire. Plutôt que d'épargner, accumuler, investir pour produire, l'argent circule. Circulation horizontale, à travers les réseaux

sociaux. Circulation verticale à travers les redistributions, parents, hiérarchie, réseaux. Il s'agit en définitive d'une logique tout aussi rationnelle que celle de l'Occident, mais dans un contexte de survie, de subsistance.

L'accumulation est assurée par la classe au pouvoir. Mais tout est marqué par la contrainte du don : on doit donner et avec ostentation. Le don est remboursable, mais sans date fixe ni à parité ; il est reconnaissance du lien social, « retour de l'ascenseur ». Le cadeau ne se refuse pas, ce serait l'injure, la rupture sociale, la « honte ». Cette économie suppose que l'on bénéficie d'une certaine rente et que l'on occupe une place permettant de prendre et de donner. Elle favorise la lutte entre groupes pour s'emparer du pouvoir et le conserver.

L'auteur met en garde contre le danger de l'insistance exclusive sur la « différence culturelle », plus ou moins proche d'un certain racisme. Qui se dit « différent » refuse le dialogue et se croit supérieur, ou irrémédiablement arriéré. C'est le danger du « mythe de l'Afrique », de l'insistance sur la spécificité, sur l'importance de « l'économie informelle », de la négritude. Tout cela peut venir aussi bien des pays développés que des intellectuels noirs et occidentalisés en réaction contre l'Occident et faire le lit du dérapage idéologique et de la manipulation politique.

Cette étude a la richesse et les limites de l'expérience longtemps vécue. Certains expatriés sont restés assez longtemps pour savoir que ce qu'ils disent, ce qu'ils soulignent est vrai, mais le contraire l'est aussi.

Armand Guillaumain

L'Harmattan, 225 p.

Significations et enjeux de l'action humanitaire

Colloque de l'Université Catholique de Lyon (mars 1993)

par Bruno Marie Duffé

Les premiers chapitres servent de présentation. Les suivants posent les questions : ingérence, aide, conviction, action humanitaire et entreprise. Les derniers textes sont des témoignages.

En réaction à l'échec du politique pour résoudre les conflits et à celui des actions pour le développement, on s'est replié avec enthousiasme sur les actions humanitaires et les ONG. N'y a-t-il pas risque d'équivoque, l'humanitaire étant d'ordre individuel (même s'il remue les masses) et la solidarité d'ordre collectif?

La plupart des intervenants ont évoqué et analysé la question du rapport entre l'humanitaire et le politique. Alors que l'humanitaire et son ingérence se voudraient apolitiques, l'action humanitaire a nécessairement une dimension politique et a besoin d'une aide politique.

D'autres problèmes sont analysés: par exemple celui de la générosité qui tend de plus en plus à l'individualisme. Une réelle compétence technique est indispensable. Seules, des ONG bien organisées pourront assurer la gestion des projets et en assurer le suivi. Les décisions sont difficiles à prendre, à faire accepter. Il faut soutenir, aider, redonner confiance, renouer le dialogue. Il y a souvent opposition entre l'aide d'urgence et le développement.

La troisième partie (p. 151) apporte des compléments tirés de l'expérience vécue: échanger plutôt que donner, communiquer, se méfier de l'urgence, de l'affectivité qui tient plus du réflexe que de la réflexion, partager et apprendre, le danger de l'activisme ou du repli dépressif. Tout est à équilibrer dans le calme et le respect de tout l'homme et de tout homme, et du temps passé, présent et futur qu'implique l'action efficace. La rencontre de l'autre est mise en question réciproque et personnelle. Il s'agit d'accepter les différences. Cela est affaire de foi dans tous les multiples sens de ce mot.

Armand Guillaumain

Profac, chaire Jean Rodhain, 160 p.

Familles africaines en France

par Christian Poirot

Cet ouvrage de 450 pages plus ou moins lisible, plus ou moins digeste se présente comme une sorte d'encyclopédie, plus à consulter qu'à lire. Pourtant, il serait dommage de se laisser rebuter, car l'auteur analyse, en profondeur, les problèmes si actuels de l'identité ethnique et de la différence culturelle.

L'auteur refuse de s'enfermer dans la notion d'ethnie, plus biologique que culturelle, plus idéologique que scientifique, suscitant l'absolu du slogan plus que l'analyse et la réflexion critique. Il s'attache à étudier les mentalités des différents groupes ethniques, rejoignant les auteurs qui emploient l'expression d'ethnicité morale. «Tout être humain crée sa culture à l'intérieur d'une communauté qui se définit par opposition aux autres». Cette notion est à opposer au tribalisme politique qui utilise et fausse la réalité ethnique. Tout cela intéresse et questionne la mission qui est «rencontre de l'autre». Dans une première partie, l'auteur analyse «le contexte africain» de ces familles immigrées. L'étude est dense, quelque peu difficile, mais elle peut nous être utile pour mieux comprendre la société d'où ils viennent et ses évolutions, surtout en ville.

Les notations psychosociales permettent de comprendre la formation et le fonctionnement des groupements ethniques et d'analyser leur fonctionnement, tant du point de vue des immigrés: résistances, conservatisme, emprunt, acquisition, que de celui des agents extérieurs: paternalisme plus ou moins charitable, racisme ou instrumentalisation politique et économique. Les professionnels du logement, de l'école, de l'assistance sociale, et les intéressés, sont tous interpellés. La «mission» a sans doute besoin, elle aussi, de s'intéresser à ce genre d'analyse. On échappera ainsi au risque d'en rester au «on sait déjà», «il n'y a qu'à». La lecture de cet ouvrage ne sera pas seulement utile à ceux qui s'occupent des immigrés. Elle peut contribuer à un examen de conscience sur la mission d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Armand Guillaumain

L'Harmattan, 450 p.

Venez vous nourrir à ma table

par Armand Duval

Armand Duval, Missionnaire d'Afrique (Père Blanc), nous partage en 250 pages une bonne centaine de ses «méditations» priées au fil du temps de sa vie missionnaire.

Le titre pourrait faire croire au partage de la nourriture qui a alimenté, à travers tous les lieux où le Seigneur l'a conduit, sa vie spiri-

tuelle. Ce n'est évidemment pas faux, il y a beaucoup de demeures dans la maison du Père! Mais plus que la table d'Armand Duval, c'est celle du Seigneur qu'il veut nous faire partager.

Comme dans un repas bien organisé, il nous présente les différents «plats» susceptibles de nous nourrir à notre tour. Pour ce faire, l'auteur regroupe ses méditations sous sept chapitres selon le plan du catéchisme pour adultes. C'est une manière de faire tout à fait légitime. Pourtant, chacune de ses méditations forme un tout. Toutes commencent par l'une ou l'autre citation de l'Écriture suivie d'un ou plusieurs textes d'auteurs «spirituels» d'hier ou d'aujourd'hui qui lui permettent de lire les «signes des temps» à travers ce qui fait le «trésor spirituel» de l'Église comme de l'humanité, et d'en tirer sa propre nourriture.

Humour, humeur bonne ou mauvaise, il s'agit d'une nourriture vivante et variée. Toujours solide et digeste.

Ce qui me paraît fondamental, c'est la vision de l'Église, mère nourricière, tenant table ouverte, celle de la Parole comme celle du Sacrifice. Peut-être faut-il y voir la résonance de cette conférence du P. de Lubac, en 1950, citée par l'auteur à la page 80. Tous ceux qui ont eu la grâce d'y être présents, j'en étais, ont sans doute plus appris sur «notre Mère l'Église» ce jour-là que dans tous les traités de théologie qu'ils ont pu ensuite étudier!

Répondez à l'invitation d'Armand Duval. Prenez le repas du début à la fin, ou venez picorer au gré de votre appétit... Vous serez rassasiés.

Maurice Rambourg

Médiaspaul, 252 p.

Une Afrique, un espoir

par Ignace Kissangou

C'est à un ardent plaidoyer que l'auteur se livre en faveur de la construction d'une Afrique une, politiquement, économiquement, culturellement. Cela aurait dû être la tâche de l'OUA qui a échoué. L'émiettement de l'Afrique en cette multitude de petits États avec, comme corollaire, cette ivresse de la souveraineté, «illusion épique de la gloire dans la solitude», est la

cause profonde de l'«enlèvement» et de la «marginalisation» de l'Afrique. Seule, la tâche de son unité la conduira à retrouver sa finalité, à «inventer un projet de sens» et à entrer dans une conscience commune. C'est leur déficit qui a condamné l'Afrique, dès les indépendances. Cette conviction est répétée de mille manières, comme un leitmotiv où l'on sent beaucoup de passion et d'idéal. Pourtant, l'auteur a du mal à dépasser la pétition de principe. Si les notations critiques sur la situation africaine sont nombreuses, souvent lucides et courageuses, les propositions, trop générales et théoriques, tournent court. Avec un peu de précision concrète dans le regard sur les solutions possibles, l'intérêt du livre aurait sensiblement grandi. Est-il permis d'ajouter, à mon regret, les trop nombreuses incorrections de langue?

Daniel Mellier

L'Harmattan, 140 p.

Côte d'Ivoire: les premiers pas d'une Église

Tome 3 (2 parties): 1940-1960

par Pierre Trichet

L'auteur présente le développement des communautés chrétiennes en Côte d'Ivoire, dans le sud-est (partie A), puis dans le sud-ouest et le nord (partie B) entre les années 1940 et 1960. Période importante, marquée par de multiples changements au point de vue politique (préparation à l'indépendance, début de l'essor économique et transformations sociales liées à la 2^e guerre mondiale).

Dans le sud-est du pays (la région d'Abidjan, qui se développe à partir de 1951), l'Église est présente et active. La pastorale est axée sur les écoles et cela correspond aux besoins du pays qui cherche à former des cadres pour alphabétiser les jeunes et mettre en place l'administration. Les évêques, qu'on appelle «vicaires et préfets apostoliques», exigent que tous les Pères ouvrent des écoles dans les centres et les principaux villages. Plus tard, les principales écoles seront reconnues et subventionnées par le gouvernement: les écoles plus petites (dites «catéchistiques») sont à la charge des villageois et le maître assure le catéchisme dans les environs.

Il faut signaler l'action des congrégations religieuses féminines qui ouvrent des écoles pour les filles et soignent les malades dans les dispensaires. Il faut parler aussi de la naissance de l'Action Catholique lancée par les prêtres et des militants chrétiens qui, à la suite de l'appel du pape (encyclique «Fidei Donum», avril 1957), viennent travailler au service des Églises africaines.

En 1955, la hiérarchie est officiellement reconnue : les responsables deviennent des évêques, les Églises ne sont plus territoires de mission mais de vrais diocèses confiés au clergé africain. C'est une invitation très pressante à travailler plus activement à la formation des séminaristes et à la promotion des laïcs. En 1960, l'abbé Bernard Yago devient le premier archevêque africain d'Abidjan.

Dans la partie B, consacrée au sud-ouest et au nord du pays, Pierre Trichet montre en particulier les conséquences de la seconde guerre mondiale pour la vie missionnaire : les Pères sont mobilisés, les voyages Europe/Afrique deviennent impossibles. Mais, dès la fin de la guerre, la vie économique reprend : on peut envisager des constructions plus solides, agrandir les églises, les écoles. Pour encadrer les collèges, on fait appel à du personnel spécialisé (Frères et Sœurs enseignants et coopérants laïcs).

Ainsi, peu à peu, la Côte d'Ivoire devient un pays majeur et adulte capable, avec ses prêtres, ses catéchistes, ses chefs de communautés, de se prendre en charge et même de devenir missionnaire (comme nous le voyons aujourd'hui).

H. Neau

«La Nouvelle», Abidjan 221 et 243 p.

Un islam du cœur

par Myra Daridan

Ce petit livre sans prétention nous offre le témoignage d'une musulmane que l'existence a amenée à vivre en contact continu avec des non-musulmans. Originnaire d'Alexandrie en Egypte, elle a fait, comme sa mère, sa scolarité dans un établissement chrétien, puis, venue en France a épousé un chrétien.

Elle nous dit comment sa foi en a été appro-

fondie et comment elle peut vivre sa foi islamique dans la sérénité et l'ouverture à l'autre. Au passage, elle aborde les questions brûlantes du moment : le port du foulard, la montée de l'intégrisme, la violence, la condition féminine en islam, le mariage mixte et l'éducation des enfants dans le respect de la foi des autres et dans la liberté religieuse.

Facile à lire, ce témoignage nous fait découvrir une autre façon de vivre l'islam, celle qui donne priorité aux valeurs spirituelles d'où le titre du livre. Certains voudront y voir un islam délavé, attédi, privé de ses repères : en lisant ce cri du cœur, ils découvriront sans doute qu'il s'agit d'une foi bien fondée sur l'essentiel de sa tradition, mais repensée et recentrée.

Ce que le livre ne dit pas, c'est qu'un tel «islam du cœur» est vécu par bien plus de musulmans que l'on ne le pense généralement. D'où l'intérêt de cet ouvrage pour une meilleure compréhension d'un courant de pensée qui gagne de plus en plus d'audience parmi les musulmans de notre époque.

J.M. Gaudeul

Cerf, Paris, 1997, 119 pp.

Familles maghrébines de France

par Saïd Bouamama & Hadjila Sad Saoud

Cet ouvrage rejoint l'abondante série des ouvrages de sociologie qui étudient l'évolution de la population musulmane immigrée en France ou en Europe. Dans un premier temps, les auteurs nous décrivent l'organisation de la famille musulmane maghrébine. Corrigeons aussitôt : il s'agit de la famille algérienne. A plusieurs reprises, dans leur livre, les auteurs expliqueront qu'ils partent de l'observation de familles algériennes ou d'origine algérienne pour extrapoler ensuite au cas des familles provenant d'autres pays musulmans. On regrettera un peu le procédé qui fait bon marché des différences existant entre personnes venant de milieux très divers et qui ne réagissent pas de la même façon devant la réalité de la vie en France. On se référera, en particulier, au livre de M. Tribalat, **Faire France** (La Découverte, Paris 1995, 232 pp.) pour apporter ainsi quelques petits

rectificatifs aux conclusions de S. Bouamama et H. Sad Saoud qui demeurent valables pour l'essentiel.

Un deuxième chapitre décrit ensuite le changement de l'immigration maghrébine qui, d'une immigration d'individus, est devenue présence de familles louvoyant entre deux traditions, celle du pays d'origine et celle du pays d'accueil. C'est surtout dans la conception des rôles familiaux que se place la difficulté essentielle de ce parcours. Parents, père ou mère, enfants, filles ou garçons, changent de mentalité, se situent différemment dans la famille sans que les anciens schèmes mentaux soient oubliés. En combinant les deux modèles, au gré de l'existence, les familles d'origine maghrébine se structurent d'une manière nouvelle qui est une façon authentique – bien que différente – de vivre son enracinement dans la réalité française. C'est ce que les auteurs appellent aller « vers de nouvelles configurations familiales ». Un chapitre que l'on aurait aimé plus long, traite du mariage « mixte ». Enfin, une dernière partie décrit, de façon beaucoup trop sommaire et superficielle, hélas !, les pièges d'une rencontre, autrement dit, les malentendus entre ces familles et ceux qui les servent : personnel médical, travailleurs sociaux ou enseignants.

On retiendra surtout de ce livre l'idée que l'intégration est un processus de transformation continue qui ne supprime jamais les enracinements dans le passé mais qui pousse les êtres à innover et à inventer de nouveaux modes de vie en combinant sans cesse leurs racines et leur avenir.

J.M. Gaudeul

DDB, Paris, 1996, 169 pp.

Jésus et les musulmans d'aujourd'hui

par Maurice Borrmans

On n'a plus à présenter l'auteur : Maurice Borrmans, Père Blanc, enseigne depuis de longues années à l'Institut Pontifical d'Etudes Arabes et Islamiques de Rome. Spécialiste du Droit musulman, il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages sur la rencontre islamo-chrétienne et les courants actuels de l'islam contemporain.

L'ouvrage qu'il nous offre aujourd'hui prend le relais de deux autres livres, écrits par Roger Arnaldez sur « Jésus, prophète de l'Islam » et « Jésus dans la pensée musulmane » (parus, eux aussi dans la même collection sous les numéros 13 et 32).

D'emblée, le lecteur sera frappé du souci d'exactitude qui caractérise l'ouvrage : le style en est dense, l'argumentation sobre, et la documentation particulièrement abondante. L'auteur n'avance rien qu'il n'accompagne d'une référence à ses sources : ce livre permettra donc à un étudiant de s'orienter, grâce à ces indications, dans le dédale des ouvrages de base. Un lecteur non-initié pourra, de cette façon, accéder aux connaissances qui lui manquaient au départ pour saisir, dans leur profondeur, les considérations avancées par l'auteur. En effet, M. Borrmans construit son exposé sur des bases qu'il suppose connues : la doctrine de l'islam classique sur Jésus, telle que l'a d'ailleurs présentée R. Arnaldez dans les deux ouvrages ci-dessus mentionnés.

Tout en consacrant l'essentiel de ces pages aux auteurs contemporains, il était nécessaire de rappeler ce que le Coran dit de Jésus : l'auteur le fait tout au long d'un premier chapitre. Enjambant les siècles et les grandes synthèses classiques, l'auteur passe ensuite aux catéchismes contemporains, en particulier syriens, marocains et jordaniens, pour conclure à l'absence presque complète d'allusion à Jésus et aux chrétiens dans ces manuels.

Le regard se porte ensuite sur les grands commentaires coraniques de notre époque. L'exploration de ces ouvrages, souvent très abondants, révèle que les auteurs n'ont pas voulu faire preuve d'originalité par rapport à leurs grands prédécesseurs de l'époque classique. Ils ne font qu'en répéter les thèses principales. Même conclusion quand l'auteur aborde ensuite les écrits des théologiens actuels et des apologistes modernes, avec, toutefois, cette différence que ces écrits se situent dans un contexte de rencontre avec l'Occident dit « chrétien » et avec les adeptes des autres religions. Le personnage de Jésus est alors abordé avec une intention plus affirmée de défendre la doctrine classique de l'islam sur Jésus en se servant des textes évangéliques et des commentaires bibliques mis à contribution pour « prouver » l'idée coranique de Jésus.

Le 5^e chapitre se révèle beaucoup plus fructueux : ce sont les écrivains et poètes musulmans qui sont alors étudiés dans leur façon

de parler de Jésus. Au lieu de se cantonner dans la répétition des thèses classiques, ces auteurs étudient la figure de Jésus pour en connaître la personnalité ou le message particulier. Les textes évangéliques sont lus pour eux-mêmes et non pour les ridiculiser. Jésus apparaît alors comme le symbole de l'expérience et de la condition humaine: il est le juste souffrant et les poètes – palestiniens en particulier – voient en lui le «rédempteur» qui livre sa vie pour son peuple. D'autres sont frappés par l'enseignement moral de Jésus, surtout celui du Sermon sur la Montagne. Progrès certes, mais qui ne remet pas en question l'identité de Jésus telle que la définit l'islam de toujours.

Le bilan que dresse ensuite l'auteur ne peut être, l'auteur le dit lui-même, que provisoire: pour la pensée musulmane, la figure de Jésus demeure encore une énigme, un mystère: elle l'est aussi, bien sûr, pour les chrétiens, mais d'une façon différente.

Les islamologues – étudiants ou spécialistes – ont souvent tendance à privilégier les auteurs classiques dans leur réflexion. L'ouvrage de M. Borrmans comble donc une lacune en nous offrant d'examiner les auteurs musulmans contemporains et en nous révélant, à la fois, l'immobilisme de certaines positions, et l'étonnant changement qui se produit, dans certains milieux, au sujet de Jésus.

J.M. Gaudeul

Desclée, Paris, 1996, 258 pp.

Lettre à un roi croisé

traduction, introduction, notes et lexique par
Jean R. Michot.

par Ibn Taymiyya

Les controverses entre chrétiens et musulmans ont produit un extraordinaire foisonnement d'ouvrages: livres, pamphlets, réfutations et défis divers témoignent de la virulence avec laquelle les deux communautés se sont affrontées dans le passé, tant au niveau des lettres qu'à celui des armes. Le livre que présente J. Michot en est un exemple. Il s'agit d'un document d'histoire, une page du passé qu'il nous est ainsi permis d'examiner. Ibn Taymiyya (1263-1328) est un auteur qui fut, lui-même,

controversé: sa violence et son intransigeance à l'égard de ses collègues lettrés l'ont conduit en prison à plusieurs reprises. Curieusement, c'est cette intransigeance qui en fait l'auteur favori des milieux islamistes et des mouvements spécialisés dans la «ré-islamisation» des masses musulmanes. Sa fougue au service de «l'Ordre islamique» lui faisait considérer les non-musulmans comme des risques pour la pureté de la foi et de la pratique musulmanes, d'où son action pour les cantonner dans une position subordonnée qui rende impossible toute contamination de la masse par les «minoritaires».

Cet aspect de l'action militante d'Ibn Taymiyya est moins visible dans le document publié dans ces pages. Nous avons ici un écrit de circonstance: le lettré musulman s'adresse à un seigneur croisé de Chypre pour lui demander la libération des captifs musulmans. C'est le noyau initial de la missive. A cette lettre – après coup peut-être – a été ajoutée une «réfutation» du christianisme. Le traducteur – fervent admirateur d'Ibn Taymiyya – nous explique le contexte historique de cette missive dans une longue introduction avant de nous en donner la traduction française et le texte arabe. Certes, nous n'avons pas ici la grande réfutation du christianisme écrite par le même auteur sous le titre de «La réponse authentique» (*Al-Jawâb al-sahîh*) et qui couvre... 4 volumes et 1400 pages! Une traduction anglaise abrégée de ce dernier ouvrage a été publiée par T. Michel sj sous le titre: «A Muslim theologian's response to Christianity» (*Caravan Books, Delmar, New York, 1984, 465 pp.*). Si secondaire qu'elle soit dans l'œuvre d'Ibn Taymiyya, la «lettre à un roi croisé» n'en est pas moins intéressante. Les amateurs d'histoire se réjouiront de pouvoir découvrir un nouveau document, déjà publié dans le passé, mais dont la précédente publication (1971) n'avait pas attiré l'attention du grand public que J. Michot souhaiterait atteindre. Les chrétiens seront curieux de connaître les thèmes – tout à fait classiques – de cette critique du christianisme par un lettré du 13^e siècle. Les lecteurs musulmans, particulièrement ceux qui vivent en Europe, y chercheront, y trouveront sans doute, un appui pour leur foi face au monde non-musulman dans lequel ils vivent.

J.M. Gaudeul

Bruylant Academia/Tawhid, Louvain/Lyon, 1995, 349 pp.

Dieu et l'homme dans le Coran

L'aspect religieux de la nature humaine joint à l'obéissance au Prophète de l'islam

par Jacques Jomier

Ce livre est le fruit d'une longue familiarité avec le Coran: le P. Jomier a longtemps vécu au Caire où il appartenait à l'Institut Dominicain d'Etudes Orientales. Il a publié de nombreux ouvrages sur la « Bible et le Coran » (1959), les « Grands thèmes du Coran » (1978) proposant même au grand public un concentré de ces études dans un Cahier Evangile (N° 48 et son supplément). Il a aussi publié une thèse sur le fameux commentaire coranique du Manar (1954). C'est dire que l'étude qu'il nous offre aujourd'hui présente au lecteur une pensée longuement mûrie, distillée au fil des ans et fécondée par un contact direct avec les musulmans et, en particulier, les musulmans d'Egypte.

Ceci se sent très rapidement à la lecture de ces pages où l'auteur s'interrompt souvent pour raconter une anecdote, rapporter une réflexion glanée au hasard des rencontres quotidiennes. C'est un des charmes de cet ouvrage qu'il ne nous emprisonne pas dans le pur raisonnement. Ayant présenté l'islam, ses croyances et ses pratiques essentielles dans un autre ouvrage, J. Jomier veut ici nous introduire au cœur de la pensée musulmane, au fondement qui sous-tend tout le reste. Il aurait pu choisir de le faire en étudiant les théologiens ou les mystiques: volontairement, il se cantonne au texte du Coran et nous ne le regrettons pas, car il nous permet ainsi, non seulement de découvrir les grands thèmes de ce livre, mais plus encore d'en discerner la logique, le mode de raisonnement et d'argumentation, ce que peu d'auteurs nous permettent de faire quand nous abordons le Coran à travers une traduction étrangère, le français.

Les citations sont nombreuses, et – réjouissons-nous – elle sont données dans le texte, ce qui évite normalement au lecteur la gymnastique d'avoir à retrouver dans un autre livre le contenu des références signalées.

Après une introduction où il nous rappelle la nécessité de bien distinguer l'être du Dieu dont nous parlons et notre connaissance de lui, J. Jomier nous fait examiner la façon dont le Coran parle de Dieu en lui-même, dans sa grandeur et sa majesté, dans sa miséricorde et sa providence.

Puis il décrit la manière dont le Coran utilise l'Univers créé, la nature comme un signe pointant dans la direction de Dieu, invitant l'homme à regarder la Nature pour revenir à son Créateur. Sur trois chapitres successifs, nous parcourons ensuite l'histoire humaine telle que le Coran la livre à la réflexion du croyant: la venue de l'homme sur terre, sa capacité de croire et d'obéir, l'anthropologie coranique donc, puis le thème de la révélation à travers des prophètes, enfin les premiers musulmans en face de Dieu. Suit alors un chapitre sur le jugement dernier et l'au-delà.

Dans les deux chapitres suivants, l'auteur réfléchit sur la rencontre de la pensée coranique avec la société moderne et sur la certitude psychologique du croyant musulman devant le doute ambiant. D'excellents développements nous font nous interroger sur l'origine de ces certitudes: viennent-elles de la révélation, d'une pensée qui chemine par oppositions dialectiques ou de certains procédés catéchétiques utilisés par le texte? Quelques pages sur la grandeur de Dieu nous rappellent les façons plurielles de concevoir cette grandeur en islam et en christianisme. Le dernier chapitre traite rapidement de l'existence des médiations entre Dieu et l'homme dans la pensée coranique: l'auteur en conclut que celles-ci sont réduites au minimum et que le Coran lui-même est la médiation entre toutes. On ne lira pas ce livre sans profit: la lecture n'en est pas aussi austère que le titre pourrait le faire croire, mais les réflexions qui nous sont ici livrées méritent que nous les méditations en faisant l'effort de bien les peser sans en faire une lecture trop rapide.

J.M. Gaudeul

Cerf, Paris, 1996, 239 pp.

L'islam – Un autre Nationalisme?

par Luiza Toscani

Comment rendre compte de ce livre qui essaie de nous décrire l'essor et la portée de ce que l'auteur appelle « l'islam engagé »? Cet ouvrage apparaît d'abord comme un indescriptible fourre-tout où la dépêche d'agence (l'auteur est une journaliste qui s'abrite derrière un pseudonyme) tient lieu de méthode d'analyse.

On avait déjà trouvé critiquable d'aborder un mouvement se réclamant d'une religion par le seul biais de l'analyse politique: l'édition française semble réserver aux politologues l'exclusivité de l'étude de l'islam dit «islamista». Il en résulte une occultation – involontaire, sans doute – des fondements religieux de ce courant de la pensée musulmane actuelle. On le décrit même comme une nouveauté radicale face à la modernité, alors que l'histoire de l'islam nous montre la résurgence régulière de mouvements analogues qui s'enracinent dans une certaine façon de concevoir les rapports de l'homme – individu et société – avec Dieu et une certaine lecture des textes fondamentaux de l'Islam.

Poussant plus loin encore la dérive de l'analyse «politique», L. Toscane aborde le phénomène à travers le pur événementiel. Chaque assertion de l'auteur est «étayée» par un paragraphe qui aligne, à la suite, sans commentaire, une suite de faits tirés de l'actualité médiatique dans cinq, dix ou quinze pays. Il s'ensuit une désastreuse impression de superficialité et de fouillis. On fait du surf sur la vague des faits, sans en approfondir aucun et en butinant d'un pays à l'autre sans s'interroger pour savoir si ces faits sont vraiment analogues, et s'ils sont vraiment interprétés correctement.

A la suite d'un parcours qui va de Bandung à Khartoum en passant par la guerre du Golfe, la condition féminine, les banques islamiques et le voile, l'auteur semble nous dire que cet islam «engagé» est vide de toute dimension religieuse, qu'il n'est qu'un phénomène identitaire dirigé contre un Occident qui succombe à un nouveau maccarthysme: l'Islamania. On retrouve ici, pour l'essentiel, l'analyse de F. Burgat dans son «islamisme en face» (La Découverte, Paris, 1995) que l'auteur cite d'ailleurs dans une entrevue placée en fin de volume.

Ajoutons, pour terminer, que seuls des lecteurs parfaitement au courant des événements de ces dernières années et des personnalités, musulmanes ou non, qui sont mêlées aux soubresauts de l'islam et de l'actualité, pourront espérer comprendre les arguments développés par L. Toscane, à chaque page de ce livre, à grand renfort de réminiscences journalistiques.

J.M. Gaudeul

L'Harmattan, Paris, 1995, 220 pp.

La construction de l'islam européen

Approche socio-anthropologique

par Felice Dassetto

Nous disposons d'une littérature de plus en plus abondante sur l'islam de France et, au-delà, sur celui de l'Europe tout entière. Après la parution de multiples études sectorielles commence le temps des essais de synthèse. L'ouvrage de F. Dassetto est de ceux-là.

Il procède en trois parties: la première décrit le processus d'immigration qui a conduit à l'existence de populations musulmanes vivant en Europe, puis l'émergence d'un islam visible en quête de moyens d'expression dans un milieu non-musulman qui réagit, souvent négativement, à cette nouvelle visibilité. L'auteur mentionne certains moments plus caractéristiques de ces tensions comme l'affaire des versets sataniques, celle des foulards ou la guerre du golfe.

Une deuxième partie fait le bilan des recherches actuelles sur l'islam européen, puis étudie les formes actuelles d'appartenance ou de référence à une religion telles qu'elles se manifestent dans l'espace européen et telles qu'elles affectent la relation du musulman européen à sa religion. F. Dassetto en profite pour dresser une «typologie des appartenances» décrivant ainsi tout la gamme des façons d'être musulman dans nos sociétés. Un dernier chapitre décrit le problème de l'autorité et du pouvoir dans cette population en cours d'organisation. La troisième partie va, justement, développer les divers aspects de ce travail d'organisation d'une population visant à être «communauté» religieuse. Après une réflexion de base sur la notion de communauté (Umma) dans l'islam et ses lieux de manifestation (les mosquées), l'auteur énumère et décrit les associations qui structurent actuellement le tissu musulman européen en distinguant les groupes à visée mystique ou dévotionnelle, de ceux qui cherchent à ré-islamiser leurs fidèles ou à répandre l'islam, et enfin de ceux dont l'objectif est plus politique et qui reflètent souvent les débats agitant les pays d'origine autour de l'idée d'un «état islamique». Il consacre même quelques pages à envisager... «un post-islamisme en quête d'un islamisme européen». L'ouvrage aborde alors, en quatre chapitres, le positionnement de l'islam dans les sociétés et les nations européennes. Après avoir situé cet islam dans sa relation avec les pays d'origine, F. Dassetto décrit l'attitude des Etats (euro-

péens) face au religieux, en général, et face à l'islam, en particulier. Une annexe présente d'ailleurs le statut des religions et de l'islam dans chaque pays européen. Les problèmes de société sont ensuite évoqués: sexualité, éducation, brassage des populations et émergence ici ou là de quartiers «ethno-islamiques». Est aussi évoquée la circulation des idées, à travers l'espace européen et au-delà, grâce aux moyens modernes de communication. Un dernier chapitre dirige nos regards vers l'avenir et le problème de la place que tiendra l'islam européen dans l'espace public.

On notera l'intérêt d'une chronologie (1945-1995) sur l'islam européen ainsi que l'abondante bibliographie fournies par l'auteur. En présentant son sujet de façon aussi méthodique et précise, F. Dassetto offre un précieux instrument à tous ceux qui éprouvent le besoin de se renseigner sur l'Islam européen et de réfléchir sur les évolutions actuelles de l'Europe et de l'islam qui y vit.

J.M. Gaudeul

L'Harmattan, Paris, 1996, 383 pp.

Les Philippines. Un dragon assoupi?

par Jacques Giri

Les Philippines: 65 millions d'habitants peuplant 2 200 îles, mais dont plus de 10 millions vivent à Manille, la capitale. Au début des années 60, les Philippines étaient, du point de vue du développement économique, le second pays d'Asie après le Japon. Elles avaient des ressources naturelles importantes, une population mieux formée que celle des autres pays d'Asie continentale. La plupart des observateurs voyaient en elles le prochain nouveau pays industrialisé.

Qu'en est-il aujourd'hui? En cette fin de siècle, les Philippines se situent bien loin derrière les «dragons» et les «nouveaux dragons» asiatiques. Près de 60 % des Philippins vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Les années 80 et le début des années 90 ont été pour elles des années d'appauvrissement, alors que plusieurs de leurs voisins connaissaient un boom spectaculaire. Que s'est-il passé?

L'ouvrage propose une réponse à cette question. Établissant des comparaisons avec les

autres pays d'Asie, notamment avec la Thaïlande, et des comparaisons plus insolites avec l'Afrique au sud du Sahara, il constitue en fait un essai de réflexion sur les conditions du développement.

L'auteur ne se contente pas d'explications faciles. Il analyse tour à tour les conséquences de la colonisation espagnole et de l'interlude américain qui précéda l'indépendance acquise en 1946. Il étudie la situation socio-économique du pays avant et sous la dictature de Marcos, et les efforts entrepris par Cory Aquino et par Fidel Ramos en vue de redresser la situation. Les analyses sont fouillées et bien documentées. Remarquons, en passant, ce que l'auteur dit du poids de la dette extérieure qui ne fait que croître: «un esclavage dont on n'aperçoit pas une libération rapide». Si l'on peut parler aujourd'hui d'un certain mieux, il est certain qu'il n'a guère atteint les plus pauvres.

Jean Lefebvre

Éditions Karthala, Paris 1997, 207 p.

Identités et démocratie

sous la direction de Patrice Yengo

La notion d'identité ethnique est-elle pertinente pour la compréhension des mouvements politiques contemporains, en Afrique et ailleurs? L'ethnie, fait primaire ou construction des «autres»? Quel rôle joue-t-elle en fait dans la construction de la démocratie en Afrique? Celle-ci est-elle compatible avec la conscience identitaire que la première inspire? C'est à ces questions importantes que ce livre prétend répondre à travers 13 contributions d'auteurs différents. Deux d'entre elles considèrent des situations européennes. Sur les 11 qui restent, 5 sont consacrées au Congo. Qu'en dire? Sinon qu'on reste largement sur sa faim tant le discours est souvent abscons et mal écrit, ou bien se perd dans une chronique fastidieuse des événements sans réflexion conclusive. Dommage.

Daniel Mellier

L'Harmattan, collection Sociétés Africaines et diaspora, 304 p.